

Léon de Poncins



**HISTOIRE
SECRÈTE
de la
RÉVOLUTION
ESPAGNOLE**



ESR

LEON DE PONCINS

HISTOIRE SECRÈTE

DE LA

RÉVOLUTION ESPAGNOLE

HISTOIRE SECRÈTE

DE LA

RÉVOLUTION ESPAGNOLE

ÉDITIONS SAINT-REMI

BP 80 – 33410 CADILLAC

Tel/Fax : 05 56 76 73 38

www.saint-remi.fr

LÉON DE PONCINS

HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE.

La faillite de la démocratie parlementaire en Espagne avait amené la dictature Primo de Rivera.

Nul ne l'a mieux exprimé à l'époque que le roi Alphonse XIII, disant :

«...Le général Primo nous a mis en dehors de la constitution, et ça, c'est grave évidemment... Il m'a dit qu'il pensait assainir la situation en trois mois et revenir à la légalité dans les délais prescrits. Ce n'était pas mon avis. Et, en effet, six mois passèrent, six autres mois encore, et voilà bientôt deux ans que nous vivons sans Parlement, ni ministres... Je sais que parmi (les politiciens) il en est de fort intelligents et que j'aime personnellement beaucoup, mais ils ne se sont séparés d'aucun des éléments détestables qui composent leur clientèle et qu'ils sont les pre-

miers à mépriser. Dans ces conditions, si l'on rouvrait le Parlement, on verrait les vieux partis, qui menaient ce pays à sa perte, recommencer leurs disputes et reprendre leurs bavardages au point où le général Primo les a interrompus. Tout recommencerait comme avant. Le travail de vingt mois serait détruit : les meneurs communistes, exaspérés par leur séjour en prison, exciteraient plus que jamais aux attentats et aux grèves. Nous retomberions dans l'anarchie dont nous faisons depuis deux ans un vigoureux effort pour sortir ; voici deux chiffres éloquentes : il y a dans ce pays 5 à 6.000 politiciens, croyez-moi, il n'y en a pas davantage. Pour eux, le parlementarisme est un idéal tangible, périsse la Nation plutôt que les parlementaires ! En face, 20 millions d'Espagnols, complètement indifférents aux manœuvres politiques et qui ne réclament qu'une chose, la sécurité du travail et le respect de leurs biens. Pour plaire à 6.000 personnes, faut-il en sacrifier 20 millions ? Je vous laisse le soin de répondre (1). »

La chute de Primo de Rivera (mort depuis dans des circonstances étranges, à Paris) laissa

(1) Rendez-vous, Espagnols. Jérôme et Jean THARAUD. Chez Plon. Paris, 1925.

une succession lourde de périls. Les anciens politiciens étaient hors de cause, puisque leur discrédit avait amené la dictature et celle-ci ayant finalement échoué, il fallait revenir aux garanties constitutionnelles ; chose grave, la transition devait se faire en pleine poussée révolutionnaire.

Le général Berenguer, adversaire de la dictature, fut choisi comme chef du gouvernement, mais il portait déjà sur ses épaules la responsabilité du désastre marocain d'Annual.

Chargé de liquider la dictature, de convoquer les Cortès et de maintenir l'ordre public jusqu'au rétablissement de la Constitution, il échoua lamentablement dans cette triple tâche et, pour le malheur de l'Espagne, il entraîna la monarchie dans son effondrement. Avec une stupéfiante atonie, il se borna à constater l'avance de la vague révolutionnaire, sans lui opposer la moindre résistance.

COMLOT RÉVOLUTIONNAIRE.

D'emblée, en effet, les forces de gauche, contenues par Primo de Rivera, déclenchent leur attaque. En décembre 1930, un complot maçonnique soulève l'armée à Jaca et à Quatro-Vientos. Réprimé sans peine, les chefs fuient

à l'étranger, mais les capitaines F. : Galan et Hernandez sont pris et fusillés.

A la suite de cet échec, le pacte de Saint-Sébastien unit en un front commun les partis révolutionnaires jusqu'alors dispersés et les lance à l'assaut du régime monarchiste. Une véritable avalanche de feuilles révolutionnaires, soutenues par de puissants fonds internationaux, déchaîne la haine, le mensonge et la calomnie contre le gouvernement et le régime.

Un invisible plan d'attaque maçonnique coordonne l'activité de ces multiples organes, et avec un dédain suicidaire de la propagande, Berenguer ne comprend pas qu'il y a là un problème vital d'ordre public, le journal étant l'évangile des masses populaires.

A son tour gagnée par la contagion, l'Université de Madrid devient républicaine, et son agitation révolutionnaire est regardée d'un œil placide par Berenguer. Lénine, Trotsky et Karl Marx y sont exaltés comme les nouveaux rédempteurs de l'humanité. Ortega y Gasset, Perez de Ayala et le docteur Maranon lancent des manifestes contre le gouvernement, cependant que Unamuno attaque avec violence le roi d'Espagne, qui répond par une clémence bon enfant ; Maranon, Unamuno, les mêmes qui, aujourd'hui dégrisés, essayent trop tard de réparer les conséquences de leur illusionnisme.

La Ligue française des Droits de l'Homme appuie de toutes ses forces le mouvement et son président, le juif Victor Bash, vient à Madrid faire de bruyantes conférences.

Cependant, sous cette agitation qui secoue Madrid, la masse du pays est et reste monarchiste ; monarchiste mais passive, désunie, sans organisation ; dirigée par un gouvernement qui dispose de moyens dictatoriaux et ne fait rien qui pourrait déplaire à l'arrogance des révolutionnaires.

Le 7 février 1931, paraît le décret de convocation des Cortès. Cette mesure, qui aurait dû calmer les esprits en donnant satisfaction aux désirs des mécontents, soulève un redoublement d'agitation.

Le complot révolutionnaire veut à tout prix empêcher le retour de l'ordre et la nomination de Cortès monarchistes.

Désorienté, abandonné des uns et des autres, Berenguer offre au roi sa démission, le 15 février 1931. La révolution entre dans sa phase aiguë.

L'un des plus énergiques parmi les hommes de droite, La Cierva, tente au dernier moment de former un front unique des droites, pour s'opposer à l'avance de la révolution. Tout ce qu'il peut obtenir est un cabinet de concentration monarchiste, présidé par un a-politique, l'amiral Aznar, vieille baderne sympathique,

qui n'était, certes, pas l'homme de la situation.

Sur ces entrefaites, la reine revient de Londres. A l'arrivée du train, une foule immense lui fait spontanément une ovation délirante. Sous les acclamations, le roi doit venir à plusieurs reprises saluer la foule au balcon du palais. Le vrai peuple d'Espagne, indifférent aux sordides querelles politiciennes, s'exprimait ce jour-là dans son amour chevaleresque des souverains.

Les dirigeants révolutionnaires, un instant démontés, reprennent vite toute leur insolence devant l'insondable apathie du gouvernement Aznar, fidèle successeur de Berenguer.

Deux événements hâtent les choses : le procès des chefs républicains et l'émeute sanglante de San Carlos.

Les futurs chefs du gouvernement républicain, Alcala Zamora, Largo Caballero, Fernando de Los Rios, Casares Quiroga, etc., passent en conseil de guerre pour complicité dans les soulèvements de Jaca et de Quatro Vientos.

Ce procès, par faiblesse du gouvernement, tourne à la farce et à l'apothéose des inculpés, qui sont relâchés sous les acclamations.

Le 25 mars, une émeute sanglante dresse la Faculté de Médecine contre la police. Aucune sanction. Et c'est dans une atmosphère empoisonnée par une campagne de presse maçon-

nique ne reculant devant aucune violence, aucun mensonge, aucune calomnie, pour abattre le régime par un coup de main, que les élections municipales sont fixées pour toute l'Espagne au 12 avril 1931. Pour tranquilliser les timorés, les républicains de droite, comme Alcala Zamora, vont ostensiblement à la messe, ce qui ne les empêchera pas, par la suite, de collaborer avec les gouvernements qui incendient les églises.

Devant le front commun des forces de gauche, la désunion et la confiance apathique des droites dans la justice de leur cause sont tragiques.

ÉLECTIONS MUNICIPALES D'AVRIL 1931.

Le 12 avril, les élections ont lieu dans le calme, et personne ne se doute que la monarchie est en train de vivre ses derniers instants.

Dans la nuit, le stupéfiant résultat des élections est connu. A Madrid, à Barcelone et dans plusieurs grandes villes, c'est le triomphe des adversaires de la monarchie.

Le gouvernement est atterré, et son défaitisme subit, succédant à un optimisme béat, détruit par avance toute tentative que le roi, avec son calme courage, pourrait tenter. Dans cette nuit lourde de possibilités et de dangers, chaque

minute qui s'écoule est une occasion perdue, et personne dans le gouvernement Aznar ne tente un geste de résistance. Le général Berenguer envoie une circulaire aux chefs militaires disant : « Nous avons perdu les élections, il faut s'abandonner à la volonté nationale. »

Or, c'est faux. Les élections — purement municipales, ne l'oublions pas — n'ont pas été perdues. Républicaines à Madrid et dans quelques grands centres, elles témoignent dans tout le reste de l'Espagne d'une écrasante majorité monarchiste ; 22.000 monarchistes sont élus contre 5.000 républicains.

Le 13 avril, Aznar présente au roi la démission du gouvernement et prononce le mot d'abdication. Manifestement, le souverain, mal entouré et mal renseigné, ne s'est pas rendu compte de la gravité du péril et maintenant il est bien tard pour réagir.

Devant la faiblesse du gouvernement, le Comité révolutionnaire, stupéfait de sa victoire, bluffe et réclame à grands cris le départ du roi.

Ce dernier est abandonné de ses partisans ; seuls quelques monarchistes comme La Cierva, Bugallal et Cavalcanti se mettent sans réserve à sa disposition. Comment, disent-ils, le roi partir à cause d'élections municipales que l'on n'a même pas perdues ! En vain.

Des rumeurs circulent en rafale : le roi va

partir. Certes, il pourrait faire appel à la force armée, quoique Sanjurjo, chef de la garde civile, soit hésitant, mais il ne veut pas rester au prix de sang espagnol et il a donné assez de preuves de courage pour que sa décision ne soit pas attribuée à la lâcheté.

ALPHONSE XIII QUITTE L'ESPAGNE.

Le sort en est jeté. Romanonès a une entrevue décisive avec Alcala Zamora chez le docteur Maranon. Zamora, au nom du Comité révolutionnaire, exige le départ immédiat du roi. Romanonès cède et décide ainsi, presque seul, la perte de la monarchie espagnole. La nouvelle éclate aussitôt en coup de foudre.

Le roi signe un manifeste :

Les élections qui ont eu lieu dimanche m'ont révélé clairement que je n'ai plus aujourd'hui l'amour de mon peuple...

Je pourrais trouver bien des moyens de maintenir mes prérogatives royales dans une résistance efficace contre ceux qui les combattent. Mais je veux m'écarter résolument de tout ce qui pourrait dresser un Espagnol contre un autre Espagnol dans une guerre civile fratricide.

Je ne renonce à aucun de mes droits, parce que s'il est vrai que ces droits m'appartiennent, ils constituent avant tout un dépôt accumulé par l'Histoire et parce que ce dépôt, dont j'ai la garde, elle m'en demandera un jour un compte rigoureux.

J'espère connaître l'impression exacte et authentique de la conscience collective, et pendant que la nation prend la parole je suspends délibérément l'exercice du Pouvoir royal et je m'éloigne d'Espagne en lui reconnaissant ainsi le droit d'être seule maîtresse de ses destinées. Maintenant aussi je crois remplir le devoir que me dicte mon amour de la Patrie. Je demande à Dieu que les autres Espagnols accomplissent et sentent ce devoir aussi profondément que moi.

Puis au cri de « Vive l'Espagne ! » il s'embarque dans la nuit à Carthagène sur le *Principe Alfonso*, qui appareille aussitôt pour Marseille.

VICTOIRE RÉPUBLICAINE.

VICTOIRE MAÇONNIQUE.

Pendant ce temps, le gouvernement provisoire prend le pouvoir sans résistance, dans le tumulte des manifestations, où la lie révolutionnaire hurle des insultes à la famille royale.

Par loyauté pour l'Espagne, le souverain a fait un geste fatal qui coûtera au pays beaucoup de larmes, de ruines et de sang.

Comment expliquer ce subit effondrement ? Si l'Espagne est monarchiste, pourquoi la révolution ? C'est qu'en dehors des fautes commises, il y a l'assaut international des forces secrètes de la révolution, au premier rang desquelles il faut placer la F. : M. :

La lutte a duré un demi-siècle. Dans l'ombre, les forces internationales de la F. : M. : ont lentement sapé le trône ; ses défenseurs n'ont vu qu'après sa chute d'où étaient partis les coups. Trop tard. Aujourd'hui la F. : M. : triomphe et la victoire républicaine est, en réalité, une victoire maçonnique. Six semaines avant la date fatidique d'avril, soit le 2 mars 1931, le *Figaro* publiait l'article suivant de F. Coty sous le titre : « Lendemain de dictature », article que je reproduis presque en entier à cause de son importance :

« Nous avons dit que les fautes commises par la dictature espagnole avaient finalement compromis les nombreux et importants résultats favorables qu'elle avait commencé par obtenir. Et nous avons énuméré quelques-unes de ces fautes. Mais la plus grave fut certainement son entrée en lutte, mal préparée et désordon-

née, contre la Franc-Maçonnerie espagnole...

« Or, Primo de Rivera, qui sentait confusément la nocivité de l'œuvre des Loges, eut le tort d'attaquer la Maçonnerie espagnole, de l'inquiéter, de la brimer, mais de lui laisser finalement toutes facilités pour nuire...

« En 1928, en effet, constatant qu'il était combattu sourdement par cette secte, qui a, au delà des Pyrénées, un esprit révolutionnaire particulièrement accusé (se rappeler le F.: anarchiste Ferrer, qui fut le type même du maçon espagnol), il ordonna des perquisitions aux sièges du Grand Orient de Madrid et de la Grande Loge symbolique de Barcelone. Mesure logique, si elle avait été le début d'une offensive résolue. Mais il en alla autrement.

« De nombreuses paperasses maçonniques furent saisies et soumises à l'examen d'enquêteurs dont le dévouement à la Dictature était certain. Leur compétence, en cette matière spéciale, l'était malheureusement beaucoup moins, car ils furent promptement déroutés par l'étrange argot qu'employaient les Loges, argot qui ne peut être compris, en dehors des francs-maçons eux-mêmes, que par de rares spécialistes. L'enquête s'éternisa donc, pendant que les enquêteurs s'efforçaient de se reconnaître au milieu du dédale des grades maçonniques et de leur symbolisme. Le fonctionnement

réel de la secte et son activité révolutionnaire leur échappèrent totalement.

« L'enquête contre la Franc-Maçonnerie, étant restée sans conclusion, ne diminua en rien la nocivité des Loges espagnoles. Mais celles-ci eurent désormais un prétexte pour faire appel à la solidarité maçonnique internationale, et elles ne se firent pas faute de le faire. Cette solidarité s'affirma promptement, comme toujours, en faveur des « frères persécutés ». En sorte que la Dictature, qui avait d'abord été accueillie assez favorablement à l'étranger, notamment en pays anglo-saxon, où l'on aime l'ordre matériel, vit se dresser contre elle, en un clin d'œil, la coalition de la presse et des influences maçonniques du monde entier.

« Des attaques systématiques contre Primo de Rivera furent la conséquence de cette levée de boucliers. Elles visèrent particulièrement le cours de la peseta, que le dictateur avait omis de stabiliser, parce qu'il espérait la ramener à sa valeur-or. Les mêmes forces politico-financières, qui s'attaquèrent si souvent au crédit français, jouèrent contre le crédit de l'Espagne, et n'eurent pas de peine à le compromettre. La peseta baissa de 33 %. On tenait, enfin, un grief sérieux contre le dictateur, un grief qui affectait les intérêts matériels de toute la population espagnole. Et l'on en tira contre lui un parti impitoyable.

« Nous avons signalé les autres erreurs commises par Primo de Rivera, erreurs dont l'ensemble devait entraîner sa chute. Mais l'erreur commise en déclarant une guerre ouverte à la Franc-Maçonnerie espagnole, sans lui porter aucun coup sérieux, fut la plus grave de toutes. Elle changea brusquement la situation internationale de la Dictature et provoqua contre elle une formidable coalition.

« Pendant ce temps, se sachant menacée, la Franc-Maçonnerie espagnole redoublait ses intrigues dans l'administration, l'armée et les milieux syndicalistes. Les choses en vinrent à un point de tension tel que le souverain lui-même demanda à celui qui l'avait fidèlement servi de pacifier une seconde fois le pays, mais cette fois par sa retraite.

« C'était compter sans les meneurs francs-maçons, qui, trouvant l'occasion favorable, restèrent sous les armes et continuèrent leur offensive, en se contentant d'en changer l'objectif. Au lieu de déclamer contre la Dictature, ils s'en prirent à la Monarchie; au lieu de travailler au renversement de Primo de Rivera ils visèrent à détrôner le Roi — qu'ils affirmaient, quelques mois plus tôt, vouloir laisser en dehors du conflit. Leurs complices internationaux donnèrent, tout d'une voix, contre Alphonse XIII et travaillèrent à préparer les esprits en vue d'une révolution

républicano-socialiste en Espagne. Le fausset de M. Léon Blum mettait dans le chœur sa note aiguë, et M. Jean Longuet, qui est un technicien en matière de conspirations, allait à Madrid, en avril 1930, donner ses derniers conseils aux conjurés.

« En juin, l'agitation violente commençait avec les grèves révolutionnaires de Malaga, Grenade et Cordoue. Un état d'esprit séditieux faisait son apparition parmi les paysans d'Andalousie. Une campagne de meetings, provoquant à l'établissement d'une république socialiste, troublait profondément la population des grandes villes. Excitant les esprits, faisant la liaison entre les diverses oppositions au régime, amenant à collaborer monarchistes mécontents et républicains bourgeois, ouvriers syndicalistes et révolutionnaires déclarés, la Franc-Maçonnerie espagnole menait rondement l'assaut. Bientôt le sang coula dans des bagarres tragiques.

« Vinrent les séditions militaires d'Aragon et de l'aérodrome des Cuatro Vientos, à Madrid. Quelques défauts dans la préparation de l'insurrection firent échouer le mouvement d'ensemble, conçu pourtant selon les meilleures traditions maçonniques et carbonaristes. La Loge militaire de Jaca marcha trop tôt, et les FF.:. capitaines Galan et Hernandez furent fusillés, après avoir causé la mort d'un grand nombre de défenseurs

de l'ordre, mais avant d'avoir pu être secourus par les affiliés des autres garnisons.

« Pour juger la part que la Franc-Maçonnerie espagnole a prise à ces événements et ce qu'elle attendait de leur succès, il suffit d'étudier la liste des membres du gouvernement provisoire que les conjurés de Jaca et ceux de l'aérodrome de Madrid étaient d'accord pour proclamer en cas de réussite. Président : M. Alcalá Zamora (1). Membres : MM. Indalecio Prieto, Miguel Maura, Alejandro Lerroux, Fernando de los Rios, Manuel Azana, Santiago Casarás, Alvaro de Albornoz, Largo Caballero, Martínez Barrio et Nicolau d'Oliver. Tous les noms soulignés par nous, soit huit sur onze, sont ceux de francs-maçons militants. Comme l'a dit récemment, à propos du scandale Oustric, l'ancien chef de la police judiciaire française, M. Benoist : Ces messieurs s'étaient rencontrés dans les « Loges... »

« Les trois personnalités non maçonniques jointes à l'équipe fournie par la Franc-Maçonnerie espagnole avaient seulement pour but d'établir le contact entre les conjurés et les mécontents de droite (Miguel Maura), le monde maritime (Santiago Casarás) et l'élément catalaniste (Nicolau d'Oliver).

(1) Il y a là une erreur. Alcalá Zamora est d'origine juive (Maranne) mais pas F. M.

« Après cette tentative révolutionnaire, parée de justesse, après l'acceptation par Alphonse XIII, visiblement débordé, du principe de la révision constitutionnelle, l'effort des assaillants va maintenant porter autour de celle-ci, dont on espère bien tirer ce que les séditions militaires n'ont pu encore donner. La ténacité maçonnique se reconnaît dans la constance de l'effort tenté contre un régime auquel l'Espagne est redevable d'un demi-siècle de paix sociale et de prospérité. »

Article véritablement prophétique, comme la suite des événements ne devait pas tarder à le prouver, car le gouvernement républicain socialiste espagnol a été constitué et dirigé par les hommes que nous venons de nommer.

Au 14 avril, le gouvernement est formé rigoureusement conforme au programme. Sauf Alcalá Zamora, qui est d'origine juive, et quelques rares comparses, tous ses membres sont francs-maçons : M. Azana, Largo Caballero, Indalecio Prieto, Marcelino Domingo, Alejandro Lerroux, Martínez Barrios, etc., et dans le mystère des loges, la franc-maçonnerie pousse un cri de triomphe :

« La nouvelle République — écrit un de ses bulletins secrets — est l'image parfaite, modelée par des mains attentives, de nos

doctrines et de nos principes. Il n'est pas possible de réaliser une révolution politique plus parfaitement maçonnique que la révolution espagnole. »

LA FRANC-MAÇONNERIE AU POUVOIR.

Triomphatrice de la révolution de 1931, la F.-M. se glorifie du rôle qu'elle a joué dans le mouvement et de la place que ses adeptes occupent dans l'actuel gouvernement.

Voici quelques extraits d'une revue maçonnique argentine. *La Cadena de Union*, très bien informée des affaires d'Espagne. J'en reproduis les passages les plus typiques, car les mêmes idées y sont répétées sous différentes formes :

« Nous avons rencontré la Monarchie comme une barrière sur le chemin historique du pays et nous avons su l'écarter... Mais la Monarchie n'est pas le seul obstacle... »

« ...Maintenant il s'agit de déraciner ce moyen âge, qui possède deux filons très robustes : la Monarchie et le Vatican (1). »

(1) *Cadena de Union*, juillet 1931, article de Arturo LABRIOLA.

« A mesure que la jeune République espagnole affermit sa solidité politique tant interne qu'externe on peut observer clairement qu'avec l'écroulement de la Monarchie, institution périmée qui ne cadre plus avec les idées libérales du siècle où nous vivons, est également en passe de disparaître pour toujours en Espagne le pouvoir pernicieux du cléricalisme catholique romain, qui, durant si longtemps, a soutenu dans la vie politique de la péninsule ibérique l'intermittente chaîne de discordes violentes, de perfidies casuistiques et d'arguties trompeuses qui remplissent de leurs scandales retentissants la plus grande partie de l'histoire... »

« ... Bientôt sera convoquée l'assemblée constituante pour proclamer la transformation de la forme du gouvernement espagnol et sera décrétée la séparation de l'Eglise et de l'Etat pour priver ainsi le cléricalisme espagnol des innombrables privilèges dont il jouit... »

« Le gouvernement républicain espagnol pense implanter aussi l'instruction laïque dans les écoles et la complète liberté de conscience, mettant le catholicisme à égalité de condition avec les autres religions... (1). »

(1) Noter que ceci est écrit en mai 1931 et en Argentine, c'est-à-dire à quinze jours de courrier d'Espagne. Il s'agit donc d'un plan prémédité de longue date.

« La Monarchie espagnole n'a pu se soutenir que parce qu'elle avait dans le cléricalisme un fidèle allié qui entretenait l'ignorance du peuple (1) sa superstition et son fanatisme.

« Rompre et annuler maintenant le pouvoir et l'influence pernicieuse de ce même cléricalisme sera la plus grande et la plus belle œuvre de la jeune république, et si cette fin sublime est atteinte, les républicains espagnols auront rendu un immense service non seulement à leur pays, mais à l'humanité entière, qui devra leur être toujours reconnaissante de cette conquête émancipatrice (2) !

« La Russie soviétique a fait voir à la face du monde qu'il n'y a aucun sacrilège à transformer une église en salle de spectacle ou en temple maçonnique (3).

« Le triomphe du libéralisme républicain en Espagne, dans un des derniers bastions du cléricalisme jésuitique, marque un grand pas en avant dans la poursuite de l'idéal démocratique et libre-penseur ; il doit servir d'avertissement à

(1) Noter que l'éducation primaire et secondaire en Espagne a été fondée et dirigée par des établissements religieux. C'est une curieuse façon d'entretenir l'ignorance.

(2) Cadena de Union, mais 1931, article de Teodoro de SZIGETHY.

(3) Cadena de Union, juillet 1931, article de Martin LUCCHINI.

tous ceux qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas comprendre que le progrès spirituel de l'humanité ne peut plus tolérer davantage le règne de l'oppression des idées de même qu'il ne peut plus supporter le fanatisme religieux, la plus grande et la plus terrible des plaies humaines...

« Il faut espérer maintenant que le travail restaurateur et émancipateur des républicains espagnols se consolidera définitivement et qu'ainsi le catholicisme inquisitorial, cause de toute corruption en Espagne, qui tuait la liberté de pensée, qui profanait le secret des consciences, qui annihilait les libertés civiques, disparaîtra pour toujours, et avec lui toute oppression morale et spirituelle, ouvrant ainsi la route à l'émancipation des vieux atavismes et à la liberté de pensée pour le bien-être moral et matériel du peuple espagnol, qui, après un si long temps de souffrance et d'oppression, mérite un sort meilleur.

« Les temps ont changé. Les dictatures et l'obscurantisme clérical sont frappés à mort par le progrès. La République espagnole en est le témoignage (1).

« Louange aux insignes artisans de l'évolution rédemptrice !!! Louange à nos frères maçons qui,

(1) Cadena de Union, avril 1931, article de T. de SZIGETHY.

au delà du large Atlantique, ont réussi à l'avant-garde de l'opinion publique mondiale à poser les bases de la grande œuvre que doit accomplir l'Espagne nouvelle, antithèse de celle qui vient de disparaître : une ère heureuse de paix, de progrès et de respect (1). »

Dans la joie du succès, certaines divulgations furent faites triomphalement dans la presse profane sympathisante. *El liberal* publiait à ce sujet un article reproduit dans le *Boletín oficial del grand oriente espanol* (n° 61, 10 décembre 1931), article dont voici un court extrait :

« Cependant une grande partie de l'opinion s'effraye de la Maçonnerie et des journaux se signent. L'un d'eux donne une liste des politiciens francs-maçons. En premier lieu il y a Lerroux. Le suivent Fernando de Los Rios et Marcelino Domingo. La liste est brillante. Elle comprend presque tous les hommes qui ont quelque chose à faire ou à dire en Espagne...

« Les meilleurs, ici comme partout, s'ils ne sont pas maçons, méritent de l'être.

« C'est comme maçon que le ministre de l'Instruction publique a parlé au Maroc ; comme

(1) Cadena de Union, avril 1931, article de Manuel GUALDI.

maçon que nous dirige le gouvernement ; comme maçon que Lerroux a mené l'Etat. Après une monarchie jésuitique, il est naturel qu'agisse, en tant que libératrice, une République maçonnique... (le catholicisme avait) été sur le point de convertir l'Espagne en une vaste caverne troglodyte.

« Aujourd'hui les maçons gouvernent et il était grand temps. »

La Maçonnerie s'inquiète de cette publicité maladroite, car, nous le savons, elle préfère travailler dans l'ombre, et le bulletin du G. : O. :., que nous venons de citer, écrit :

« Les affirmations de nos amis désintéressés peuvent causer à la Maçonnerie plus de tort que toutes les attaques réunies de ses adversaires.

« Il ne faut pas dire dans les colonnes d'organes importants de la presse profane que, en fait, la Maçonnerie gouverne. Cela n'est pas sûr. La Maçonnerie abrite dans son sein des hommes politiques dont la personnalité émerge dans la vie publique, et il est possible que ses principes aient influé sur la formation intérieure de ces personnalités, mais la Maçonnerie, en tant que collectivité, n'intervient pas dans les luttes politiques...

« C'est bien clair. La Maçonnerie ne gouverne

pas le pays. Le gouvernement des hommes, dont quelques-uns peuvent ajouter à leurs mérites l'honneur d'appartenir à l'institution la plus belle, la plus libre, la plus noble et sainte, qu'est l'auguste Ordre maçonnique. »

C'est entendu, la Maçonnerie ne gouverne pas, mais tous les hommes qui gouvernent sont francs-maçons. Cela rappelle la fameuse distinction entre le gouvernement soviétique et la III^e Internationale.

Il ne faut pas, a dit le F.^o. Lantoine dans un passage que nous avons cité (1), que la M.^o. prenne part ouvertement aux luttes politiques, de la sorte un échec ne pourrait atteindre l'ordre, adroitement retranché dans son rôle secret.

Enfin, à l'époque, l'hebdomadaire bolchevisant *Vu* publiait sur l'Espagne un article significatif de l'écrivain connu P. Dominique, dont j'extrais le passage suivant concernant la révolution espagnole :

« Ici nous retrouvons la Franc-Maçonnerie. La foule réagit contre une domination spirituelle qui pesa sur elle durant des siècles, mais fut-elle dirigée, l'est-elle encore dans sa réaction ? On a

(1) Voir L. DE PONCINS, *La F.^o. M.^o. d'après ses documents secrets*. Édition Beauchesne. Paris, 1936.

beaucoup parlé de la Maçonnerie et notamment à propos de l'affaire Ferrer. On a dit que toute l'opposition de l'époque était franc-maçonne et, à l'heure actuelle, il semble que cinq membres au moins du ministère : MM. Largo Caballero, Indalecio Prieto, Marcelino Domingo, Alexandre Lerroux et Fernando de los Rios soient francs-maçons (il doit y en avoir d'autres). C'est là évidemment le signe de l'action d'une contre-église. Mais on ne voit pas comment bâtir l'Etat autrement, et les seuls qui nous paraissent logiques sont, d'une part, Philippe II et ses successeurs ou encore les députés basco-navarrais, qui invoquent « Le Christ Roi », et, d'autre part, les antireligieux avoués, qui dressent une philosophie contre une autre, une Eglise contre l'Eglise. Les fondements de tout Etat qui vise à l'universalité et à la pérennité — car dans tout Etat, dans toute communauté humaine, il y a un empire qui parfois s'ignore, ou, mieux, l'Empire tout court — reposent sur le spirituel.

« Hier il s'agissait de respecter la religion considérée comme le centre, l'âme de l'Etat — de la catholique Espagne — aujourd'hui il s'agit de créer à l'Etat neuf, qui n'est encore que corporellement bâti, une âme nouvelle. Le serment à la République — il faut comprendre à ses lois et à son esprit — est du même ordre ; ce n'est, au fond, qu'un engagement religieux.

« ...L'Espagne, au contraire de nous, fut jadis profondément théocratique. Cela permet de penser que dans un sens contraire au catholicisme, elle pourrait le redevenir. M. Azana, aujourd'hui président du Conseil, s'écria, paraît-il, quand furent votés les articles constitutionnels relatifs aux rapports de l'Eglise et de l'Etat : « Enfin, l'Espagne n'est plus catholique. »

« Et cela, sans doute, signifiait dans la pensée du futur président : « Enfin, le catholicisme n'est plus religion d'Etat. »

« Mais si l'Espagne avait besoin d'une religion ou d'une philosophie d'Etat ? Les Soviets en fournissent une à leur peuple. Si donc l'Espagne en avait besoin, quelle religion, quelle philosophie — et pour laquelle on devrait mourir — M. Azana donnerait-il à son pays (1) ? »

La révolution espagnole illustre une fois de plus ce fait qu'une minorité bien organisée peut profiter d'une période de troubles pour réussir un coup d'Etat. Il a suffi, en effet, que quelques meneurs francs-maçons qui occupaient des postes de commande se soient concertés en loge et aient combiné une action simultanée pour déclancher la révolution et imposer un gouvernement maçonnique à un pays catho-

(1) P. DOMINIQUE, *Vu*, 30 décembre 1931.

lique et monarchiste, mais dont la population se désintéresse des luttes politiques.

Une fois qu'on détient le pouvoir, il est facile de représenter le mouvement comme étant l'expression de la volonté populaire, et il n'y a plus qu'à tenir le coup assez longtemps pour modifier effectivement l'opinion des masses dans le sens voulu. On y arrive généralement par différents moyens dont l'école et la presse sont les deux principaux, et il faut reconnaître que dans ce domaine la F. : M. : est d'une suprême habileté.

A titre documentaire, voici une liste des principaux dirigeants républicains francs-maçons :

LISTE DES DIRIGEANTS RÉPUBLICAINS F. : M. :

Alexandre LERROUX. :., *ministre d'État.*

Fernando de LOS RIOS. :., *ministre de la Justice.*

Marcelino DOMINGO. :., *ministre de l'Instruction publique.*

Alvaro de ALBORNOZ. :., *ministre des Travaux publics.*

Diego Martinez BARRIOS. :., *ministre des Communications.*

José GIRAL. :., *ministre de la Marine.*

Gerardo Abad CONDE. :., *sous-secrétaire d'État aux Communications.*

Rodolfo LLOPIS. :., *directeur général de l'Enseignement primaire.*

Mateo Hernandez BARROSO. :., *directeur général des Postes et Télégraphes.*

José SALMERON., *directeur général des Travaux publics.*

Antonio Perez TORREBLANCA., *directeur général de l'Agriculture.*

Ramon Franco BOHAMONDE., *ex-directeur général de l'Aéronautique.*

Augusto BARCIA., *délégué du gouvernement au Conseil supérieur bancaire.*

Eduardo Ortega y GASSET., *premier gouverneur civil de Madrid.*

Emilio PALOMO., *second gouverneur civil de Madrid.*

Rafael Salazar ALONSO., *président de la députation provinciale de Madrid.*

Pedro RICO., *alcade de Madrid.*

Francisco MACIA., *président de la Généralité de Catalogne.*

Général Lopez OCHOA., *capitaine général de Barcelone.*

Jaime AGERADE., *alcade de Barcelone.*

Carlos Espla RIZO., *second gouverneur de Barcelone.*

Luis Jimenez ASUA., *président de la Commission constitutionnelle.*

Demofilo de BUEN., *conseiller d'État.*

Signalons, en outre, que Alcala Zamora, M. Maura et Fernando de Los Rios sont d'origine juive, faisant partie de ces Marranes convertis avec plus ou moins de sincérité à différentes périodes de l'histoire d'Espagne.

Fidèle à ses origines maçonniques, la République, que l'on croyait conservatrice et catholique, allait jeter le masque et se révéler de plus en plus sectaire et socialisante.

PERSÉCUTION RELIGIEUSE.

Sous couvert de laïcisme, la persécution religieuse commence sans retard. Les biens de la famille royale sont confisqués par décret. On dissout illégalement les conseils municipaux lorsqu'ils sont royalistes. La presse, qui aspire à conserver une certaine indépendance d'idées, est suspendue. On exproprie l'aristocratie et on emprisonne ses membres quand ils ne collaborent pas sans réserve à l'affermissement de la République. Le gouvernement prêche la révolution sociale et la propriété agricole en est la première victime. Grèves continuelles émeutes, assauts aux propriétés rurales, anarchie générale, morts et blessés : tel est le panorama quotidien de la nouvelle Espagne.

Dès le début de mai les églises flambent sous l'œil indifférent de la police.

Le travail est méthodiquement accompli. Les autels sont ravagés et brisés en morceaux. Les bénitiers éclatés, les statues de bois brûlées, le chœur mis à nu. Les couvents sont dévastés, les bibliothèques pillées et violées.

Méthodiquement la destruction est ordonnée dans toutes les villes. Le 11 mai, une douzaine de couvents et écoles, dont l'Université des

arts et métiers, flambent à Madrid. Autant brûlent à Alicante. A Malaga, devant la troupe et la police qui ne font rien, le couvent des Jésuites, celui des Augustins et le palais épiscopal sont brûlés en plein jour. A Cadix, les couvents de San Domingo, des Jésuites, de Saint-François et du carmel sont incendiés. A Burgos, les couvents sont pillés. A Grenade, à Cordoue, à Séville, on brûle les églises. A Malaga, des cadavres de religieuses sont déterrés et profanés. Le cardinal Segura doit fuir l'Espagne pour éviter un assassinat certain.

Dans ses livres si documentés sur la révolution espagnole, Mauricio Karl reproduit des télégrammes officiels de police montrant que celle-ci est restée inactive par ordre. Les coupables ne sont pas même inquiétés (1).

DÉSORDRES ET GRÈVES.

En dehors de son zèle antireligieux, l'activité du gouvernement est nulle. Rien n'est fait pour l'amélioration économique du pays et le relèvement des ouvriers.

(1) Mauricio Karl : « El Enemigo », « Asesinos de Espana », « El Comunismo ». Ces ouvrages édités à Madrid sont difficiles à trouver aujourd'hui.

Les désordres se généralisent. Les grèves et l'anarchie s'installent ; un peu partout il y a des morts et des blessés, notamment : le 15 mai, à Atarfe. Le 27, à Pasajes. Le 21 juin, à Huataco.

Les désordres prennent une forme particulièrement violente à Séville. Pendant dix jours l'anarchie est maîtresse. La grève générale est déclarée le 20 juillet, on est obligé de détruire un des centres syndicalistes avec de l'artillerie. La liste des victimes : 30 morts et 200 blessés, semble à l'époque énorme. Elle devait être maintes fois dépassée par la suite.

Nous ne citons ici que quelques-uns de désordres les plus frappants, la liste complète en remplirait trop de pages.

Après douze mois de régime républicain-socialiste, le bilan s'établit ainsi :

300 morts, 2.125 blessés, 3.800 grèves. On ne compte pas les expropriations, les suspensions de journaux et emprisonnements de gens de droite.

Naturellement, la vie économique s'en ressent et la peseta tombe ; elle ne cessera dès lors de baisser régulièrement jusqu'à la guerre civile de 1936.

ÉLECTIONS RURALES ET NOUVELLE CONSTITUTION.

Au milieu du chaos, la vie parlementaire tente de s'organiser. Le 28 juin 1931 ont lieu les élections générales. Le pays est encore sous l'euphorie de la victoire républicaine et les partis de gauche triomphent.

Le 14 juillet 1931 s'ouvrent les Cortès constituantes. Républicains et socialistes y ont la majorité. Les F. : M. : y sont nombreux.

Le 9 décembre, l'Assemblée vote une nouvelle Constitution, orgueilleusement proclamée la plus avancée du monde. Elle est nettement anti-religieuse et socialisante. Par contre, elle décrète des garanties personnelles : droit de propriété, liberté de conscience, liberté de réunion et de presse, égalité des sexes, suppression de la déportation et de la confiscation. Mais ces belles garanties ne seront pas mises en pratique un seul jour et seront bientôt supprimées, par la « loi de défense de la République ».

L'article 24 de la Constitution vote l'expulsion des Jésuites, la confiscation et la nationalisation de leurs biens. Les autres ordres religieux sont soumis à toutes sortes de restrictions et l'enseignement leur est interdit.

Le 13 octobre 1931, Azaña déclare aux Cortès :

Aujourd'hui l'Espagne a cessé d'être catholique, malgré le fait que des millions d'Espagnols pratiquent encore leur religion.

Nous insistons ici sur cet aspect religieux, car il représente le fond de la lutte qui agite l'Espagne depuis 1931. Ce ne sont pas seulement deux formes politiques de gouvernement, mais deux mystiques, deux conceptions du monde qui s'affrontent dans un antagonisme irréductible. De là est sortie l'atmosphère de croisade qui soulèvera l'Espagne en 1936.

Détruire l'enseignement religieux est une belle chose, mais il faut le remplacer, et les difficultés commencent, car, pratiquement, toutes les écoles étaient jusqu'ici dirigées par des religieux.

Au début, le gouvernement annonce bruyamment la création de 27.000 écoles laïques, destinées à sortir le pays de son obscurantisme. Réflexion faite, le projet est réduit à 7.000, et on tente de fabriquer en série 7.000 professeurs par un cours de trois mois. L'essai échoue, et, sous les protestations générales, le F. : Marcelino Domingo abandonne l'Instruction publique, n'ayant pu mettre qu'un nombre infime d'écoles sur pied.

Dans le domaine économique, le nouveau régime ne réussit guère mieux. L'Espagne étant en majorité agricole, c'est dans les campagnes que la désorganisation se fait surtout sentir.

Le gouvernement lance une réforme agraire, basée sur l'expropriation des grands domaines, pour distribuer la terre aux paysans. Mais le paysan espagnol ne veut pas de la terre, la culture étant un travail pénible, hasardeux et de faible rapport ; il veut de hauts salaires et un travail réduit. De plus, dans la réforme proposée, c'est l'Etat qui devient propriétaire et qui impose la culture collective. L'Espagnol, individualiste par tradition, a horreur de tout étatisation.

On contraint alors les propriétaires à augmenter les salaires et à diminuer les heures de travail. Le propriétaire se ruine vite à ce jeu et cesse de cultiver ; on l'accuse de mauvaise volonté et de sabotage et, par représailles, les ouvriers, soutenus par les municipalités socialistes, envahissent et saccagent les propriétés. L'anarchie s'étend jusqu'aux îles Canaries.

Les intellectuels, si fervents républicains sous la monarchie, déchantent. Ortega y Gasset parle du profil aigre et triste de la nouvelle République. En septembre 1931, Unamuno publie un violent article contre la République.

Interdit en Espagne, il paraît dans la presse d'Amérique latine. L'année suivante, il renouvelle ses attaques à l'Athénée de Madrid.

A tout cela, le gouvernement répond par des mesures policières basées sur une nouvelle loi (21 octobre 1931) : « la loi de défense de la République », symbolisée dans ce cri : « Meure la liberté et vive la République ! » Elle donne aux gouvernants des pouvoirs dictatoriaux et supprime pratiquement toute garantie constitutionnelle.

On en profite aussitôt pour bâillonner la presse, déporter et emprisonner les adversaires politiques et imposer la démocratie par la terreur.

Comme le nouveau régime se méfie de l'armée il proclame qu'il renonce à la guerre, réduit considérablement les effectifs et met à pied les officiers suspects de tiédeur républicaine. Par contre, il augmente considérablement la police et, face à la garde civile considérée comme réactionnaire, dresse le corps des gardes d'assaut, dont les hommes sont parfois d'ex-terroristes révolutionnaires.

Profitant des circonstances favorables, le péril communiste et anarchiste monte, et le 7 juin 1931 le chef communiste Joachim Maurin annonçait publiquement les étapes de la future prise de pouvoir communiste.

« *L'Espagne, disait-il, a commencé sa révolution, et toute révolution effective procède par deux étapes : La révolution démocratique et la révolution socialiste. Sans la première, la seconde n'est pas possible... Notre révolution est un complexe qui entraîne quatre révolutions : économique, politique, religieuse et nationale.* »

C'est bien cela, d'abord la phase démocratique, puis la phase socialiste, pour finir par le communisme.

PROCÈS D'ALPHONSE XIII ET ÉLECTION D'ALCALA ZAMORA A LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE (19 novembre 1931).

La fin de l'automne voit le jugement par contumace devant les Cortès Constituentes de l'ex-roi Alphonse XIII. Le tribunal trouve le souverain coupable de haute trahison envers le peuple espagnol et ce n'est que par une objection de principe contre la peine de mort qu'on le condamne au bannissement perpétuel et à la saisie de ses biens.

Les quatre chefs d'accusation sont les suivants :

1° Manquement à ses devoirs de souverain constitutionnel ;

2° Acceptation du coup d'Etat de Primo de Rivera en 1923 ;

3° Lèse-majesté envers le peuple ;

4° Complicité dans la corruption administrative.

Le comte de Romanonès prend courageusement la défense du souverain tombé et prouve, documents à l'appui, qu'en 1923 le Roi avait à choisir entre l'acceptation du coup d'Etat Primo de Rivera ou la guerre civile et que, comme en 1931, il refusa de verser le sang espagnol.

Le Times résume ainsi la question :

« *De son accession au trône, en 1902, à 1923, le Roi ne peut être accusé de « 1 » tous les décrets pris durant cette période, ayant été signés de ministres responsables.*

« *Pour ce qui concerne le second chef d'accusation, les documents sortis par le comte de Romanonès prouvent qu'en septembre 1923 le Roi n'avait le choix qu'entre l'abdication — ce qui aurait été une désertion, le Roi étant obligé par serment à servir le pays comme soldat — et l'acceptation de la dictature militaire, qui avait la sympathie de la grande masse du pays.*

« *Pour ce qui concerne le crime de lèse-majesté envers le peuple, personne ne semble comprendre*

ce que cela signifie, et cette accusation n'a même pas été soutenue devant les Cortès. De même on ne tenta pas d'apporter de preuves de complicité dans la corruption administrative. »

Quelques jours après cette parodie de procès l'attention se détourne de l'idole tombée pour se reporter sur l'élection du premier président de la République.

En décembre 1931, le cabinet Zamora démissionne, et le gouvernement du F. : Azana lui succède. La phase radicale est dépassée et la phase socialiste commence. Par solidarité, Mac. : les radicaux votent pour les socialistes et la F. : M. : unit ces deux partis sous sa direction occulte, elle change les chefs selon la nécessité du moment, voilà tout. Alcalá Zamora est élu président de la République par 362 voix sur 410 votants. On se débarrasse ainsi honorablement d'un homme qui a bien servi la révolution mais qui désormais n'a plus d'utilité.

CASTILBLANCO.

Dans les premiers jours de 1932 éclate la première de ces terribles tragédies villageoises qui devaient devenir si fréquentes par la suite.

Le village de Castilblanco avait 900 habi-

tants et ne souffrait de rien. La nourriture y était abondante, et presque tous les villageois étaient propriétaires. Aucune mort violente d'aucune sorte ne s'y était jamais produite. Il n'y avait que deux appareils de radio, celui du curé et du docteur. Jusqu'à l'avènement de la république, le village s'occupait uniquement de ses propres affaires, et personne n'y discutait politique.

Brusquement, en juin 1932, une grève de Badajoz s'étend jusque-là et des gardes civils sont massacrés et horriblement mutilés.

Presque en même temps des nouvelles analogues, mais moins graves, arrivent des deux coins de la province et du nord de l'Espagne. A Arnedo, une fusillade entre émeutiers et gardes civils cause six morts, dont quatre femmes.

La garde civile est accusée de meurtre et cet argument sert de prétexte à une floraison de grèves révolutionnaires violentes, qui veulent substituer au régime qualifié de bourgeois un autre de tendance plus avancée. « Nous avons eu notre république, ayons maintenant notre révolution », tel est le mot d'ordre du soulèvement populaire.

Les forces combinées de l'anarchisme et du communisme, malgré leur antagonisme doctrinaire, s'unissent pour une commune destruc-

tion. Bilbao et Valence sont le théâtre de fusillades, mais les troubles les plus graves ont lieu en Catalogne où une insurrection communiste nécessite l'entrée en ligne de l'armée.

MAINMISE DE LA F. : M. : SUR LE GOUVERNEMENT DE MADRID.

Vers cette époque se tient le fameux convent extraordinaire du Grand Orient espagnol (20 février 1932 et jours suivants). Il met au point la question de stricte discipline maçonnique pour les F. : qui occupent des postes politiques, et d'une façon générale marque la mainmise de la Franc-Maçonnerie sur le gouvernement de Madrid.

Le *Boletín oficial del Grande Oriente* espagnol du 10 septembre 1932, revue maçonnique secrète, nous en donne un compte rendu détaillé.

En voici des passages significatifs :

1. Serment d'obéissance.

Le Vén. : Maître. : de [chaque loge] avertira les F. : F. : qu'ils ont à renouveler la promesse verbale ou écrite de se tenir toujours prêts à comparaître devant leurs juges respectifs pour expliquer et justifier la rectitude de leur conscience maçon-

nique dans tous les actes de leur vie maçonnique ou profane.

Les Vén. : Maîtres veilleront à ce que ces F. : prêtent serment devant l'Autel en toute solennité. :

2. Contrôle maçonnique de surveillance par fiches.

Les loges et les triangles établiront une fiche pour tous les F. : F. : , notant leur occupation habituelle, les emplois qu'ils exercent ou ont exercé dans l'Etat ou dans les entreprises particulières... et leurs feuilles de service avec leurs mérites et leurs travaux maçonniques.

Cette fiche sera tout spécialement complète et détaillée pour les F. : F. : qui occupent quelque poste politique dû à l'élection populaire ou à la nomination du gouvernement.

3. Renforcement du serment et directives maçonniques pour les F. : qui occupent un poste politique.

Les autorités maçonniques sont tenues de faire remplir avec la fréquence nécessaire le devoir imposé aux F. : F. : exerçant des emplois publics, de renouveler le serment, d'expliquer et de justifier maçonniquement leur conduite publique devant leurs supérieurs. Et, comme dans l'exercice d'un

emploi public on peut manquer aux devoirs maçonniques, tant en action qu'en omission, ceci signifie que le maçon remplissant cette charge sera obligé non seulement d'expliquer et de justifier toute action paraissant blâmable ou douteuse, mais aussi de recevoir les directives maçonniques et d'en tenir compte.

4. Priorité des directives maçonniques.

On rappellera aux F. : F. : qui occupent des emplois publics leur devoir d'amour et de tolérance fraternels, et on veillera à ce qu'ils mettent toujours cette fraternité maçonnique au-dessus de toutes les divergences qui pourraient les séparer dans les luttes politiques (1).

5. Sens général des directives maçonniques pour l'Espagne.

Afin de pouvoir déterminer avec certitude les projets immédiats ou lointains de la Maçonnerie, cette assemblée ne doit pas se borner à fixer les

(1) En termes voilés et avec des périphrases humanitaires onctueuses le sens est très net : Les ordres maçonniques priment toute autre considération, y compris les intérêts du pays. C'est à la faveur de formules ambiguës comme celle-ci que la M. : se défend de donner des ordres aux F. : politiques.

règles à suivre par rapport à certains faits concrets, mais elle doit s'occuper surtout de ratifier, de rappeler et d'expliquer les principes fondamentaux qui doivent déterminer la marche générale...

Et cela nous avons à le faire dans l'ordre religieux, dans l'ordre politique et dans l'ordre social.

Il appartient à l'Assemblée de rappeler et d'expliquer les principes maçonniques qui doivent inspirer dans ces trois directions le travail de la maçonnerie espagnole d'aujourd'hui et de demain.

LE SOULÈVEMENT DU GÉNÉRAL SANJURJO.

Devant cette emprise de la maçonnerie et du socialisme et devant les désordres révolutionnaires qui en sont la conséquence, les cadres de l'armée commencent sérieusement à s'inquiéter, et le 10 août 1932 le général Sanjurjo tente un coup d'Etat militaire à Séville. Il lance un manifeste où il appelle le peuple à se soulever, non contre la République en soi, mais contre sa forme actuelle.

Le général Sanjurjo s'empare de Séville sans coup férir, destitue les autorités et restaure l'ordre, aux applaudissements de la population

décente et honorable, lasse de souffrir depuis quinze mois toutes sortes de désordres révolutionnaires.

Appuyée par la garnison, la rébellion menace de s'étendre à toute l'Andalousie. Le gouvernement se rend compte de la gravité du péril et mobilise contre Séville presque toutes les forces militaires de l'Espagne.

Pendant ce temps, à Madrid, se déroulent de grands événements ; au matin du 10, une partie de la population se soulève et attaque les édifices publics du gouvernement ; la police les défend à coups de feu. La garnison hésite, ne sait que faire, et finalement se rallie au gouvernement, qui reste maître de la situation. La masse du pays reste totalement indifférente à l'agitation politique.

Devant cet échec, Sanjurjo abandonne sa tentative et se rend à la police. Traduit en Conseil de guerre, il est condamné à mort, puis grâcié et emprisonné.

L'alerte avait été chaude, et le gouvernement en profite pour déporter à Villa Cisneros, dans le Rio de Oro, beaucoup d'ex-officiers et aristocrates supposés avoir sympathisé avec le mouvement. Toute la presse de droite est bâillonnée du même coup.

CASAS VIEJAS.

Quelques mois se passent, puis le drame de Casas Viejas secoue à nouveau l'Espagne et pèse plusieurs semaines sur les délibérations des Cortès.

En janvier 1933, une révolte anarchiste, soigneusement préparée, éclate dans de grands centres et dans diverses provinces. Le mouvement n'est réprimé qu'après de durs combats. Bientôt la rumeur court qu'il s'est passé quelque chose de particulièrement grave à Casas Viejas dans la province de Badajoz.

Interrogé, le gouvernement nie. La rumeur grandit ; le gouvernement étouffe l'affaire. Elle vient cependant en février devant les Cortès, et une commission privée va enquêter sur place. A son retour la nouvelle éclate et dépasse toute prévision : le hameau de Casas Viejas a été cerné par les gardes d'assaut, qui ont mis le feu aux maisons et brûlé vifs les habitants. Ceux qui essayaient d'échapper aux flammes — dont femmes et enfants — ont été abattus à coups de fusils. Le gouvernement est contraint de constituer une commission d'enquête officielle, et, devant l'évidence, rejette les responsabilités sur le chef de police. Ce dernier se

défend et prouve qu'il est parti de Madrid avec les ordres précis d'Azana : ni blessés ni prisonniers. Plusieurs chefs de police de Madrid confirment la sévérité des ordres reçus, et le général Queipo de Llano, qui les soutient, est mis à pied par le gouvernement. L'affaire dure des mois, et finalement l'opposition quitte en bloc les Cortès.

Par son retentissement, l'affaire de Casas Viejas marque un tournant de la politique espagnole et le début de la dictature socialiste.

RÉORGANISATION DES PARTIS DE DROITE.

Devant ces excès, les partis d'ordre s'organisent et fondent l'Action populaire ainsi que la C. E. D. A. (Confédération espagnole des Droites autonomes). L'étoile de Gil Robles se lève. Professeur à l'Université de Salamanque, doué d'un grand talent d'orateur et d'un incontestable esprit d'organisation, il entraîne les masses, réunit un peu partout des meetings considérables et met sur pied une organisation sociale catholique qui groupe vite un million d'adhérents. Privés de chef naturel puisqu'il n'y a plus de roi, les monarchistes se rallient à sa cause et le soutiennent sans arrière-pensée, au début tout au moins. Chez eux, d'ailleurs,

de nouveaux chefs apparaissent : Goicoechea et Calvo Sotelo. Le fonds catholique subsistait très vivace dans la population ; il manquait un organisateur, Gil Robles est cet homme.

Simultanément, sous la direction de Falconde, le carlisme, fondé sur une tradition catholique monarchiste et antilibérale, renaît en Navarre et montre une vitalité insoupçonnée. Enfin, José Antonio Primo de Rivera, fils de l'ex-dictateur, fonde la Phalange espagnole, copiée sur le fascisme italien.

Bref, une fois le choc de la défaite passé, la résistance s'organise.

Les anciens partis de droite espagnols, comme la plupart des conservateurs et libéraux d'Europe au début de ce siècle, passaient sous silence tout ce qui précède la Révolution française.

Les nouveaux éléments de la droite agissent en techniciens plus qu'en passionnés et montrent que l'Espagne a eu au cours des siècles une tradition spirituelle et historique qui constitue l'âme du pays. Ils s'appliquent à la faire revivre. Les masses restent stupéfaites en apprenant ce que furent, ce que pensèrent les artisans de la chrétienté espagnole, qui donnèrent au cours de quinze siècles « la solidité éternelle du sentiment, des mœurs, de la langue, du culte, à l'œuvre politique des généraux, des administrateurs et des juges romains ».

Le Debate, organe des agrariens de Gil Robles, et l'*A. B. C.*, porte-voix des monarchistes, sont les artisans de cette renaissance. (Le premier paraissait habituellement sur 16 pages, la qualité de ses articles et le luxe de sa présentation étant supérieurs à tout ce que peut offrir la presse française).

La doctrine est synthétisée en 19 points brefs et incisifs. Des cellules de propagande et d'organisation civique sont créées dans toute l'Espagne et des meetings réguliers rassemblent des milliers d'auditeurs.

LES ÉLECTIONS DE 1933.

Les résultats se font aussitôt sentir. En novembre 1933 ont lieu les nouvelles élections aux Cortès. Les partis de droite y remportent un triomphe : sont élus, 210 députés de droite, 161 radicaux du centre et 89 députés de gauche.

Les socialistes, sous la direction d'Indalecio Prieto, et les communistes, sous celle de Largo Caballero (qui a glissé depuis 1931 à l'extrême gauche), ne se résignent pas à leur défaite. « Nous reprendrons le pouvoir par la force », annoncent-ils à la radio. Les radicaux tremblent et sont débordés par ces éléments de gauche, leurs anciens alliés contre la monarchie.

GIL ROBLES.

Gil Robles est, en somme, l'arbitre de la situation. Il opte pour la prudence ; participer au pouvoir, c'est fournir le prétexte aux extrémistes de descendre dans la rue ; or, le pays est à peine convalescent et risque de sombrer sous les balles des émeutiers. Il attend et donne son appui aux radicaux, qui gouvernent officiellement.

Sous l'influence de Gil Robles, certaines lois extrémistes sont abrogées ou mises en sommeil, et les exilés de droite proscrits par Azana, tels Calvo Sotelo, peuvent rentrer en Espagne. D'utiles mesures sociales et économiques sont mises en vigueur, mais ceci fait, il délaisse la grande politique constructive du programme des droites pour accorder un soutien sans grandeur aux radicaux du F. : Lerroux, dont les scandales financiers rejaillissent sur lui. Chef de la majorité, il demeure incapable de saisir le pouvoir, auquel les élections lui donnent droit.

Venir au pouvoir c'est, il est vrai, déclencher la guerre civile, mais il devient de plus en plus évident que l'Espagne s'achemine vers le dilemme : « Communisme » ou « Rénovation totale ».

Trait pour trait, les phases essentielles de la révolution russe se répètent en Espagne, espacées sur cinq années au lieu de huit mois.

Cependant les révolutionnaires préparent fiévreusement le soulèvement et s'arment intensivement. Une active contrebande se fait par la Catalogne, et le vapeur *Turquesa* débarque des tonnes d'armes aux Asturies. Des techniciens communistes organisent secrètement la mise au point du coup de force dans tout le pays.

Un an après les élections, Gil Robles se décide à agir. Profitant d'une crise ministérielle, il fait entrer deux députés dans le ministère et prend personnellement le portefeuille de la Guerre.

Les gauches, qui n'attendaient qu'un prétexte, sautent sur l'occasion ; la présence dans le gouvernement de trois ministres, représentants du parti qui détient le plus grand nombre de sièges au parlement est considérée par les gauches comme une « provocation fasciste », et Largo Caballero lance, le 5 octobre, l'ordre de soulèvement. C'est l'octobre rouge de 1934.

Après tout, les chefs ne risquaient rien. On ne les a pas vus à la tête de leurs troupes. Indalecio Prieto s'est réfugié en France. Badia, Menendez, Dencas, se sont enfuis. Margerita Nelken, la juive communiste, avait dit : « La

question sociale en Espagne ne se posera que lorsque les mineurs des Asturies auront dit leur mot ; ce sera terrible, vous verrez... » Mais elle restera tapie on ne sait où, aux heures où la bataille fut effectivement terrible.

RÉVOLUTION DES ASTURIES, OCTOBRE 1934.

La révolte éclate dans la plupart des grands centres, mais sans unité d'action. Chaque région agit indépendamment pour son compte et les revendications autonomistes catalanes et basques contribuent à dissocier le mouvement.

En Catalogne, les syndicalistes s'abstiennent et les socialistes ne s'entendent pas avec le gouvernement de la Généralité, aussi est-ce un échec complet ; de faibles effectifs de troupes envoyées de Madrid bombardent le Palais de la Généralité et Azana s'enfuit.

A Madrid, on se bat le 6 ; bombes incendiaires, attaques des casernes. Le 9, tout est terminé. Dans les principales grandes villes, le soulèvement est étouffé dans l'œuf, sans grands dégâts. Dans les provinces basques, la lutte est plus sérieuse, mais échoue rapidement.

Par contre, dans les Asturies et principalement à Oviedo, la révolution armée, style

soviétique, triomphe, car les Asturies sont la seule région vraiment rouge d'Espagne.

Le mouvement se déclanche à Mieres, centre minier et métallurgique situé en plein cœur de la Province. Le 5 octobre les chefs révolutionnaires lancent pour le lendemain l'ordre de grève général et de soulèvement armé. Toute la province se lève en armes et 31 postes de gardes civils sont attaqués presque à la même heure.

Submergés par le flot, des îlots de gardes civils résistent héroïquement, mais les communications téléphoniques et télégraphiques sont coupées et 25.000 hommes de troupe de choc rouges marchent sur Oviedo. La dynamite est employée en grand ; le 7, l'Université est prise et détruite. Le 10, la banque des Asturies est incendiée par des bombes d'essence, et la ville semble un immense brasier. Les fabriques d'armes d'Oviedo et de Trubia sont pillées et les armes distribuées. Dès le début d'ailleurs, les rouges disposaient d'énormes approvisionnements d'armes, alors que les éléments conservateurs avaient été désarmés, le seul fait de détenir une panoplie pouvant entraîner des poursuites judiciaires.

Les combats violents durent neuf jours et la guérilla se prolonge pendant un mois. L'armée régulière attaque en venant du sud et augmente

progressivement ses effectifs sous les ordres du général Lopez Ochoa. Les troupes de la Légion entrent en ligne avec le colonel Yague, qui se distinguera plus tard lors de la guerre civile de 1936.

Le 12 a lieu la désagrégation du premier Comité révolutionnaire, qui unissait les différents partis de gauche en un front commun.

Gonzalez Peña, l'homme le plus représentatif du soulèvement, connaît l'échec de la révolution dans le reste de l'Espagne et ne croit plus au succès possible du soulèvement asturien. Devant l'avance des troupes régulières il abandonne la lutte et s'enfuit en auto, suivi par les chefs socialistes.

Il se constitue aussitôt un second comité formé uniquement par les communistes, puis un troisième comité révolutionnaire. A partir de ce moment le désordre et la confusion prédominent dans le camp révolutionnaire, qui veut détruire la ville pour n'abandonner que des décombres.

Finalement, 20.000 hommes, dont la Légion étrangère, se rendent maîtres du soulèvement. Il y a 1.500 morts et d'énormes destructions.

Pendant tout ce temps la terreur se déchaîne et Lerroux lui-même proclame : « Les faits passés dans les Asturies mettent la peur dans l'âme. » Au Campo de San Francisco, des

prêtres sont arrosés d'essence et brûlés vifs ; à Sama de Langres on en accroche un à l'étal d'un charcutier, nu et le ventre ouvert, avec cet écriteau : « viande de porc à vendre ».

Des gardes civils sont attachés à des arbres et tués à la dynamite ; d'autres ont le ventre ouvert et les yeux crevés ; des têtes sont promenées dans les rues.

Le directeur des houillères de Turon est fusillé, après avoir eu les mains coupées. Les femmes ne sont pas épargnées. Les églises sont détruites. La bibliothèque est dynamitée et 200.000 volumes détruits. Les dépôts de banques sont volés, les magasins pillés.

BILAN DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1934.

Destructions :

Bâtiments publics.	63
Églises.	58
Usines.....	26
Ponts.	58
Bâtiments privés.....	730

Armes saisies :

Fusils.....	89.354
Revolvers.....	33.211
Canons.....	41

Dynamite.....	10.824 kg.
Bombes	31.345
Cartouches	97.322
Cartouches de dynamite	50.585
Cartouches de revolver.....	255.375

Morts.	1.335
Blessés.	2.951

Lors de la répression, des milliers de personnes sont incarcérées, il est vrai, dont Largo Caballero, mais on ne prend aucune mesure sérieuse contre les responsables. On fusille des comparses, comme le sergent Diégo Vasquez, mais les vrais chefs restent impunis. Le général Lopez Ochoa est F.:M.: et la solidarité maçonnique protège certains coupables.

A la séance des Cortès du 14 novembre 1936, le député carliste Lamamié de Clairac, parlant pour la Catalogne, accuse la Franc-Maçonnerie d'avoir soutenu la préparation du mouvement et d'avoir contribué efficacement à assurer l'impunité des coupables.

C'est ainsi que Perez Farras, F.: notoire et l'un des chefs révolutionnaires, est sauvé par la F.: M.: après avoir été condamné à mort par un conseil de guerre.

Tous les vrais chefs sortent indemnes : Azana, Gonzalez Peña, Perez Farras, Dencas, Badia, Menendez, Indalecio Prieto, etc.

Largo Caballero et Companys sont arrêtés et enfermés sur un bateau en rade de Barcelone, mais ils ne passeront pas en jugement et seront relâchés un peu plus tard.

Oviedo correspond au soulèvement communiste de juillet 1917 à Pétrograd ; c'est la répétition générale avant l'assaut final. La révolution n'a pas été atteinte dans ses œuvres vives, les coupables sont impunis, l'organisation secrète est intacte et l'armement clandestin se poursuit en s'intensifiant. Le coup est parti trop tôt, la masse n'a pas suivi ; bientôt, toutefois, elle sera à point et on agit sur sa sensibilité, en faisant campagne pour l'amnistie des prisonniers. De plus en plus l'alternative se précise : réaction chrétienne ou communisme.

Il est évident que Gil Robles, ministre de la Guerre, n'est pas à la hauteur de la situation ; bon organisateur électoral, il est mauvais homme d'Etat, mais il est non moins évident que la légalité démocratique et constitutionnelle est impuissante à enrayer l'assaut qui se prépare ouvertement. La catastrophe approche à grands pas et les Espagnols clairvoyants l'annoncent publiquement.

1935, ANNÉE D'INSTABILITÉ PARLEMENTAIRE ET DE PRÉPARATION RÉVOLUTIONNAIRE

La révolte d'Oviedo avait épuisé la violence révolutionnaire, mais au cours de 1935 l'agitation persiste à l'état latent dans tout le pays. En même temps l'instabilité parlementaire s'aggrave ; les portefeuilles ministériels changent de mains si fréquemment qu'il devient impossible de s'y reconnaître ; citons-en un cas à titre d'exemple :

Fin 1935, le président Alcala Zamora venait de nommer premier ministre Miguel Maura, qui prit comme ministre de la Guerre le général Molero. Celui-ci fut appelé en hâte de Valladolid où il commandait la 7^e division ; à son arrivée à Madrid, il découvrit que Maura n'avait pas réussi à former son cabinet et son successeur avait choisi un autre ministre de la Guerre. Sur ce, au lieu de devenir ministre, Molero fut arrêté pour désertion de poste et emprisonné dans une forteresse. A peine y était-il que le F. . Portela Valladares ayant réussi à mettre sur pied un gouvernement décida, qu'après tout, le général ferait aussi bien qu'un autre et le fit sortir de prison pour lui rendre son poste.

Pour couronner le tout, le gouvernement

démissionna au bout de quinze jours et il fallut trouver un nouveau lot de ministres sous le même Portela Valladares.

Hier, écrivait à ce sujet l'A. B. C. du 31 décembre 1935, la septième et dernière crise politique de l'année s'est produite — nous disons la dernière car nous supposons qu'il n'y en aura pas d'autre d'ici minuit. Au cours des 57 mois de république, calculait-il, il y a eu 28 gouvernements, soit une durée moyenne de deux mois par ministère !

Sous le désordre apparent, 1935 est une année d'intense préparation révolutionnaire de la part de la F. : M. : et des communistes, alliés aux anarchistes.

En prévision de troubles sanglants la F. : M. : noyautait patiemment l'armée. Le 15 février 1935 le député Cano Lopez dépose aux Cortès un projet de loi, interdisant la F. : M. : dans l'armée. Etant donné, disait-il, qu'il est interdit aux officiers d'appartenir à un parti politique légalement constitué, on doit d'autant moins tolérer qu'ils appartiennent à une société secrète dont les directives sont incompatibles avec les intérêts supérieurs de la Patrie à qui ils ont juré fidélité.

Documents maçonniques à l'appui, il accuse la F. : M. : d'être un parti politique et d'être en plus une association internationale secrète,

liant ses membres par un serment d'obéissance. Au cours de cette interpellation il mortre :

- 1° Le caractère politique de la F. : M. : ;
- 2° L'obligation du secret imposé à ses membres ;
- 3° Le rôle révolutionnaire occulte de la F. : M. : en Espagne ;
- 4° Les infiltrations maçonniques dans l'armée espagnole.

Cano Lopez conclut à l'incompatibilité absolue entre la F. : M. : et l'armée.

Le projet est voté, mais en pratique il reste lettre morte et la victoire électorale du front populaire en 1936 achève d'en balayer le souvenir.

LA PÉNÉTRATION COMMUNISTE.

Parallèlement à l'activité maçonnique, l'organisation communiste s'intensifiait. Citons ici la brochure de Jacques Bardoux (1) « le Chaos espagnol ».

« La date exacte des premiers contacts de la péninsule Ibérique avec le communisme russe »

(1) Jacques BARDOUX de l'Institut *le chaos espagnol*. E. Flammarion, Éditeur. Paris, 1937, 1,75 fr.

peut être établie. C'est en 1920 que fut constituée la section espagnole du Parti Staline : elle ne groupait que huit à neuf cents adhérents. A peu près au même moment, étaient noués les premiers liens entre les extrémistes catalans et les extrémistes russes. En 1921, le président du Conseil des ministres, Eduardo Dato, fut assassiné à Madrid par trois anarchistes, dont deux Catalans, Maleu et Casanellas. Ce dernier se réfugie en Russie. Il y retrouve plusieurs de ses compatriotes, notamment André Nin. Du temps de la monarchie la poussée communiste reste inexistante. Son déclanchement coïncide avec l'établissement de la République en 1931. Dès que la Dictature s'est écroulée (janvier 1930) avant même que la République ne soit constituée (13-15 avril 1931), Casanellas et André Nin débarquent en Catalogne. Tandis que le premier pose la première candidature communiste, le second déploie une remarquable activité : fondation avec les écrivains Puig et Ferrater d'une librairie pour la diffusion, en langues catalane et espagnole, d'ouvrages russes, littéraires et politiques ; premiers jalons pour la création du Parti ouvrier d'Unification marxiste (P. O. U. M.).

Et maintenant, jalonnons cette rapide ascension par quelques dates.

Avril 1931. — Fondation de quotidien communiste et lancement de *El Mundo Obrero*. Il tire, dès ses débuts, à 35.000 exemplaires. Pour la première fois, les observateurs étrangers constatent que la propagande communiste est une réalité certaine. « Les brochures se vendent jusque sur les marches de la cathédrale de Séville », cite capitale de ces régions de l'Andalousie et de l'Estramadure, où la crise agraire atteint son maximum d'acuité. Des éléments communistes noyautent socialistes et anarchistes, passagèrement réunis dans les cadres d'un syndicalisme extrémiste. Dès juillet 1931, à la suite de journées révolutionnaires, au cours desquelles l'artillerie dut intervenir, le gouvernement républicain ferme les centres communistes. De même, leur action apparaît dans les rixes atroces, qui, le 30 décembre 1931 mettent aux prises gardes civils et paysans révolutionnaires, à Castilblanco, d'abord, puis dans d'autres villages autour de Badajoz, enfin dans le nord, à Arnedo. Premier essai d'instauration d'un régime communiste en janvier 1932, dans la Catalogne du nord, dans la vallée industrielle de la Llobregat ; le soulèvement entraîne des mouvements concordants à Lerida, à Bilbao et à Séville.

1932 : Nouvelle série de dates-jalons. — **Avril 1932 :** Le Congrès espagnol de la III^e Inter-

ationale constate que la section ibérique du Parti russe est passée de 800 membres à 12.000. Un premier noyau de Jeunesses compte 8.000 membres. — Juillet 1932 : fondation de la Confédération générale du Travail unitaire communiste, affiliée au Profintern. Le Secours Rouge International, cette autre filiale de Komintern, avait, quelques mois auparavant, essaimé en Espagne. — Août 1932 : XII^e conférence plénière du Comité exécutif de la III^e Internationale. Le Komintern étudie longuement la situation en Espagne. Des motions sont votées. Elles constatent, dans la péninsule :

« une crue orageuse du mouvement des masses, accusant la tendance à se développer en une révolution populaire armée. » Devant cette situation, la section ibérique du Communisme russe a le devoir « de créer des points d'appui pour l'organisation des masses, sous forme de comités d'usines, de comités de chômeurs et de paysans, de comités élus de soldats, en vue d'instaurer la dictature du Proletariat et de la paysannerie dans un monde soviétisé ».

Sous cette impulsion décisive du Komintern les hommes du Kremlin entreprennent ce noyautage des organisations syndicales, qui, avec la constitution d'un front populaire, constitue, en

Occident, les deux étapes caractéristiques de toute opération stalinienne.

Le 23 avril 1933, les élections municipales, qui portent sur 15.000 sièges, sont pour le Cabinet Azana un échec grave et pour la droite républicaine un succès certain. Aussitôt des émeutes éclatent à Barcelone. Le gouvernement doit expédier des troupes sûres et fermer les clubs ouvriers. Avant même que l'ordre ne soit rétabli, des grèves générales de quarante-huit heures paralysent toutes les villes industrielles, — depuis Saragosse et Oviedo, jusqu'à Séville, — et nombre de bourgs.

Le 19 novembre 1933, les élections législatives confirment le glissement vers la droite. La gauche, bien que le Parti communiste ait recueilli 400.000 suffrages, perd 192 sièges et tombe à 99. Le Centre gagne 31 mandats et compte 167 membres dont 100 radicaux. La droite enlève 165 sièges et groupe 207 élus, dont 43 monarchistes et 62 « Action populaire ». Le leader radical, Alexandre Lerroux, forme le premier gouvernement du centre.

Les communistes répondent en déclanchant des grèves générales à la Corogne, Saragosse, Huesca et Séville.

Le sang coule. Les églises brûlent. Un express déraile. Et le Cabinet radical doit proclamer l'état de siège. L'hiver passe, non sans conflit. Et ce fut le printemps de 1934 avec ses floraisons

normales : un nouveau Cabinet, marqué par l'entrée de Salvador de Madariaga ; de nouvelles grèves, qui rendent nécessaires la proclamation de l'état de siège et la fermeture des centres d'action syndicalo-communiste.

Au cours de l'été, la tension croît, — avec les débats sur la loi de l'Amnistie et les remaniements de Cabinets. Les liens se resserrent entre socialistes et communistes. Indalecio Prieto et Largo Caballero prononcent des paroles révolutionnaires. Des rumeurs laissent croire à l'éventualité d'une Dictature rouge. L'agitation, qui avait commencé en juin, « par une grève paysanne dans quinze provinces » et par de violents conflits en Catalogne, autour d'une loi agraire, se généralise dans le nord de l'Espagne. La nouvelle « que soixante-dix caisses d'armes ont été débarquées en Asturies » fait redouter le pire. Et, en effet, lorsque, le 4 octobre 1934, Alexandre Lerroux accorde, dans le nouveau Cabinet, — le quatrième depuis les élections, — trois portefeuilles à la droite, le complot éclate.

C'est le terrible soulèvement des Asturies.

Qui a préparé cette insurrection ? Qui a fourni les armes ? Qui a dressé le plan ? Le Communisme russe a revendiqué cette responsabilité. Et dans son organe officiel *l'Internationale Communiste*, il est écrit :

« Deux jours avant le déclenchement de ces événements révolutionnaires, le Parti communiste espagnol publia, dans le *Mundo Obrero*, le programme de la lutte pour le pouvoir, le programme du futur gouvernement ouvrier et paysan... Le 4 octobre le gouvernement Lerroux était constitué... Immédiatement, est déclanchée la grève générale, qui, presque partout, était accompagnée de combats armés. Le sens principal des combats résidait dans la lutte pour le Pouvoir, pour les Soviets. Dans les Asturies, dans chaque ville, dans chaque village, dans chaque district paysan, furent créés des Soviets d'ouvriers et de paysans. Pendant quinze jours, le régime soviétique régna dans les Asturies. Les communistes se révélèrent comme la véritable avant-garde des ouvriers en lutte. Le pouvoir des Soviets était immédiatement établi dans les endroits occupés. Les Alliances ouvrières et paysannes devenaient les organes du pouvoir soviétique. Ces derniers édictaient immédiatement une série de mesures révolutionnaires et procédaient à leur mise en œuvre. Le premier mouvement général de combat du Proletariat espagnol a été repoussé, mais dans ces batailles, les grandes couches ouvrières se sont enfin pénétrées de l'idée que le but de la Lutte ne peut être que la prise du Pouvoir et que seuls les Soviets peuvent former ce pouvoir ».

Lorsque, quelques mois plus tard, le communiste allemand Pieck fait, au VII^e Congrès de l'Internationale communiste, à Moscou, un rapport sur les événements d'Espagne, d'Autriche et de France, *il revendique pour le Parti russe la gloire de l'opération asturienne*, « des combats d'octobre 1934 ».

Ainsi donc, deux ans avant qu'un seul « volontaire » allemand ou italien ait apparu dans les rangs de l'armée de Franco ; alors qu'une Constitution républicaine fonctionnait normalement et qu'un parlementaire radical gouvernait l'Espagne, — un Etat étranger intervient dans la péninsule ibérique ; fournit, avec « soixante-dix caisses d'armes », des tanks et des auto-mitrailleuses ; dresse un plan, dont le texte est connu ; envoie des agents, dont les correspondances ont été saisies ; déclanche un coup de force et dirige des opérations de guerre. Quel est cet Etat ? Celui, dont l'Homme-d'Acier est le dictateur et dont la III^e Internationale est l'instrument : le Gouvernement du Kremlin.

L'échec de l'automne 1934 démontrait qu'il était impossible de doubler les étapes. Pour conquérir la terre d'Espagne et instaurer le régime des Soviets, il faut du temps et des effectifs, une

préparation et des occasions ; il faut tenir les voies d'accès et participer aux sécurités du pouvoir, noyauter les partis de gauche et briser les forces de droite. Il faut, grâce à une coalition du Front populaire, conquérir des mandats législatifs et, couvert par un Cabinet socialisant, préparer l'assaut final.

Vers le mois d'avril, le bureau permanent du Komintern à Paris, sous la griffe d'Ercoli et de Marty, adresse, au nom des « Comités centraux des Partis communistes de France, d'Italie et d'Espagne », un appel aux « ouvriers socialistes, communistes, anarchistes et syndicalistes d'Espagne, de Catalogne, des Pays basques, de Galice et du Maroc ». Dans ces instructions les délégués d'Komintern donnent l'ordre :

« de créer, en union avec tous les éléments qui, tout en ne se plaçant pas encore sur le terrain de l'Alliance ouvrière et paysanne, sont prêts à lutter effectivement pour barrer la route à la contre-révolution fasciste, un large **Front populaire antifasciste**. Son but principal sera non seulement de lutter pour la libération de tous les prisonniers politiques, pour la restauration de toutes les libertés démocratiques, pour donner la terre aux paysans et pour l'émancipation des nationalités opprimées, mais aussi d'instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire qui, en

s'appuyant sur les Alliances ouvrières et paysannes et en les développant, brisera les reins à la contre-révolution fasciste, dissoudra leurs organisations et ouvrira la voie au développement ultérieur de la Révolution. C'est sous le signe du bolchevisme que le mouvement ouvrier révolutionnaire d'Espagne se regroupera en un seul Parti et battra définitivement la bourgeoisie capitaliste, les gros propriétaires fonciers et la contre-révolution fasciste. »

Au mois de juillet, se réunit à Moscou le VII^e Congrès de la III^e Internationale et du Communisme russe. Une date historique. Le Congrès dresse le programme, définit les directives, déclanche le mouvement, qui doit, en un an d'agitation, — d'organisation et de progrès, — le kremlin l'espérait, — « bolchéviser » l'Europe occidentale.

L'Espagne tient une place aussi importante que la France, — leur sort est jumelé, — dans les travaux, dans les délibérations et dans les décisions de ces assises solennelles. Deux délégués de la section ibérique du Parti russe, Garcia et Juan Ventura, leur apportent un salut reconnaissant et une adhésion totale.

« Le drapeau glorieux des Soviets a pu flotter dans les Asturies pendant quinze jours, grâce à l'initiative, au courage, à l'au-

dace, à l'héroïsme des communistes et des ouvriers socialistes, qui, se plaçant aux premiers rangs des lutteurs, ont conquis, à juste titre, la confiance du Peuple », s'écrie Garcia.

Le VII^e congrès ne se borne pas à donner l'ordre de constituer un Cartel de Front populaire sur le terrain électoral et, ultérieurement, un Cabinet de Front populaire, pour l'avant-dernière étape. Il définit le programme, qui, en Espagne, « devra être mis en pratique, immédiatement après la conquête du pouvoir.

« 1^o confiscation des terres des propriétaires fonciers et de l'Eglise et partage de ces terres entre les paysans et les ouvriers agricoles ; 2^o désarmement de toutes les forces de la Contre-Révolution et armement des ouvriers et paysans ; 3^o contrôle des entreprises et des banques ; 4^o semaine ouvrière de quarante heures, avec maintien des salaires pour quarante-huit ; 5^o assurances sociales et assurances contre le chômage ; 6^o lutte contre les spéculateurs et les usuriers ; confiscation de leurs biens ; 7^o annulation de toutes les dettes des paysans et des petits commerçants envers les banques ; 8^o libération des nationalités opprimées de la Catalogne, des Pays basques et de la Galice ; indépendance du Maroc ».

Le Front populaire est constitué.

Les juifs M. Nelken et J. Neumann sont délégués à Madrid.

UNE TRAGIQUE PROPHÉTIE.

C'est alors qu'un écrivain espagnol, Mauricio Karl, publie dans *Asesinos de Espana*, ces lignes tragiquement prophétiques :

« Les organisations révolutionnaires ont aujourd'hui plus d'argent, plus d'armes, plus de dynamisme et plus d'hommes qu'en 1934...

« L'explosion est fatale, parce que la révolution dispose de plus de moyens pour triompher.

« J'expose des chiffres et des faits indiscutables. Je réalise un calcul de probabilités avec une froideur mathématique.

« Espagnol, redoute le politicien qui te dit qu'avec ton vote tu sauveras l'Espagne; avec ton vote tu ne sauveras que lui-même et il exploite ton égoïsme suicidaire. La victoire ne s'obtient pas en réunissant des meetings et en applaudissant des orateurs. Avec ces petites choses, on peut tout au plus gagner une élection et participer à un gouvernement; ce n'est pas ainsi qu'on vainc une révolution. Les

hommes de droite ne sont pas moins vaillants que les autres, au contraire, car ils ont plus d'idéal, mais ils ne sont pas organisés comme l'adversaire.

« *Leurs grandes masses inertes sont uniquement préparées pour voter. Il serait stupide de les lancer dans la lutte avec un bulletin électoral contre des mitrailleuses révolutionnaires.*

« Nous espérons qu'il se lèvera bientôt en Espagne un parti politique véritablement contre-révolutionnaire. Sinon, un nouvel octobre nous brisera le cœur et, cette fois, toute l'Espagne sera une nouvelle Asturie.

« Espagnol, on violera ta femme, on tuera ton père, on séquestrera ta fille, on t'arrachera le pain et le vêtement, on t'assassinera dans le dos et l'Europe épouvantée se lèvera pour voir l'Espagne disparaître du rang de la civilisation.

« Il ne sert à rien de pleurer comme une femme, il faut se défendre comme un homme.

« Mais pour cela, il sera nécessaire de savoir mourir et de savoir tuer. »

Quelques mois plus tard, la prophétie de Karl sera réalisée : les élections de 1936 et l'assassinat de Calvo Sotelo vont déclencher le drame.

FÉVRIER 1936 : VICTOIRE ÉLECTORALE DU FRONT POPULAIRE.

Voyons maintenant le déroulement historique des faits :

En janvier 1936, devant l'impossibilité de gouverner plus longtemps par les méthodes parlementaires (1), le président Alcalá Zamora signe le décret de dissolution des Cortès et fixe les élections générales au 16 février.

A la suite de la constitution du Front populaire, et pour la première fois, les anarchistes votent en bloc avec les socialistes et les communistes.

Les élections sont un succès pour les partis de gauche, au détriment du centre démocratique qui est écrasé. Le résultat est le suivant :

Front populaire, 4.365.000 voix ;

(1) En janvier 1936 le bilan de 54 mois de république s'établissait ainsi :

- 2 parlements ;
- 26 crises, 45 ministères, 17 partis ;
- 1 Révolution (2.000 morts, 7 révoltes, 9.000 grèves, 1.000 municipalités suspendues, 114 journaux interdits, Oviedo incendié, 200 églises brûlées, 700.000 chômeurs).

Droites et Centre, 4.570.000 voix, ce qui, par suite d'une anomalie de la loi électorale favorisant les centres industriels, se traduit ainsi :

Front populaire, 270 députés ;

Droites et Centre, 210 députés.

Un des premiers soins du nouveau gouvernement du Front populaire est de déposer le président de la République Alcalá Zamora et de nommer à sa place M. Azana.

Le 7 avril 1937 Alcalá Zamora terminait sa triste carrière de politicien. Soi-disant catholique, il avait sanctionné les destructions d'églises ; soi-disant conservateur, il avait consciemment et délibérément fait le jeu des partis de gauche ; ceux-ci, à présent, le rejettent, n'ayant plus besoin de ses services. Le F. : Casares Quiroga succédait à Azana comme premier ministre. La seconde république espagnole suivait les traces de la première, celle de 1873-74, qui avait eu 4 présidents en onze mois.

La campagne électorale des gauches avait été faite principalement sur le thème : amnistie pour les prisonniers d'Oviedo. A peine la victoire acquise et Azana au pouvoir, les portes des prisons sont ouvertes d'un bout à l'autre du pays : une vague sanglante de terrorisme rouge balaye aussitôt l'Espagne. Les églises flambent ; émeutes, vols, assassinats et expropriations

deviennent faits journaliers. Les désordres sont particulièrement graves dans le sud.

A Alicante le gouverneur civil, qui ne brille pas par le courage, disparaît dès le résultat des élections ; le 20 février au matin un nouveau gouverneur, M. Alvaro Botella y Perez, lui succède et invite les masses à fêter en toute liberté le triomphe des gauches. Le maire crie à la foule amassée : « Mes amis, vous êtes libres, vous êtes les maîtres, faites ce que vous voudrez » ; en même temps, Milan, chef du parti communiste, établissait son quartier général aux côtés du Gouverneur et prenait en mains la direction des affaires. Au coup de téléphone angoissé du Gouverneur militaire, le gouvernement de Madrid répond : « Pas de déploiement de troupes, ne provoquez pas la foule. »

Dans l'après-midi du 20 le peuple déchaîné incendie l'église de Santa Maria, l'église de N.-D. de la Miséricorde, le couvent des franciscains, le couvent et la chapelle des sœurs de la Sangre, l'asile de N.-D. del Remedio, et le siège de la congrégation de saint Louis.

Ensuite l'on met successivement le feu au Cercle des étudiants catholiques, au bureau de la droite régionale agrarienne, au cercle radical modéré, en prenant soin de détruire systématiquement livres, archives, bibliothèque.

Puis la fureur délirante de la foule se tourne

contre les journaux de l'opposition : le « Mas » (de la droite agrarienne) « El Dia », feuille modérée, et le « Diario d'Alicante » sont détruits de fond en comble. De nombreux habitants de la ville appartenant aux partis de droite avaient jugé prudent de se sauver dès le début de l'émeute, ayant eu vent de la chose ; les révolutionnaires se présentent aux domiciles des « fuyards », enfoncent les portes, jettent les meubles dans la rue et y allument de grands brasiers. Ce n'est que tard dans la soirée que le Gouverneur militaire fait intervenir la troupe.

A Valence, on tire dans les rues, il y a des morts et des blessés. A Jumilla, ville de 20.000 habitants à cinquante kilomètres au sud d'Alicante, des « fascistes » sont assassinés en pleine rue. A Yecla, les églises sont incendiées après des profanations d'ornements, de tabernacles et d'hosties.

CHAOS ET TERRORISME.

Le fait qui, aux yeux d'un observateur compétent et impartial, le professeur de l'Université de Liverpool, Allison Peers, caractérise le lendemain des élections populaires, est « une intense et croissante agitation sociale ».

« Donner une idée même approximative du barrage de grèves révolutionnaires qui fut maintenu, par les extrémistes, pendant cette période », — dans les villes et à la campagne — est impossible. Une simple énumération exigerait de nombreuses pages. Dans un débat parlementaire, tenu exactement quatre mois après les élections générales, M. Gil Robles déclara qu'il y avait eu 113 grèves générales; 228 grèves partielles, pendant cette période. Ces chiffres n'ont jamais été critiqués et par conséquent peuvent être vraisemblablement tenus pour exacts. Mais si le recensement s'était étendu au mois suivant, les statistiques auraient été plus impressionnantes encore. Jamais, dans l'histoire entière de la République, il n'y eut de désordres sociaux semblables à ceux qui marquèrent ce mois. Chaque jour, les pages des journaux étaient remplies du récit de grèves terminées et de grèves commencées, de manifestations, de fusillades, d'enterrements tumultueux, d'émeutes, de pillages, de destructions. Le Premier Ministre ne put nier qu'en quatre mois, 170 églises, 69 clubs, 10 secrétariats de journaux avaient été incendiés et qu'on avait essayé de brûler 284 autres bâtiments, y compris 251 églises... L'état de siège fut prolongé mois après mois. Bien des gens quittaient le pays, emportant autant d'argent

qu'ils pouvaient en faire passer à la douane. Beaucoup d'autres restaient dans leurs maisons, la nuit tombée, et prenaient pour sortir les précautions les plus minutieuses... La malheureuse Espagne glissait rapidement vers un état de chaos total (1). »

Poussés à bout, les partis de droite, spécialement les phalangistes, se défendent contre les assassinats, les armes à la main. Une épidémie de meurtres politiques se propage rapidement. José Maria Maura, frère du ministre; Alfredo Martinez, chef du parti libéral démocrate asturien, Miguel Badia, l'un des leaders de la révolution d'octobre, sont assassinés en pleine rue. Jimenez de Asua, socialiste et vice-président aux Cortès, échappe de peu à un attentat. Lors d'une revue militaire destinée à commémorer l'anniversaire de la république, une bombe éclate près de la tribune présidentielle. Au cours de l'enterrement des victimes, d'autres émeutes se produisent et trois phalangistes sont tués. Le gouvernement déclare la guerre à la phalange et remplit les prisons de ses membres en commençant par leurs chefs,

(1) ALLISON-PEERS, *The Spanish Tragedy*. Londres, Methuen, 1936.

José Antonio Primo de Rivera et son frère (1).

Dans les provinces les paysans exproprient les terres et les chocs sanglants se multiplient ; c'est ainsi qu'en juin, dans le seul village de Yeste, il y a en un jour 25 morts et 118 blessés. Entre temps les soviets préparent hâtivement la prise définitive du pouvoir. Les instructions minutieuses sont données pour le jour de la révolution, un plan technique d'insurrection est dressé par les spécialistes russes de la révolution.

Dans chaque village du sud de l'Espagne il existait déjà tout au moins une cellule locale bien armée et bien équipée, possédant :

a) *Des instructions minutieuses pour le jour de la révolution.*

b) *Un plan dressé par les techniciens compétents au sujet des destructions à réaliser par la dynamite et le feu, plan comportant aussi les points à attaquer ou à défendre.*

(1) Les deux frères Primo de Rivera étaient en prison au moment du déclenchement de la guerre civile. Le plus jeune aurait été assassiné à la prison modèle de Madrid le même jour que le docteur Albínana. José Antonio aurait été assassiné à Carthagène sans qu'on puisse connaître les circonstances exactes de leur mort.

c) *De longues listes contenant les noms des personnes à assassiner.*

Le 27 février de l'année courante, le Komintern s'était occupé spécialement de la bolchevisation de l'Espagne.

Cet organisme a envoyé dans la péninsule, pour y diriger l'œuvre du communisme, deux techniciens qui sont en même temps des révolutionnaires connus, Bela Kun et Losovski. Il leur a donné de larges moyens financiers et il les a chargés de réaliser différents objectifs, par exemple :

a) *D'obliger le Président de la République, M. Alcala Zamora, à démissionner.*

b) *D'établir un gouvernement dictatorial d'ouvriers et de paysans.*

c) *De procéder à la confiscation des terres et à la nationalisation des banques, des mines, des usines et des chemins de fer.*

d) *D'anéantir les partis bourgeois.*

e) *D'établir le régime de la terreur générale.*

f) *De créer des milices ouvrières.*

g) *De détruire les églises et les couvents.*

h) *De supprimer la presse bourgeoise.*

i) *De créer l'armée rouge espagnole.*

j) *De provoquer une guerre contre le Portugal (en vue de la création de la république soviétique ibérique).*

L'agitateur Bela Kun et ses camarades Losovski, Janson, Riedal, Primao (ou Primakoff), Bazine et Neumann, arrivés à Barcelone au mois de mars, se mirent au travail sans délai. Une fois qu'ils eurent créé le comité militaire révolutionnaire, celui-ci s'attaqua immédiatement à la formation des cellules qui devaient servir de base à la future armée rouge. Quant au travail qui consistait à détruire la discipline dans l'armée et dans la marine, il fut grandement facilité par la complaisance des gouvernements. Voilà les faits publics. De grandes quantités d'armes russes commencèrent d'entrer en Espagne. C'est ainsi qu'au commencement de mars, le bateau soviétique « Neva » débarqua à Séville des dizaines de caisses de matériel de guerre et de produits chimiques destinés à l'empoisonnement de l'eau et des produits alimentaires. Vers la même époque le bateau russe « Jerek » débarqua à Algésiras une importante cargaison d'armes et de munitions.

Tout le matériel fut distribué par les éléments communistes les plus actifs dans les provinces de Cadix, Séville, Badajoz, Cordoue, Cacérès et Jaen...

Toutes les parties du programme établi il y a quelques mois par la Komintern ont été exécutées dans la contrée soumise au gouvernement de Madrid. Si elles ne l'ont pas

été dans tous le pays c'est que la réaction nationaliste ne l'a pas permis... Tout avait été prévu de loin et est exécuté avec méthode (1).

UN DISCOURS HISTORIQUE DE CALVO SOTELO.

Le 15 avril 1936, trois mois jour pour jour après la victoire du Front populaire, le leader monarchiste de « *Renovacion Espanola* » Calvo Sotelo prononce aux Cortès un discours historique haché par les clameurs, les interruptions et les menaces des gauches (2).

« Depuis le 16 février, dit Calvo Sotelo, il souffle sur l'Espagne une rafale de fer et de feu. M. Azana parle de calme, mais comme parler de calme quand la sécurité personnelle est inexistante, quand de tous côtés on brandit des menaces de dissolution sociale, quand la foule crie « à bas la police », quand au cri de « Vive l'Espagne » on répond par des « Vive la Russie », quand on insulte l'armée et qu'on tourne en déri-

(1) Extrait du texte officiel du rapport portugais déposé au Comité de non-intervention. Nous reproduisons en appendice le texte complet de ce rapport (v. p. 168).

(2) Le discours Calvo Sotelo est reproduit intégralement en appendice (p. 135).

sion tout ce qui fait la patrie. Je proteste contre cette affirmation de calme comme tous les autres Espagnols qui vivent en ce moment dans l'inquiétude et qui ne savent pas si l'Espagne existe ou si elle est morte.

Depuis le 16 février jusqu'au 2 avril il y a eu :

ATTAQUES ET DESTRUCTIONS :

<i>de centres politiques.....</i>	58
<i>d'établissements publics et privés.....</i>	72
<i>de domiciles particuliers</i>	33
<i>d'églises.....</i>	36

INCENDIES :

<i>de centres politiques.....</i>	12
<i>d'établissements publics et privés.....</i>	45
<i>de domiciles particuliers</i>	15
<i>d'églises (dont 50 complètement détruites)...</i>	105

<i>GRÈVES GÉNÉRALES.....</i>	11
<i>BLESSÉS.....</i>	345
<i>MORTS</i>	74

Aux clameurs qui accueillent cet énoncé, Calvo Sotelo répond : « **Je resterai debout, décidé à faire entendre tout ce que j'ai à dire.** »

Puis il continue :

Savez-vous ce qui s'est passé hier et ce qui se passe aujourd'hui à Jerez ? A Jerez plusieurs couvents, un journal et un centre politique ont brûlé cette nuit ; pendant ce temps la force publique est consignée car le représentant de l'autorité lui défend de sortir dans la rue. M. le Président du Conseil va vous lire la liste des édifices que l'on a incendiés ou essayé de brûler à Jerez pour que votre seigneurie en ait une connaissance détaillée ; ce sont les couvents de San Francisco, de Santo Domingo, de Las Minimás, de las Reparadores, le journal Guadalite et un centre de droite.

Quels sont les responsables ?

M. Alvarez del Vayo, député socialiste, a dit il y a quinze jours dans un meeting de Barcelone que les incendies qui ont eu lieu au journal La Nation comme dans les églises de San Ignacio et de San Luis avaient été faits par le peuple de Madrid pour protester contre la lenteur avec laquelle le gouvernement exécutait le programme du Front populaire.

Et voici des paroles encore plus injurieuses puisées intégralement dans le discours d'un syndicaliste ou d'un communiste, je ne connais pas exactement son affiliation, M. Asin, au meeting tenu à Carthagène, le 5 de ce mois :

« Nous ne devons pas nous contenter de brûler une ou mille églises. C'est un spectacle qui a quelque chose de fastueux, d'exubérant, de plus ou moins magnifique, mais qui n'a pas de base solide pour garantir notre bien-être futur. L'unique manière de rendre notre libération économique effective c'est d'exproprier la banque privée, la banque d'Espagne, en expropriant tous ceux qui exploitent et dépouillent le peuple espagnol. »

M. Azaña, continue Calvo Sotelo, cherche des excuses à l'apathie du gouvernement, mais c'est une responsabilité très grave de la part des pouvoirs publics d'admettre qu'une telle temporisation se maintienne en face de désordres de ce genre qui durent non pas des heures ni des jours mais des semaines et jusqu'à des mois.

Ces menées prouvent que le gouvernement de Madrid est débordé par ses alliés de l'extrême gauche. Et tous les démocrates qui, entre nous, ont applaudi à la naissance de la République espagnole et à ses premiers efforts s'inquiètent aujourd'hui de la voir glisser sur une pente si dangereuse.

Si cet État ne sait pas garantir l'ordre, la paix, les droits de tous ses citoyens, que

ses représentants se démettent de leur charge.

Qu'importe, en effet, que vous accomplissiez le programme d'ordre économique et social s'il manque cette base essentielle : la possibilité de travailler.

Ayant ainsi montré le péril communiste, Calvo Sotelo dénonce la bolchevisation du parti socialiste et, par suite, l'impossibilité pour ceux de ses éléments qui font partie du gouvernement d'être une garantie solide contre les progrès visibles du communisme.

Il y a dans le vieux programme du parti dans les affirmations publiques de Largo Caballero une indication d'ordre tactique qui a plus d'importance que toutes celles relatives à l'ordre dogmatique, à savoir que : ces partis veulent la conquête du pouvoir pour le Prolétariat par tous les moyens possibles.

N'est-ce pas un désordre social que de vouloir conquérir le pouvoir par tous les moyens possibles?

L'armée qui pouvait protéger le pays est, elle aussi, gravement atteinte. Le programme socialiste demande la suppression de l'armée et l'armement général du peuple.

Le programme communiste demande :

La libération immédiate du Maroc, la dissolu-

tion de l'armée, de la garde civile, de la garde d'assaut, le renvoi des généraux, chefs et officiers, et l'élection des commandants par les soldats.

M. Largo Caballero vient de dire au cinéma Europa « qu'il fallait purifier tous les commandements de l'armée et arriver à une organisation telle que s'il était nécessaire pour la sauvegarde de la République que les généraux redeviennent caporaux et que les caporaux soient nommés généraux, on le ferait ».

« Les forces de gauche, ajoutait-il dans son avant-dernier discours, vont à l'instauration du communisme sous la forme politique d'une dictature du prolétariat.

« Ces forces attendent le moment décisif qui ne tardera pas à arriver, qui approche à pas de géants et que nous signalerons en temps utile. »

Les gauches se disposent donc à compléter la révolution d'octobre 1934 en franchissant la seconde étape révolutionnaire qui est l'instauration du communisme.

Ce qui est grave c'est le résultat fatal que cela aurait pour l'Espagne, et moi qui n'ai pas le droit de me préoccuper de la vie de votre Seigneurie ni de la mienne, j'ai le devoir de penser à celle de l'Espagne.

Que fait le gouvernement de la République devant le danger bolcheviste qui plane sur l'Espagne ?

Votre Seigneurie a-t-elle essayé d'éviter l'introduction d'armements communistes en Espagne ? Votre Seigneurie ne sait-elle pas que des groupes prolétariens s'arment pour donner le coup final le jour où ils auront en mains les moyens suffisants, et qu'il se développe dans les casernes une vague énorme d'indiscipline ?

Allons-nous rester froids et indifférents comme si les intérêts suprêmes du pays n'étaient pas en jeu ? Nous voulons que la tragédie russe et hongroise soit évitée à l'Espagne nous disons au gouvernement que cette mission lui incombe et que pour l'accomplir il ne lui manquera certainement ni les votes ni l'appui de ceux qui sont ici. Mais si le gouvernement fait preuve de faiblesse, s'il boude, s'il laisse dissocier l'Etat par ceux qui veulent le démanteler, nous devons nous lever ici pour crier que nous sommes disposés à empêcher par tous les moyens que l'exemple tragique de Russie et de Hongrie se répète en Espagne.

C'est le dernier essai démocratique et parlementaire que l'on puisse tenter en Espagne, c'est certain, et je partage sur ce point le jugement de votre Seigneurie.

Mais qu'arrivera-t-il si la démocratie parlementaire échoue ?

M. Largo Caballero, dans un de ses récents discours, tirait déjà la conclusion suivante : si cela arrive il n'y a qu'une issue : la Dictature du Prolétariat, et je veux dire au nom du bloc national que si cela arrive on n'ira pas fatalement à la Dictature du Prolétariat parce que l'Espagne pourra aussi se sauver avec une formule d'Etat corporatif et autoritaire.

Le 16 juin, Calvo Sotelo et Gil Robles attaquent à nouveau le gouvernement devant les Cortès. Depuis le 16 février, affirme Gil Robles, 170 églises ont été incendiées, 269 personnes ont été tuées, et 1.287 blessées dans des conflits politiques et sociaux. Il y a eu 113 grèves générales, 218 grèves partielles et 10 rédactions de journaux détruites. En plein Parlement, les F. : Casares Quiroga, président du Conseil, et Galarza, ministre de l'Intérieur, déclarent « que la violence contre le chef du parti monarchiste ne serait pas un délit ».

Le 11 juillet, après un réquisitoire accablant de Calvo Sotelo, *La Passionaria* s'écrit : « **Cet homme a parlé pour la dernière fois** ». C'était exact, l'ordre maçonnique d'assassinat

est apporté de Genève par le F. : Augusto Barcia (1).

ASSASSINAT DE CALVO SOTELO.

Le 13 juillet, à 3 heures du matin, Calvo Sotelo est arrêté chez lui par une équipe de gardes d'assaut sous la conduite du capitaine Moreno ; le lendemain son corps est retrouvé criblé de balles dans un cimetière de la banlieue de Madrid. Un cri traverse l'Espagne : le gouvernement organise l'assassinat ! Les obsèques donnent lieu à une manifestation sévère et imposante. La police charge et tire sur les manifestant il y a un mort et plusieurs blessés.

En présence d'une foule électrisée qui a le yeux secs et la gorge serrée, Goicoechea, chef de la « Rénovation Espagnole », s'adressant au cadavre, déclare : « *Je ne te promets pas de prier pour toi, je te demande de prier pour nous ; devant Dieu qui nous écoute, je te promets d'imiter ton*

(1) Cette accusation précise a été portée contre Barcia, par l'abbé Tusquets, probablement le meilleur connaisseur espagnol des questions maçonniques, et par le général Franco dans une grande interview accordée au « *Diario de Noticias* » de Lisbonne, du 31 décembre 1936. Interview que nous reproduisons page 115.

exemple et de venger la mort. Notre mission est de sauver l'Espagne, et nous la sauverons. »

Le 18 juillet, sous les ordres de Franco, l'armée se soulève au Maroc, la Navarre et la Castille prennent les armes, l'Espagne nationaliste se dresse *in extremis* contre la domination de Moscou : la Guerre de libération est déclanchée.

LA GUERRE CIVILE.

Faire le récit détaillé de la guerre civile qui dure depuis un an sortirait du cadre de cet ouvrage. Contentons-nous d'en retracer les principaux épisodes pour en souligner les dessous maçonniques et communistes.

* * *

Le 18 juillet l'armée se soulève au Maroc. Le général Sanjurjo, qui s'envole de Lisbonne, pour prendre le commandement des opérations s'écrase sur le champ d'aviation et meurt carbonisé (1).

(1) Dans le numéro du 12 août 1937, le journal bolchevisant « Regards » écrivait : « Le 20 juillet

Le général Franco quitte en avion les îles Canaries et débarque au Maroc, se mettre à la tête des troupes. La flotte sur laquelle comptaient les Nationaux est désarmée dans les ports par les marins des arsenaux, qui entraînent la mutinerie des matelots : un massacre épouvantable et général d'officiers s'ensuit.

Cadix et Algésiras se joignent au mouvement national et le général Queipo de Llano s'empare de Séville par un audacieux coup de main. Des unités de la Légion sont transportées en avion au-dessus du détroit de Gibraltar et marchent aussitôt vers le nord.

La Navarre, fief des carlistes, et la Castille se soulèvent en masse. Le général Mola se met à la tête du mouvement dans le nord et marche sur Burgos qui devient quartier général de l'insurrection.

A Madrid et à Barcelone règnent terreur et chaos ; on ouvre les prisons et on arme les détenus ainsi que les éléments de gauche ; les masses populaires déchaînées et menées par des agitateurs rouges mitraillent les rues. Les églises

1936, l'avion qui devait transporter Sanjurjo de Lisbonne en Espagne est saboté au champ d'aviation de Cascaes. Sanjurjo meurt dans l'accident ainsi provoqué. »

La thèse de l'attentat n'est cependant pas prouvée avec certitude.

flambent et les prêtres ainsi que les éléments de droite sont massacrés en grand.

Deux faibles tentatives de soulèvement militaire à Barcelone et à Madrid sont étouffées dans le sang et les généraux Godded, Burrial et Fanjul sont fusillés.

Une partie du pays basque, cédant à une fallacieuse promesse d'autonomie, se joint aux rouges et un timide soulèvement militaire est écrasé à Saint-Sébastien ; les officiers se rendent contre promesse de vie sauve et sont aussitôt massacrés en prison.

A Oviedo et à Tolède des nationaux commandés par le général Aranda et le colonel Moscardo, le héros de l'Alcazar, s'enferment au centre de la ville et, cernés par les rouges, résistent pendant des mois jusqu'au moment où on les délivrera.

Sur tout le territoire du gouvernement de Madrid se déchaîne une terreur sanguinaire qui rappelle, par son ampleur et ses cruautés, les plus sombres heures russes.

Voici la liste chronologique des principaux événements qui se sont déroulés sur la péninsule depuis un an :

1936

18 juillet. — *Le soulèvement nationaliste éclate au Maroc. Le général Franco, gouverneur des Canaries, en prend le commandement. Les insurgés sont maîtres de Ceuta, Mellila et Tetuan.*

Dans la péninsule, le mouvement touche l'Andalousie, la Vieille-Castille, la Navarre et l'Aragon.

19 juillet. — Les premières troupes de Franco débarquent à Cadix. Le soulèvement nationaliste échoue à Barcelone, où les généraux Godded et Burrial sont emprisonnés par les rouges.

28 juillet. — *Le gouvernement nationaliste s'installe à Burgos, pendant que du nord et du sud les troupes de Franco et de Mola mènent d'incessantes offensives contre les gouvernementaux.*

9 août. — Les armées de Mola (front nord) et celles de Franco (front sud) opèrent leur jonction près de Badajoz, en Andalousie, à côté de la frontière portugaise.

16 août. — *Début de l'offensive au pays basque et suite de celle dirigée pour délivrer Tolède.*

4 septembre. — Prise d'Irun.

13 septembre. — *Prise de Saint-Sébastien.*

26 septembre. — Prise de Tolède. Les cadets de l'Alcazar sont délivrés.

7 octobre. — *Le quartier général nationaliste lance ses colonnes vers Madrid. C'est la première de ces nombreuses offensives ayant pour but d'investir la capitale.*

29 octobre. — *Le Portugal reconnaît officiellement le gouvernement de Burgos.*

2 novembre. — *En Catalogne, les anarchistes sont conviés à prendre part au gouvernement de la Généralité.*

7 novembre. — *Les colonnes nationalistes arrivent aux portes ouest de Madrid.*

Le gouvernement s'enfuit à Valence.

18 novembre. — *Rome et Berlin reconnaissent officiellement le gouvernement de Burgos.*

1^{er} décembre. — *Le front est stabilisé à l'ouest, au nord, au sud de Madrid.*

L'est reste libre et avec lui la route de Valence.

1937

15 janvier. — *Début de l'attaque sur Malaga, en Andalousie.*

7 février. — *Prise de Malaga par les troupes du général Queipo de Llano.*

11 février. — *L'avance se poursuit dans cette région jusqu'à Motril, petite localité située entre Malaga et Almeria.*

9 mars. — *Les nationalistes lancent deux nou-*

velles offensives contre Madrid : l'une au nord en direction de Guadalajara, l'autre au sud dans le secteur de Jarama.

22 mars. — *Après un premier succès, les nationalistes sont arrêtés, puis repoussés par les gouvernementaux dans le secteur de Guadalajara, par suite de la défaite des volontaires italiens.*

31 mars. — *Début de la seconde offensive au pays basque. Objectif : Bilbao.*

19 avril. — *A minuit, mise en application du contrôle international des frontières maritimes et terrestres de l'Espagne.*

29 avril. — *Succès nationalistes dans le secteur de Bilbao : prise de Guernica et occupation de Durango.*

5 mai. — *Insurrection anarchiste à Barcelone. Les membres de la F. A. I. sont chassés du gouvernement de la Généralité.*

15 mai. — *Crise ministérielle à Valence. Largo Caballero démissionne. Il est remplacé par un cabinet Negrin dont ne font pas partie les anarchistes.*

29 mai. — *Le cuirassé allemand Deutschland, ancré en rade d'Ibiza, est bombardé par des avions gouvernementaux : 23 morts et 83 blessés.*

31 mai. — *Le cuirassé Admiral Scheer et quatre destroyers allemands bombardent Almeria, petit port espagnol de la côte méditerranéenne espagnole.*

3 juin. — Le général Mola, commandant des armées nationalistes du nord, se tue en avion près de Briviesca. Le général Davila le remplace.

19 juin. — *Prise de Bilbao par les nationalistes.*

Deux sous-marins « inconnus » tentent de torpiller le croiseur allemand Leipzig. Le Reich proteste vigoureusement à Londres.

23 juin. — Rome et Berlin renoncent à participer au contrôle naval tout en restant membres du comité de non-intervention. La France et l'Angleterre assureront seules la surveillance des côtes d'Espagne.

25 août. — *Reddition de Santander.*

21 octobre. — Reddition de Gijon.

28 octobre. — *Fuite du gouvernement républicain de Valence à Barcelone.*

* * *

Du côté national Franco est nommé généralissime ; il devient en même temps chef politique du gouvernement dont le siège, d'abord fixé à Burgos, est maintenant à Salamanque.

Sous ses ordres trois grands partis sont unis : les carlistes au légendaire béret rouge qu'anime l'admirable Falconde ; les Phalangistes, privés de chef depuis la disparition des Primo de Rivera ; enfin « Renovacion Espanola, » dirigé par Antonio Goicoechea, successeur de Calvo Sotelo.

Les carlistes, surtout nombreux en Navarre, sont les monarchistes traditionalistes qui n'ont jamais accepté entièrement la monarchie libérale et parlementaire d'Alphonse XIII. N'ayant aucune ambition d'ordre dynastique, ils luttent pour un principe de renaissance catholique sous la régence du prince Xavier de Bourbon-Parme dont le frère a été gravement blessé à l'attaque de Bilbao.

Les Phalangistes ont un programme social dérivé du fascisme et du national socialisme.

Carlistes et Phalangistes ont fourni d'importantes unités combattantes incorporées dans l'armée.

Renovacion Espanola est le parti monarchiste rénové qui exerce une action beaucoup plus politique que militaire.

Du côté rouge quatre grands groupes sont unis dans un amalgame assez disparate :

Les socialistes de l'U. G. T. (Union Générale du Travail).

Les anarchistes de la C. N. T. (Confédération National du Travail) et de la F. A. I. (Fédération Anarchiste Ibérique).

Les Trotskistes du P. O. U. M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste).

Les communistes, soutenus, inspirés et dirigés par Moscou.

Les cabinets successifs du temps de guerre ont été présidés successivement par Martinez Barrios, José Giral, Largo Caballero et Negrin, l'actuel titulaire. Giral et Negrin sont des hommes de paille destinés à la propagande étrangère. Les vrais leaders espagnols sont Largo Caballero, qui a tourné à l'extrémisme rouge et Indalecio Prieto. Le tout est maintenu plus ou moins cohérent — malgré les graves dissentiments qui séparent les anarchistes des communistes (1) — par Moscou, dont l'aide incessante et multiforme est indispensable à la survie de l'Espagne rouge.

TRAITÉ SECRET D'ALLIANCE
ENTRE LARGO CABALLERO ET ROSENBERG.

Sans Moscou, en effet, l'Espagne rouge n'existerait plus.

Dès l'ouverture des hostilités, Largo Caballero conclut un traité secret d'alliance avec l'ambassadeur juif des Soviets, Rosenberg.

Les Soviets s'engagent :

1° A fournir Madrid et la Catalogne d'armes,

(1) Ces dissentiments se sont considérablement aggravés ces derniers temps et ont donné lieu à des chocs sanglants tant à Valence qu'à Barcelone.

munitions, avions, tanks, essence et produits chimiques ;

2° A équiper une armée communiste internationale qui combattra sur le front espagnol ;

3° A organiser par leurs agents l'achat en pays étranger d'armes pour l'Espagne soviétique.

Madrid s'engage, en échange, à faire un versement immédiat de 500 millions de pesetas or à prendre sur les réserves de la banque d'Espagne.

Il est de notoriété publique que tous les points du programme ci-dessus ont été fidèlement exécutés (1).

Dès le début, matériel de guerre et hommes

(1) Ce traité a été publié par l'Anti-Komintern d Berlin dans *Das Rotbuch über Spanien*, Niebelunge Verlag. Berlin, 1937.

L'Anti-Komintern cite parmi les principaux agitateurs judéo-russes envoyés en Espagne :

- | | | |
|-------|---|---|
| I... | { | H. Neumann.
Wronski (Juif).
J. Artadel (Juif).
Bela Kun (Juif). |
| II... | { | Antonow Ovsejenko.
Moïse Rosenberg (Juif).
Leo Jacobson Haikin (Juif).
Ilya Ehrenbourg (Juif).
Kolzow Ginzbourg Friedländer (Juif).
J. Miratvilles.
Stillermann (Juif).
Primakoff (Juif).
Potzis. |

affluent du côté rouge, et des communistes étrangers de tous les pays constituent la brigade internationale, malgré le pacte de non-intervention; comédie diplomatique qui n'a jamais empêché Moscou et la France d'abord, Rome et Berlin ensuite, de soutenir leurs partisans respectifs.

LA FARCE DE LA NON-INTERVENTION.

Par l'initiative de M. Blum, président du Conseil des ministres français, les puissances européennes font une déclaration de neutralité

- | | | |
|--------|---|-------------------------------------|
| III... | { | Goreff Rose Skoblewski (demi-juif). |
| | | Aralink. |
| | | Tupolyew. |
| IV... | { | Wladimir Bischitzki (Juif). |
| | | Samuel Fratkin (Juif). |
| | | Schapiro (Juif). |

Le général Kléber, chef de la brigade internationale, serait un Juif hongrois et son vrai nom Lazare Fekete (Schwarz).

Trois Juifs ont représenté la Russie au Comité de non-intervention; ce sont :

Litvinof (Wallach Finkelstein);
 Maiski (Steinmann-Syachowetzki);
 Kagan (Kohn).

Toujours d'après l'Anti-Komintern les intermédiaires pour achat d'armes à l'étranger seraient en majorité des Juifs, tels : Adler, Lourié, Fuchs, Zibrowki, Merkas, Wall.

collective, en août 1936. Le 15, M. Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, dans une note envoyée à Sir George Clerck, ambassadeur britannique, proclamait la décision de son gouvernement de s'abstenir strictement de toute intervention, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures d'Espagne.

Récemment, et encore par l'initiative de la France, les signataires du pacte de non-intervention ont été approchés afin de rendre l'engagement vraiment effectif, en mettant fin au passage constant de volontaires aux fronts espagnols.

Mais pendant qu'on faisait ces déclarations, des ministres et autres importants fonctionnaires et serviteurs du front populaire et de diverses organisations communistes qui le composent (en certains cas avec l'approbation ouverte des autorités, en d'autres avec leur connivance) appuyaient la sauvagerie communiste et anarchiste par l'envoi direct ou indirect, le passage et le transport en Espagne, d'armes, de munitions, de matériel de guerre, d'avions, d'argent et d'hommes.

La France, par la duplicité du gouvernement de Front populaire, a constamment violé le pacte de non-intervention.

Voici la copie d'une lettre écrite et signée par l'ex-ministre socialiste Fernando de los

Rios, actuellement ambassadeur du gouvernement rouge aux Etats-Unis d'Amérique. Elle était envoyée à José Giral, alors président du Conseil du front populaire espagnol, et datée du 25 juillet (1).

Cette lettre démontre clairement le double jeu et l'hypocrisie dont les ministres étaient résolus à user.

Le sens en est très net :

Il faut à tout prix, déclare Léon Blum, sauver l'Espagne révolutionnaire ; mais si nous l'aidons officiellement, alors l'Allemagne et l'Italie viendront au secours de l'Espagne nationale et leur appui sera plus efficace que le nôtre. Proclamons donc la non-intervention pour neutraliser les pays fascistes et aidons à fond, en sous-main, le gouvernement rouge de Madrid.

Telle est la tactique qui a été suivie depuis lors par le gouvernement de front populaire français. Aussi ne faut-il pas s'étonner outre mesure que l'Allemagne et l'Italie, découvrant rapidement le jeu, aient répondu par la suite en employant des procédés analogues.

Voici la *traduction littérale* de cette lettre.

(1) Fernando de Los Rios et José Giral sont F. : M. :

*A Son Excellence Don José Giral, président
du Conseil des Ministres,*

Paris, 25 juillet 1936.

Mon cher Ami,

Je ne veux point vous donner trop de détails, car l'heure à laquelle je commence cette lettre, après une dernière conversation avec le gouvernement, ou plutôt avec certains de ses membres, est déjà tardive, et je risquerais de manquer le départ de l'avion Douglas, qui doit l'emmenner à Madrid afin qu'elle vous soit délivrée personnellement.

La campagne commencée dans la presse parisienne (trois journaux exceptés) contre une possible livraison d'armements, lutte déclarée depuis le moment où, à cause d'indiscrétions, la presse a eu connaissance du télégramme chiffré que vous envoyâtes au gouvernement la nuit de lundi à mardi dernier, devient plus aiguë depuis l'arrivée des aviateurs. Elle fut envenimée par le fait de ma propre présence ici, car les journaux apprirent avec des détails assez minutieux pour révéler l'existence d'une suite de trahisons, tous les points englobés dans nos demandes. La nuit dernière, à mon retour de Londres, j'ai été convoqué d'ur-

gence à la Maison du Chef du gouvernement, j'y ai trouvé quatre ministres qui, pour ce qui nous concerne, possèdent, grâce à la nature des départements qu'ils dirigent, le plus d'influence dans le cabinet.

La conversation fut essentiellement politique, et j'ai fait, à leur demande, un exposé de quelques considérations sur le caractère de la lutte espagnole, lutte qui ne peut être envisagée comme étant strictement nationale pour plusieurs raisons, que nous avons analysées : frontière militaire des Pyrénées, Iles Baléares, Détroit de Gibraltar, Canaries et fêlure dans l'unité politique de l'ouest de l'Europe.

Donc devoir de la part de la France de nous aider, dans son propre intérêt. Comment? Nous avons examiné nos demandes, et d'après l'attitude des ministres, j'ai compris qu'il existait une divergence d'opinion. Une nouvelle question a été posée : que les aviateurs espagnols viendraient chercher les machines. J'ai fait remarquer la quasi-impossibilité de ceci, à cause de la rareté du personnel, et de notre intention de retenir les pilotes français. J'ai été prévenu, par quelqu'un qui occupe une position lui permettant de le savoir, que tout le contingent d'avions et de bombes était prêt et pouvait partir ce matin... Je me suis couché et une heure plus tard j'étais réveillé subitement. Le ministre de l'Air, Pierre Cot, voulait me

faire visite. Il m'avait demandé à l'ambassade, et ne m'y trouva pas. J'avais été conseillé par des amis mutuels, afin de ne pas éveiller des soupçons, d'aller le voir chez lui. J'y allai, et il me dit qu'il était impossible de convaincre le ministre des Affaires étrangères de la légalité de faire piloter les avions en Espagne par des Français.

La formule serait de les envoyer à Perpignan, etc., etc.. C'est ce que j'ai communiqué la nuit dernière, 24 courant.

Lorsque je suis allé ce matin au Ministère de l'Air, tout semblait être en bonne voie; quand j'arrivai à la firme Potez, les difficultés semblaient être insurmontables. La campagne de presse et la publication des documents de la démission du conseiller (de l'Ambassade espagnole) ont pris une telle proportion que, lorsque ce matin Blum est allé voir le président de la République, il l'a trouvé très angoissé, et dans un tel état d'inquiétude qu'il aurait dit « ce qu'on est en train d'arranger, cette livraison d'armements à l'Espagne peut amener la guerre ou la révolution en France », et il demanda qu'un conseil extraordinaire de cabinet soit convoqué l'après-midi.

Le point de vue du président de la République est partagé par plusieurs ministres. Le cabinet est divisé dans son opinion, et le président de la Chambre, Herriot, a vu Blum et l'a supplié de

réfléchir, car il considère que ceci n'a jamais été fait avant, et pourrait justifier une reconnaissance de facto par l'Allemagne et l'Italie d'un semblant de gouvernement établi dans une ville ou l'autre d'Espagne, et pourrait valoir à ce gouvernement des fournitures d'armes et de munitions en plus grandes quantités que celles que la France pourrait accorder.

J'étais, de 2 heures et demie jusqu'à 4 heures moins le quart, avec le président du Conseil et un autre ministre, dans la maison d'une troisième personne. « Mon âme est déchirée », dit Blum, qui reste aussi convaincu que nous le sommes nous-mêmes de la portée européenne de la lutte engagée en Espagne. Je ne l'ai jamais vu aussi ému. « Je maintiendrai ma position à tout prix, et malgré tous les risques », dit-il, « nous devons aider cette Espagne qui nous est amie. » Comment ? Nous verrons.

A 4 h. 30, je revoyais quelques-uns d'entre eux; la lutte avait été dure, et un rôle important fut joué dans la discussion par une clause secrète que le destin m'a révélée. A savoir, dans le traité de commerce, ou entente commerciale signée en décembre 1935 par Martinez de Velasco, existe sous la forme d'une note confidentielle, un contrat de la part de l'Espagne d'acheter à la France

pour la valeur de vingt millions d'armes et munitions. Le ministre de la Guerre s'en intéressa hier soir, me demandant si j'étais au courant de cette clause, question à laquelle je répondis « oui », parce que, lors d'une conversation avec l'entourage de l'ambassade, Senor Castillo (le conseiller) m'en avait dit quelque chose, à demi-mots, qui avait éveillé mes soupçons. Je demandai à voir le dossier du traité, et trouvai la note confidentielle en question, note dont aucun des ministres français ne savait l'existence, qui est interdite par notre Constitution, et qui n'a jamais été soumise à notre Comité d'affaires étrangères.

Le Cabinet a pris la décision d'éviter la livraison d'un gouvernement à l'autre, mais de nous accorder les autorisations nécessaires pour que l'industrie privée nous livre et nous expédie tel matériel que nous aurons à acheter.

La méthode d'exécution la plus facile de ce projet sera décidée par un comité de ministres, qui compte plusieurs de nos plus fidèles amis. Ils tiendront demain la réunion la plus importante et décisive, et ils prévoient que nous pourrions presque certainement prendre possession des avions à partir du 25, le lundi ou mardi. Nous organiserons aussi, ou plutôt j'organiserai, avec l'aide de Cruz Marin et d'autres Espagnols, et, en même temps que quelques excellents amis français, le

sauf-conduit pour les obus — affaire difficile, surtout pour quelqu'un qui, comme moi, n'est pas un renard d'astuce — mais nous verrons de quoi la nécessité nous rend capable.

Les Potez 54 seront construits, et nous essayerons d'en diminuer le prix. Quant aux armes, je crois que nous ne pourrons traiter qu'avec Hotchkiss.

Nos conversations sont écoutées, et tout ce que vous dites est publié avec quelque changements. Pour le bien de l'Espagne, et pour l'efficacité des négociations en cours, il est important de ne parler qu'avec une très grande réserve, d'employer des mots convenus d'avance, et de ne faire que rarement des allusions à la nécessité d'employer tel ou tel moyen dans la lutte.

Lorsque vous employez des mots tels qu'indispensables, urgent, essentiel, etc..., vous pavez le chemin, étant donné l'organisation secrète qui existe pour le sabotage des choses qui comptent.

Je veux vous dire ce soir, qu'agissant sur les instances du Préfet de police, je me suis installé dans une chambre de l'ambassade. Je le regrette, mais je ne crois pas, toutefois, que vous me trouverez indiscret. Je crois indispensable que l'ambassadeur arrive vite afin de prendre la direction de celle-ci, et d'assumer une pleine responsabilité.

A tout le Cabinet, mes salutations, avec les meilleures paroles d'encouragement et de foi en

notre Espagne, et pour vous, de plus, l'accolade sincère de votre vieil ami.

Votre (signé)

FERNANDO DE LOS RIOS.

Les F. : M. : , de leur côté, ne restaient pas inactifs, complétant ainsi la trinité révolutionnaire : Judaïsme, Franc-Maçonnerie, Communisme.

LE GÉNÉRAL FRANCO ACCUSE LA F. : M. :

Nous reproduisons ci-après une grande interview du général Franco accordée au *Diario de Noticias* du 31 décembre 1936. Le chef du gouvernement confirme les révélations de Cano Lopez et rend la Franc-Maçonnerie responsable de l'échec initial du soulèvement national et de la ruine de l'Espagne.

Pourquoi l'armée n'a-t-elle pas réagi tout de suite après les élections de février ? (1)

(1) Dans son numéro du 1^{er} octobre 1936, la *Revue de Paris* publiait un article non signé intitulé : Guerre en Espagne.

Cet article faisait ressortir les dessous maçonniques de la guerre civile espagnole. Bien documenté et assez exact dans son ensemble, il contenait néanmoins un certain nombre d'erreurs flagrantes qui ont semé le

« C'est que, répond Franco, dans l'armée même, comme l'a démontré la guerre civile, il y avait des éléments suspects, les uns clairement partisans du front populaire, car leur situation dépendait de la protection politique que leur avaient dispensé les gouvernements de gauche, spécialement celui

trouble dans les esprits. Il accuse la plupart des généraux nationalistes d'être francs-maçons dont Mola, Cabanellas, Queipo de Llano, Sanjurjo, etc., c'est ainsi que, page 487, il écrit :

En mars 1935 un courageux député de la droite, Cano Lopez, portait la question à la tribune des Cortès et constatait, en donnant les noms des intéressés, que sur vingt-trois généraux de division alors en activité, vingt et un étaient franc-maçons. Pour les généraux de brigade, la proportion était sensiblement la même...

Effectivement, le 15 février 1935 (et non en mars) le député Cano Lopez signalait aux Cortès le danger des infiltrations maçonniques dans l'armée, à la suite de quoi une loi fut votée par 82 voix contre 26, interdisant aux officiers de faire partie d'associations secrètes politiques. Cette loi n'eut qu'une existence éphémère car l'avènement du front populaire devait peu après bouleverser la législation espagnole et détruire l'armée.

Contentons-nous ici de citer un court passage du rapport Cano Lopez ; il en ressort clairement que l'auteur anonyme a falsifié ses textes ou ne s'est pas donné la peine de les lire.

« L'introduction de la F. : M. : dans l'armée a causé de grands bouleversements et peut amener des périls

d'Azana, les autres par couardise et par compromissions maçonniques secrètes.

La plupart des officiers qui se trouvent du côté des marxistes sont F. : M. : Deux documents le prouvent clairement, l'un publié dans les journaux de Madrid sous le titre « La Maçonnerie affirme sa position », reproduction d'un discours de Martinez Barrio (Grand Maître de la F. : M. :

immenses pouvant aller jusqu'à déclencher des conflits internationaux. Voici la liste des généraux F. : M. : qui exercent un commandement :

« Sur 21 généraux de division sont maçons : Lopez Ochoa, Miguel Cabanellas, Gomez Morato, Riquelme, Nunez de Prado, Sanchez Ocana, Gomez Caminero, Villa-Abrille y Molero.

« Sont maçons les généraux de brigade suivants :

« Urbano, Llano, Miajas, Cruz Boullosa, Pozas, Martinez Cabrera, Jimenez, Lopez Gomez, Martinez Monje, Castello, Romerales et Fernandez Ampon. »

Cano Lopez cite donc en tout 21 généraux et il faut se souvenir qu'ils étaient très nombreux dans l'armée espagnole. Nous sommes donc bien loin, comme on le voit, de la proportion de 21 sur 23 !

Si Llano, Cabanellas semblent avoir été affiliés à la F. : M. :, rien, à ma connaissance, ne permet d'affirmer que Mola l'ait jamais été. Quant à Franco il a toujours été un adversaire déclaré de la F. : M. :.

Les événements ultérieurs nous permettent de croire que ces officiers F. : M. : étaient plus opportunistes que vraiment sectaires puisque le jour où ils eurent à choisir entre les puissances occultes révolutionnaires et la Patrie ils n'hésitèrent pas.

espagnole), l'autre trouvé par les phalangistes dans la loge de Tolède. Les « Frères » maçons qui exercent des fonctions de commandement chez les miliciens — tel le tristement célèbre lieutenant-colonel Mangada — y sont exaltés comme « Libérateurs ».

Pour le généralissime Franco : « la F.·. M.·. avec son réseau d'influence internationale qui va de la rue Cadet, de Paris, à Genève et à Prague, fut la cause principale de la ruine de l'Espagne.

« Dans la chute de la dictature Primo de Rivera, l'avènement de la République, la révolution des Asturies, le coup d'État de Barcelone, la destitution du gouvernement radical-cediste, la victoire électorale du 16 février, l'assassinat de Calvo Sotelo — sur ordre émanant de Genève et dont fut porteur le ministre des Affaires étrangères Barcia.·. — la guerre civile, et encore aujourd'hui dans les propositions de non-intervention, l'influence de la Franc-Maçonnerie se fait lourdement sentir.

« C'est que la Maçonnerie, spécialement celle de Russie, France, Tchécoslovaquie, Belgique et Mexique, se solidarise avec les éléments communistes rouges, témoin le message de sympathie envoyé à la maçonnerie espagnole par le Grand Orient de France réuni en convent à Paris le 21 septembre dernier. »

Le général Franco cite en terminant le **Dia Graphico** de Barcelone écrivant dans son numéro du 16 octobre :

« Ce sont enfin les Francs-Maçons qui luttent à l'étranger pour rectifier la désastreuse politique de neutralité à sens unique. »

Sous le titre : « Culpabilité de la Franc-Maçonnerie », les services de presse et propagande de la Jefatura nationale espagnole ont publié la note suivante, qui appuie les affirmations du général Franco :

« Des travaux très intéressants ont été publiés sur l'influence funeste de la Maçonnerie en Espagne, mais la presse, qui se trouvait presque toute aux mains de F.·. M.·., les condamnait au silence public et à l'oubli. D'autant plus intéressantes sont les révélations suivantes faites par la Maçonnerie en territoire rouge. »

L'A. B. C. rouge de Madrid écrit :

« La situation actuelle de l'Espagne est si extraordinaire et tragique que nous nous voyons contraints de rompre notre silence traditionnel.

« La Maçonnerie espagnole est intégralement et absolument aux côtés du front

populaire et du gouvernement légitime contre le fascisme. Témoin les nombreux maçons qui luttent sur tous nos fronts et ceux qui occupent des postes importants dans la junte de défense, l'armée, la politique et l'organisation. Témoin aussi les aviateurs et officiers de terre et de mer qui appartiennent à la Maçonnerie et s'offrirent dès le premier jour pour défendre la république démocratique contre la rébellion fasciste. »

Le « *Dia Graphico* » de Barcelone le dit encore plus clairement :

« Grâce à la sage prévision de la Maçonnerie une grande partie des commandements dans la Garde civile et la Garde d'assaut se trouvait le jour du 18 juillet aux mains de républicains qui nous étaient dévoués. Ce fut grâce aux maçons que la majeure partie de la marine de guerre se mit du côté du front populaire après avoir inutilisé [c'est-à-dire assassiné] les officiers rebelles. Maçons étaient les pilotes aviateurs qui se mirent à la tête de l'aviation loyale. Les chefs militaires de presque toutes nos colonnes sont maçons. Maçons la majeure partie de ceux qui, par la presse, les discours ou la radio, maintiennent vivace le feu révolutionnaire. Maçons également ceux qui, à l'arrière-garde, préparent la victoire. Maçons

enfin ceux qui, à l'étranger, nous aident et travaillent à lever la neutralité. »

Ayant cité ce passage, la Jefatura nationale ajoute :

Nous rendons grâce à cette franchise et nous ne l'oublierons pas. Nous nous en souviendrons quand, la lutte terminée, les éléments maçonniques tenteront de s'infiltrer dans nos lignes en se prétendant innocents et inoffensifs. Chaque Espagnol qui aime sa patrie doit se souvenir à tout moment que la maçonnerie a été, est, et sera toujours notre ennemi le plus dangereux.

LE PORTUGAL

RENFORCE LA LOI CONTRE LA F.:.M.:. .

Ces divulgations eurent leur immédiate répercussion au Portugal.

En janvier 1937 le courageux député José Cabral, auteur du fameux projet de loi (voté en 1935) qui interdit la F.:. M.:. au Portugal, fit une nouvelle interpellation à ce sujet.

Signalant les liens de plus en plus étroits qui unissent la F.:. M.:. au communisme, il proposa un renforcement de la loi contre les sociétés secrètes, destinée à empêcher la reconstitution

clandestine de la F. : M. : sous la façade légale du « Gremio Lusitano », société à statuts apparents mais à activité occulte, qui avait succédé au Grand Orient lusitanien.

Ce projet, comme il est d'usage au Portugal, fit l'objet devant la Chambre corporative d'un rapport du docteur Abel de Andrade (1).

Ce dernier fit ressortir les liens étroits qui unissent actuellement la F. : M. : du G. : O. : au communisme. Il s'appuya pour cela sur des documents espagnols et il cita de longs extraits du compte rendu du dernier convent du G. : O. : tenu à Paris en septembre dernier.

Après avoir montré l'irréductible opposition de principes qui oppose les conceptions maçonniques aux conceptions chrétiennes, bases du nouveau Portugal, il conclut à l'adoption du projet Cabral.

La loi fut votée, promulguée à l'*Officiel* et mise aussitôt en vigueur. Le siège du Gremio Lusitano fut saisi et donné à la Légion portugaise, nouvelle organisation créée pour combattre le communisme dans le pays.

(1) Le docteur Abel de ANDRADE, juriste à la Faculté de droit de Lisbonne, est déjà l'auteur du remarquable rapport qui aboutit en 1935 à l'interdiction de la F. : M. : au Portugal. Léon de PONCINS en a reproduit les principaux passages dans *Le Portugal renaît*. Éditions Beauchesne. Paris, 1936.

* * *

Voici à titre documentaire le texte du document maçonnique diffusé à Madrid en octobre 1936. Il a été cité par le général Franco et le député portugais José Cabral, puis reproduit par la presse nationaliste espagnole :

LA FRANC-MAÇONNERIE AFFIRME SA POSITION.

« C'est la tradition et la norme de la F. : M. : de travailler pour le progrès humain et pour la réalisation de la Fraternité universelle, base et objet de sa doctrine, but de sa conduite.

« Dans ses efforts elle s'est toujours heurtée à l'opposition féroce de la caste cléricale et des Jésuites, qui, ne trouvant rien de censurable dans l'irréprochable conduite et doctrine maçonnique, n'ont jamais hésité à diffamer et calomnier de la manière la plus monstrueuse la maçonnerie et ses adhérents. Celle-ci n'a jamais répondu à ces diffamations et calomnies; forte de la limpidité de sa conduite et de la pureté de ses principes, elle laisse ses calomniateurs se débattre dans le vide.

« C'est la situation actuelle de l'Espagne, si tragique et exceptionnelle, qui nous oblige à

rompre notre silence habituel; non seulement pour affirmer notre position mais pour répondre aux insinuations malicieuses qui, en ce moment, doivent être entièrement dissipées.

« La Maçonnerie espagnole est entièrement, totalement et absolument avec le Front populaire, aux côtés du gouvernement légal contre le Fascisme.

« Cette déclaration ne se base pas sur les circonstances actuelles mais sur l'idéologie permanente de l'Ordre maçonnique. Défenseur des principes de Liberté, Egalité, Fraternité et Justice, travaillant toujours pour établir les bases d'une famille universelle, elle est d'accord avec les doctrines avancées du progrès social, économique et politique.

« Elle est contre l'intolérance, l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'injustice; elle est contre l'accaparement du capital, contre l'accaparement des moyens de production et de la grande propriété terrienne; elle est contre la richesse héréditaire; elle est contre le clergé dominateur et intolérant accapareur des richesses matérielles; elle est contre le militarisme constitué en caste dominatrice; elle est contre tout privilège et tout avantage qui ne provient pas du travail, de l'intelligence ou du mérite personnel pour que tout

se fasse toujours sous forme de bénéfice collectif.

« Cette déclaration, qui est inaltérable et ne fait aucune concession à la situation actuelle, fut la doctrine maçonnique d'hier, est celle d'aujourd'hui et sera celle de demain; témoignent en sa faveur les maçons sacrifiés par la réaction aux temps passés et ceux si nombreux qui viennent d'être assassinés par les fascistes. Témoignent en sa faveur les nombreux maçons qui sont sur tous les fronts de bataille, défendant le peuple et le gouvernement légal les armes à la main; ceux qui ont donné le tribut de leur vie à la cause du vrai peuple espagnol, ceux qui occupent des situations dirigeantes à la défense nationale dans des postes militaires, politiques, de travail et d'organisation.

« Témoignent en faveur de notre déclaration les aviateurs maçons, les marins maçons, les militaires maçons qui dès le début de la rébellion fasciste se rangèrent aux côtés du gouvernement légal pour amener la déroute totale du fascisme criminel. »

CONCLUSION

GUERRE D'ESPAGNE : GUERRE INTERNATIONALE SUR UN CHAMP DE BATAILLE NATIONAL.

La victoire du communisme en Espagne serait un danger vital pour la civilisation occidentale.

On peut dire, sans aucune exagération, que ladite guerre est le fruit de l'influence soviétique en Espagne.

La Russie a préparé méthodiquement la révolution dont les premières manifestations violentes ont provoqué la réaction nationaliste. Moscou ne cachait pas son jeu. Il existe depuis longtemps dans un musée de la capitale de l'U. R. S. S. une salle consacrée à la future révolution communiste espagnole (v. Yvon Delbos : « L'expérience rouge », pp. 185 et 186. Paris, 1933). Grâce à son inlassable patience, la Russie a créé en Espagne une vaste organisation, riche-

ment pourvue de moyens de propagande et d'action...

Toutes les parties du programme établi, il y a quelques mois, par le Komintern ont été exécutées dans la contrée soumise au gouvernement de Madrid. Si elles ne l'ont pas été dans tout le pays, c'est que la réaction nationaliste ne l'a pas permis...

Tout avait été prévu de loin et est exécuté avec méthode...

A la vue de leur œuvre les organisateurs de la révolution espagnole peuvent maintenant se repaître de satisfaction. L'Espagne est une mer de sang...

La réaction de l'armée et du peuple a été si énergique, que les plans des Soviets s'en trouvèrent bouleversés. Mais les Soviets, qui ont préparé la révolution, ne veulent pas l'abandonner à son sort. Ils ont adhéré sans réserves à l'accord de non-intervention parce qu'ils croyaient leur victoire assurée; ils étaient d'ailleurs prêts à y travailler par ailleurs autant qu'ils le pourraient. Toutefois, ils n'avaient pas prévu que la volonté nationale leur barrerait la route: le peuple espagnol ne veut pas que l'Espagne devienne une colonie soviétique.

A l'approche de la déroute, la Russie, qui n'avait fait aucune opposition à la proposition française, s'est dressée à Genève contre la politique de non-intervention,

qu'elle considère — a-t-elle déclaré — comme une « infraction aux règles du droit des gens » et comme une « décision injuste » (discours de M. Litvinof à la 17^e assemblée de la S. D. N., le 28 septembre 1936).

La non-intervention, qui l'oblige maintenant à travailler en secret, à se camoufler, est devenue pour elle un obstacle, eh bien, elle le surmontera! Elle veut agir librement, et lancer en plein jour dans le bûcher de la guerre: hommes, matériel et argent. La Russie ne veut pas que l'Espagne échappe à son rêve d'hégémonie européenne par la révolution. Elle sent que la défaite des gouvernementaux serait le signe de la sienne propre. Voilà pour quelle raison elle veut que la première guerre intérieure préparée par elle s'achève sur une victoire.

Pourquoi nous jetterions-nous mutuellement de la poudre aux yeux? La guerre civile d'Espagne est une guerre internationale, qui a été déclarée par la Russie. « Le communisme » livre dans la péninsule une bataille formidable, de l'issue de laquelle dépendra en grande partie le sort de l'Europe (1).

(1) Extrait du rapport officiel du gouvernement portugais au Comité de non-intervention.

SITUATION GÉNÉRALE EN ESPAGNE
APRÈS UN AN DE GUERRE.

Aujourd'hui, après un an de guerre, la situation est la suivante :

D'après les statistiques officielles, il y a en Espagne onze villes de plus de 100.000 habitants. Ce sont Madrid, Barcelone, Valence, Séville, Bilbao, Malaga, Grenade, Cordoue, Saragosse, Murcie et Carthagène. Depuis la prise de Bilbao par l'armée nationale, six de ces onze grandes villes espagnoles, c'est-à-dire la majorité, appartiennent au gouvernement que dirige le généralissime Franco. Ce sont Séville, Malaga, Bilbao, Saragosse, Cordoue et Grenade.

Le gouvernement de Valence, en revanche, ne possède plus que cinq des onze grandes villes : Madrid, Barcelone, Valence, Murcie et Carthagène. Et encore, de ces cinq grandes villes, chacun sait comment le gouvernement de Valence possède celle de Madrid, que l'armée nationale victorieuse domine déjà militairement.

Sur les cinquante capitales de province qui se trouvent en Espagne, trente-quatre se

trouvent déjà au pouvoir du gouvernement national, ce qui équivaut aux deux tiers. Ces trente-quatre capitales de province occupées par les nationaux sont : Séville, Cordoue, Grenade, Malaga, Cadix et Huelva en Andalousie ; Badajoz et Caceres en Extremadure ; Zamora, Salamanque, Palencia, Soria, Avila, Valladolid, Léon, Burgos, Tolède et Logroño, en Castille ; Pampelune, en Navarre ; Bilbao, Saint-Sébastien et Vitoria, dans le Pays basque ; Oviedo, en Asturies ; Le Corogne, Lugo, Orense et Pontevedra, en Galicie ; Saragosse, Huesca et Teruel, en Aragon ; Santa Cruz de Tenerife et Las Palmas de la Gran Canaria, dans les îles Canaries ; et Palma de Majorque, dans les îles Baléares.

L'armée nationale occupe donc : six des huit capitales de l'Andalousie ; les deux de l'Extremadure ; onze sur seize de la Castille ; celle de la Navarre ; les trois du pays basque ; les quatre de la Galice ; les trois de l'Aragon, les deux des Canaries et celle des Baléares.

En outre, toutes les colonies et protectorats espagnols au Maroc, à Ifni, au Rio de Oro, au golfe de Guinée sont entre les mains du gouvernement de Franco.

Le gouvernement de Valence ne possède

plus que seize capitales de province sur les cinquante qu'il y a en Espagne. Ce sont : Madrid, Cuenca, Ciudad Rial, Guadalajara et Santander, en Castille ; Almeria et Jaen, en Andalousie ; Murcie, Alicante, Castillon et Valence, dans le Levant ; Barcelone, Tarragon, Sérida et Gerone, en Catalogne.

Depuis juillet 1936 l'armée nationale a marché constamment de l'avant. En dix mois de campagne elle a pris six capitales de province : Huelva et Badajoz en août ; Saint-Sébastien et Tolède en septembre ; Malaga en février ; Bilbao en juin, Santander en août, sans compter d'autres villes moins importantes comme Merida, Irun, Talavera de la Reina, Motril, Siguenza, Pennaroya, Eibar, Durango, etc.

En une année Franco a donc reconquis plus de la moitié du territoire espagnol et, sauf complications internationales, destinées à sauver la révolution en péril, sa victoire définitive n'est plus qu'une question de temps.

L'Espagne républicaine et démocratique est morte.

L'Espagne rouge meurt par le fer et par le feu qu'elle a déchaînés.

Une Espagne nouvelle et renouée est en train de prendre naissance. Une Espagne qui coûtera beaucoup de sang.

* * *

Sur les champs de Navarre, de Guipuzcoa, de Castille et d'Aragon, beaucoup d'Espagnols sont tombés, beaucoup tomberont encore, mais sur leurs tombes plane la grave prière des Requetes :

La mort du juste est le principe de la vie.

La mort sur le champ de bataille est la mort idéale des
[grandes âmes.

Si l'heure de la mort approche,
demeure tranquille, confiant dans la Miséricorde de
[Dieu.

En la Miséricorde inépuisable de Dieu,

Ne crains rien, repose en la Paix du Christ,
comme celui qui dort, parce que celui qui meurt en Dieu
repose, repose...

No temas; descansa en la paz de Cristo
como, el que duerme, porque el que
muere en Dios descansa,
descansa...

APPENDICE I

DISCOURS DE CALVO SOTELO à la séance des Cortès du 15 avril 1936

La séance s'ouvre à 6 h. 45.

Le gouvernement expose son programme et demande un vote de confiance.

Calvo Sotelo se lève pour répondre.

M. Calvo Sotelo. — M. Azana, dans une des dernières phrases de la fin de son discours, abondant en belles phrases littéraires, nous disait : Je suis le calme, je personnifie le calme ; le gouvernement ne veut pas présider la guerre civile ; le gouvernement veut éviter la guerre civile. Monsieur Azana, ceci, dit à la Chambre (en supposant que la Chambre se soit réunie alors), le 10 ou le 11 mars, pouvait être passé sous silence, et sans une protestation, mais parler de calme, comme caractéristique du gouvernement, après six, sept ou huit semaines de pouvoir du gouvernement actuel, quand la sécurité de la vie est une chose inexistante dans la rue (*grandes rumeurs et protestations*), quand de tous côtés on brandit la menace de dissolution

sociale et que l'on crie, comme criait hier la foule, d'une manière uniforme : « La Patrie, non ; la Patrie, non », quand au cri de : « Vive l'Espagne » on répond par des « Vive la Russie », quand on manque à l'honneur de l'armée et qu'on tourne en dérision tout ce que fait la Patrie (*rumeurs et protestations fortes et prolongées*), quant tout ceci s'est passé pendant six, sept et huit semaines, je me demande s'il est possible d'avoir du calme. J'envie votre Seigneurie, monsieur Azana, pour cette preuve formidable d'insouciance. Je proteste contre ce calme comme les autres Espagnols qui vivent en ce moment dans l'inquiétude et qui ne savent pas si l'Espagne existe ou si elle est morte.

Un Député. — Vous êtes les impresarios des hommes de main.

Un autre Député. — Vous les payez.

M. Calvo Sotelo. — Messieurs les Députés : Depuis le 16 février on dirait qu'il souffle sur l'Espagne une rafale de feu et de fureur.

Mme Nelken. — Et jusqu'au 16 février, qu'y a-t-il eu ? qu'on le raconte à ceux de Carballin. Voyons qu'est-ce qui a soufflé, continuez, continuez.

M. Calvo Sotelo. — Je ne veux pas ennuyer la Chambre avec le détail des événements qui ont eu lieu dans ce laps de temps, mais enfin je dois vous citer en résumé quelques chiffres abrégés dans lesquels il n'entre aucune nuance d'appréciation mais seulement une série de faits qui peuvent se traduire en chiffres.

Depuis le 16 février jusqu'au 2 avril (mes dates

n'ont pas trait à la période postérieure) les choses suivantes ont eu lieu :

Attaques et destruction de centres politiques : 58.

Un Député. — Et depuis le 6 octobre ?

M. Calvo Sotelo. — D'établissements publics et privés : 72 ; de domiciles particuliers : 33 ; d'églises : 36.

Un Député. — C'est très peu, on ne vous a pas encore descendu ?

M. Calvo Sotelo. — Incendies de centres politiques : 12 ; d'établissements publics et privés : 45 ; de domiciles particuliers : 15 ; d'églises : 106, dont 56 furent complètement détruites.

Grèves générales : 11 ; coups de fusil : 39 ; agressions : 65 ; attaques : 24.

Blessés : 345 ; morts : 74.

Mme Ibarruri [La Passionaria]. — Combien d'argent avez-vous été obligé de donner aux assassins ?

Mme Nelken. — Nous allons amener ici tous ceux qui sont restés inutiles aux Asturies. (*Plusieurs députés prononcent des paroles qu'on ne perçoit pas.*)

M. Calvo Sotelo. — Tant que la présidence me protégera dans mon droit, je resterai intrépidement debout, décidé à faire entendre tout ce que j'ai à dire (*nouvelles interruptions : Toutes les agressions viennent de vous. Quel cynisme*). Je vous avertis que les interruptions ayant un caractère offensif et venant de certaines personnes ne me touchent pas.

Mme Ibarruri. — Allez dire cela aux Asturies, (*Les rumeurs continuent.*)

M. Calvo Sotelo. — Je disais, monsieur le Président, qu'avec votre permission je remettrais à la rédaction du *Journal des Séances* les dates dont j'ometts la lecture pour ne pas prolonger mon intervention (*rumeurs*). Je vous avertis que dans ces épisodes, il y en a de si horribles que ceux, même qui m'interrompent, seront les premiers à garder le silence, parce qu'il n'y a aucune personne possédant une âme qui ne soit pas indignée devant la canaillerie et l'horreur de certains faits quel qu'en soient les victimes et les auteurs. (*Nouvelles protestations.*) Si M. Azana se limitait à qualifier de bêtise l'incendie des églises. (*Dénégation.*)

M. Sanchez Albornoz. — Mais quand l'a-t-il dit ?

M. Calvo Sotelo. — Monsieur Azana, on ne peut jamais jamais qualifier de bêtise l'incendie d'un temple (*rumeurs et protestations. Le Président réclame l'ordre.*)

Mme Nelken. — Il y a des choses qu'on ne peut pas écouter avec patience.

M. Calvo Sotelo. — Les pertes que l'art espagnol a subies sont grandes, et je suppose qu'en marge de la religion l'art nous intéresse tous. Avec les incendies et les pillages, l'art espagnol... (*Rumeurs.*)

Les sculptures de Salzillo, de magnifiques rétables de Juan de Juanes, des tailles polychromes, des œuvres qui avaient été déclarées monuments nationaux, comme l'église de Santa Maria, à Elche, ont été brûlées grâce à l'abandon, quand ce n'était pas avec la complicité des représentants de l'autorité publique. (*Protestations.*)

Un Député. — Les archevêques les avaient déjà vendus.

M. Calvo Sotelo. — Tout ceci a causé de la consternation à l'étranger et certainement a contribué en Espagne à produire certains effets économiques dont je vais parler maintenant, les rapportant aux paroles de M. Azana, comme aspect du problème politique.

Un Député. — Les patriotes sont ceux qui emportent leur argent à l'étranger.

Mme Nelken. — Parlons du « straperlo », c'est ce qui est patriotique. (*Suivent des rumeurs.*)

M. Calvo Sotelo. — Ces choses, monsieur Azana, se sont passées sous l'égide de ce gouvernement, la responsabilité lui en incombant intégralement parce que dans sa déclaration de l'autre jour M. Azana, après avoir confessé que le gouvernement s'attendait à certaines explosions de colère dans la masse, insinuait deux excuses ou mieux deux atténuations : Premièrement : qu'il avait dû reprendre le pouvoir qui avait été abandonné, et je dois dire que cet argument ne manque pas de justesse, car il est certain que M. Portela (*rumeurs*), durant son éphémère mandat politique, fit preuve d'une arrogance sans frein et qu'ensuite, au premier moment, au premier cri d'adversité, il ne put que se réfugier dans des défaites fugitives et décrépite. M. Azana a raison en partie dans ce qui a trait à cette excuse des premières heures ou des premiers jours de sa gestion ministérielle. Très bien, monsieur Azana, mais les faits les plus graves se sont passés quand votre Seigneurie était déjà à la présidence, non pas depuis quelques jours, mais plusieurs semaines. Votre Seigneurie prit possession de la présidence le 16 février et c'est le 13 mars que brûlait, à deux cents pas du ministère de l'Intérieur, l'église de San Luis.

Plusieurs Députés. — Qui l'a brûlée ?

Un Député. — L'évêque d'Alcala. (*Rumeurs et protestations.*)

M. Calvo Sotelo. — Savez-vous ce qui s'est passé hier et ce qui se passe aujourd'hui à Jerez ? (*Nouvelles protestations. Le président réclame l'ordre.*) A Jerez, d'après ce que l'on dit, plusieurs couvents, un journal et un centre politique ont brûlé cette nuit ; pendant ce temps la force publique est consignée, car le représentant de l'autorité lui défend de sortir dans la rue.

M. Munoz Martinez. — Que votre Seigneurie fasse bien attention à ne pas dire de faussetés.

Un Député. — Le curé de San Luis est jugé pour avoir emporté les bijoux.

M. Calvo Sotelo. — Monsieur le Président du Conseil, je vais vous lire la liste des édifices que l'on a incendiés ou essayé de brûler à Jerez pour que votre Seigneurie en ait une connaissance détaillée ; ce sont : les couvents de San Francisco, de Santo Domingo, de las Minimias, de las Reparadoras, le journal « Guadalete » et un centre de droite.

Plusieurs Députés. — Pour ce qu'ils faisaient !

M. Munoz Martinez. — Et d'où partirent les coups de feu qui ont fait des blessés, sinon de l'intérieur des couvents ?

M. Calvo Sotelo. — Mais quels sont les responsables ? Je vais utiliser vos textes pour voir si vous rendez crédit à ce que disent les députés qui s'asseyent dans ces bancs, ou les personnes qui sont en com-

munion d'idées avec vous. Qui a brûlé le journal « La Nation » ? (*Nouvelles rumeurs et protestations.*) Le représentant socialiste, M. Alvarez del Vayo, l'a dit. (*Rumeurs.*)

M. Alvarez del Vayo, député socialiste, a dit il y a quinze jours dans un meeting de Barcelone, que les incendies qui ont eu lieu à « La Nation » comme dans les églises de San Ignacio et de San Luis avaient été faits par le peuple de Madrid, pour protester contre le rythme lent avec lequel le gouvernement exécutait le programme du Front populaire. Et voici des paroles encore plus expressives prises intégralement dans le discours d'un syndicaliste ou d'un communiste, je ne connais pas exactement son affiliation. M. Asin, au meeting tenu à Carthagène, le 5 de ce mois :

« Nous ne devons pas nous contenter de brûler une ou mille églises. C'est un spectacle qui a quelque chose de fastueux, d'exubérant, de plus ou moins magnifique, mais qui n'a pas de base solide pour garantir notre bien-être futur. L'unique manière de rendre notre libération économique effective c'est d'exproprier la Banque privée, la Banque d'Espagne, en expropriant tous ceux qui exploitent et dépouillent le peuple espagnol. » (*Applaudissements, protestations. Le Président réclame l'ordre avec insistance.*)

La deuxième tentative d'excuse de M. Azana s'exprime par cet effort d'argumentation : « Il n'est pas possible de réagir devant des masses affamées pendant deux ans — je crois que ce furent ses paroles — qui se sentent vexées et maltraitées ; le gouver-

nement (paroles textuelles aussi), par pitié et miséricorde, n'a pas réagi.

Donc, monsieur Azana, il y avait dans cet effort d'argumentation une preuve éloquente et d'une grande valeur; celle que si le gouvernement avait voulu, il aurait pu couper toute réaction de cette classe. (*Beaucoup de députés prononcent des paroles qu'il n'est pas possible d'entendre.*) Moi, qui reconnais qu'en présence d'une réaction fulminante, explosive mais fugitive, il y a des cas où le Pouvoir public peut et doit temporiser, j'estime que c'est une responsabilité très grave de la part du Pouvoir public d'admettre qu'une telle temporisation se maintienne en face d'une réaction de ce genre qui dure, non pas des heures ni des jours, mais des semaines et jusqu'à des mois.

Mme Nelken. — C'est ce que cela durera encore. (*Le Président réclame l'ordre.*)

M. Calvo Sotelo. — Que monsieur Azana prenne note de ces paroles pour si plus tard, ayant conservé la présidence du gouvernement, il se trouve en présence de masses qui de nouveau se sentent vexées, inquiètes et affamées, et qui veulent appliquer littéralement la doctrine qu'il nous expliquait il y a quelques heures.

Quels sont les effets de cette politique d'ordre public que je qualifierai plutôt de désordre public, par condescendance ou par faiblesse des autorités de l'Etat? Ils pourraient être examinés sous beaucoup de formes : familial, social, politique, etc... Je ne veux les considérer à fond que sous un seul aspect : celui qui a mérité la plus grande attention de la part du chef du gouvernement. Ces effets sont en

premier lieu une grande inquiétude dans l'opinion mondiale au sujet de ce qui peut arriver en Espagne. Je ne veux pas vous ennuyer avec la lecture embrouillée de textes de presse que je pourrais apporter à l'appui de mes paroles, et en plus je ne veux pas que vous doutiez de ma franchise en me disant que ce sont des journaux de droite ou du parti conservateur; mais pas plus tard qu'avant-hier, j'en ai trouvé un qui mérite l'honneur d'être lu, parce que ce n'est pas un journal de droite, c'est : l'*Ere Nouvelle*, le journal auquel Herriot collabore très assidûment, organe de l'« entente » des gauches françaises. Le jugement de ce journal, que le veuillent ou non M. Azana et les partis républicains de la majorité, a une valeur que n'aurait pas celui d'autres journaux d'opinions différentes :

« Depuis le 1^{er} mars, dans tout le pays — cela se rapporte à l'Espagne — règne le désordre. Et quel désordre. Dans presque tous les grands centres, les éléments de l'extrême gauche ont entrepris une campagne de violences que toute démocratie doit condamner. (*Plusieurs Députés prononcent des paroles qui ne s'entendent pas. Le Président réclame l'ordre.*)

Il est singulièrement paradoxal de reprocher aux régimes de dictature l'usage de la force et de procéder exactement comme eux quand l'occasion s'en présente. Personne n'ignore que les attentats se succèdent dans certaines villes depuis un mois. Et on sait en détail malgré la censure de Madrid les actes odieux commis contre beaucoup de sociétés représentant des doctrines opposées à celles du nouveau régime. Ces excès prouvent que le gouvernement de Madrid est débordé par ses alliés de l'extrême-gauche. Et tous

les démocrates qui, entre nous, ont applaudi à la naissance de la République espagnole et à ses premiers efforts, s'inquiètent aujourd'hui de la voir glisser sur une pente si dangereuse. Le danger pour une démocratie ne se trouve pas seulement dans les partis de réaction. Celui, que les partis révolutionnaires constituent, n'est pas moins grave pour elle. Ayant fait échec à l'un, l'Espagne paraît incapable de réagir contre l'autre.

M. Suarez Picayo. — Un patriote espagnol ne doit jamais citer un texte étranger à l'encontre de son pays. (*Rumeurs et protestations. Le Président réclame l'ordre.*)

M. Calvo Sotelo. — Et quels sont les effets que ceci a produit et doit produire fatalement dans l'ordre économique ? D'une manière superficielle, permettez-moi — parce que ce n'est pas l'heure ni l'occasion d'étudier en détail chacun de ces problèmes — de vous énumérer trois ou quatre conséquences principales :

Premièrement : la valeur de la fortune mobilière espagnole, représentée par les titres de la dette, les actions et obligations, et calculée en fonction des cotisations de la Bourse de Madrid, qui est solidaire de ces effets, est descendue, depuis le 13 février jusqu'au 11 avril, dernière séance de la Bourse, de : 1.936 millions de pesetas (*rumeurs*), diminution qui signifie : perte, parce que personne ne profite de cette diminution d'un chiffre aussi formidable de fortune qui, utilisée aux effets du crédit, aurait pu servir grandement au développement économique national. (*Rumeurs et protestations. Le Président réclame l'ordre.*)

Deuxièmement : augmentation de circulation fiduciaire. M. Azana y faisait allusion d'une manière prudente. « Il faut éviter l'inflation — telles étaient ses paroles — et nous ne développerons pas une politique qui peut la provoquer. » Indubitablement, cette politique sera saine, parce qu'on sait déjà quels sont les effets de l'inflation : mortels pour toute économie mais spécialement pour les classes moyennes et indigentes. Bon ; alors la circulation, qui était approximativement au commencement de l'année de 4.700 millions, avait à peine passé avant les élections à 4.850 millions, et dans les balances de la Banque d'Espagne, le 4 avril, on totalise déjà 5.330 millions.

Troisièmement : le cours de la peseta a souffert une dépression de 12 à 15 p. 100 depuis le 16 février, non pas pour des causes intrinsèques d'ordre économique — qui sont toutes les mêmes aujourd'hui comme hier — mais pour des causes politiques d'ordre psychologique, lesquelles président d'une manière plus efficace et directe au cours de la monnaie... (*Grandes rumeurs.*) Le change officiel de la peseta avant le 14 avril était, par rapport au franc français, de 2 francs, 2 fr. 04 ou 2 fr. 05, et la peseta en billets légalisés — parce que les autres seuls se cotent dans les Bourses noires — s'est changée dans les premiers jours du mois d'avril à Paris à 1 franc, 1 fr. 70, 1 fr. 73 et 1 fr. 74, avec une perte de 12 à 14 p. 100.

Quatrièmement : la réduction du tourisme. Dans des moments comme ceux-ci, où l'un des pays les plus privilégiés en matière de tourisme, l'Italie, avait fermé cette source de richesse pour des raisons de politique internationale que vous connaissez

tous, l'Espagne était appelée à avoir une ère de prospérité grâce à une grande avalanche de touristes disposés à venir dans notre pays pour les fêtes du printemps (*grandes rumeurs*). La réduction du tourisme a produit le résultat suivant (*fortes rumeurs*) : c'est que la majeure partie de ces touristes ont abandonné leurs projets (*les rumeurs continuent, le Président réclame l'ordre*) et il n'est venu en Espagne que quelques touristes anglais, tandis que les milliers et milliers de touristes des autres pays qui étaient disposés à venir sont restés chez eux (*les rumeurs continuent*). Sur tout ceci le ministre d'Etat en sait plus que moi. Car si nous ne devons pas apprécier ces phénomènes internationaux et si nous devons nous livrer à cette ignorance totale que désire, — d'après ce que je vois, ce député qui me critiquait quand je rapportais une phrase étrangère, — alors dites-le (*rires*), mais ne parlez pas de la Russie.

Le ministre de l'Etat sait que l'Institut... (*fortes rumeurs, le Président agite la sonnette, réclamant l'ordre*) ...le ministre de l'Etat sait que l'Institut de droit international qui... (*fortes rumeurs et protestations, le Président réclame l'ordre*) en octobre 1934 devait tenir à Madrid une de ses réunions périodiques a dû la suspendre. (*Les rumeurs et protestations continuent.*)

Le Président. — La présidence vous prie à nouveau, messieurs les Députés, de laisser parler M. Calvo Sotelo.

M. Calvo Sotelo. — Je ne suis pas pressé, monsieur le Président, quand ils me laisseront parler je continuerai.

Mme Nelken. — C'est beaucoup de dictature et de rappel du « straperlo ».

M. Fuentes Pila. — Votre Seigneurie profite bien de la dictature.

Mme Nelken. — Moi ?

M. Fuentes Pila. — Votre Seigneurie veut-elle qu'on le lui dise ? (*Mme Nelken prononce des paroles qu'on n'entend pas.*)

Le Président. — Un peu d'ordre, messieurs les Députés, les dialogues sous cette forme ne sont pas parlementaires.

M. Calvo Sotelo. — Je disais que l'Institut de Droit international, qui déjà en octobre 1934, pour des circonstances de politique intérieure que vous vous rappelez tous, avait dû remettre la réunion périodique annoncée pour le mois d'octobre à Madrid, devait en avril tenir cette séance, et de prestigieuses personnalités de la science juridique internationale devaient y assister, et, si je ne suis pas mal informé des démarches officielles furent faites près de nos représentants diplomatiques à Genève et peut-être dans d'autres villes, assurant les membres de ce haut organisme qu'ils pouvaient venir en Espagne en toute tranquillité. J'ai pu voir le télégramme dans lequel les dirigeants de ces organes répondaient qu'étant donné le désordre régnant en Espagne, ils suspendaient la réunion. Après ceci, il me semble de quelque importance pour l'ordre international que l'on développe une politique de calme, de calme frivole, comme M. Azana le défendait il y a quelques minutes face à ... (*rumeurs et protestations qui empêchent d'entendre l'orateur.*) Et cela a une importance évidente. Qui en doute ? Qui peut en douter ? Le problème d'ordre politique résolu est un problème subalterne, mais lorsqu'il

ne se résout pas c'est un problème essentiel ; je ne dis pas que cela soit le plus important en soi, mais c'est le premier dans l'ordre chronologique. Si un État ne sait pas garantir l'ordre, la paix, les droits de tous ses citoyens, que ses représentants se démettent de leur charge. (*Fortes protestations.*)

A l'heure actuelle, en Europe, aucun peuple n'a besoin de se préoccuper du maintien de l'ordre public autant que l'Etat espagnol. C'est pourquoi les Etats de tous ces peuples — ceux de dictature comme ceux de parlement démocratique, les corporatifs comme les non-corporatifs, les totalitaires comme les non-totalitaires — consacrent leur activité à la résolution des autres problèmes juridiques, économiques, sociaux et financiers. Et qu'importe que vous accomplissiez le programme d'ordre économique et social s'il manque celui qui a le plus d'importance, l'essentiel : la possibilité de travailler. (*Applaudissements à droite.*)

Mme Nelken. — On peut faire des camps de concentration pour leur faire plaisir, comme en Allemagne et en Italie.

M. Calvo Sotelo. — Parce que, en Espagne, — et j'entre ainsi dans une zone beaucoup plus importante, que cette autre dans laquelle j'ai à peine pu m'étendre à cause des interruptions aussi véhémentes que tenaces de ces Messieurs de la gauche, — je le dis parce que, en Espagne, nous ne savons pas jusqu'à quel point le gouvernement de Front populaire peut être garant de l'ordre social. Il faut distinguer le Front populaire, coalition électorale, et le Front populaire, gouvernement. Je dois dire que M. Azana a rendu peut-être service à l'Espagne parce que,

dans un corps électoral de majorité marxiste, il a obtenu une représentation de majorité républicaine. Ah ! mais le gouvernement de Front populaire est une chose très distincte du Front populaire comme coalition électorale. C'est ce dont je vais parler. (*Rumeurs.*)

Jusqu'à quel point le Front populaire peut-il être, veut-il être, doit-il être garant de l'ordre social ? Notez bien que je parle d'ordre social et non plus d'ordre politique. L'ordre social est une catégorie supérieure à l'ordre public ; l'ordre public est la paix dans la rue et l'ordre social est le maintien d'un ensemble de principes et d'institutions qui constituent la base du système social en vigueur en Espagne et qu'on appelle : l'ordre bourgeois. (*Fortes rumeurs.*)

Un député. — Avec la faim il n'y a pas d'ordre social. Repoussez le mot « bourgeois » si vous voulez mais vous êtes ici comme représentants de la bourgeoisie.

Le Président du Conseil. — Nous sommes ici comme représentants de nos électeurs.

M. Calvo Sotelo. — Mais vos électeurs, monsieur Azana, ont donné leur confiance à un programme qui est l'affirmation de l'essence bourgeoise... (*Rumeurs.*)

Un Député. — Et l'exigence des responsabilités.

M. Calvo Sotelo. — Et je vais vous le démontrer par la lecture de votre programme.

La bourgeoisie, je l'ai dit, je crois, à cause d'une interruption, la nuit où je défendis l'acte d'Orense, la bourgeoisie n'est pas la ploutocratie, ni le capitalisme. Tout capitaliste est un bourgeois mais tout

bourgeois n'est pas capitaliste ; on peut être bourgeois et anticapitaliste, et quand nous parlons de la bourgeoisie nous exprimons un sens fervent de liberté civile, de solidarité sociale, d'initiative individuelle, qui est tout le contraire de la conception de classe marxiste ; et enfin nous nous appuyons sur un principe de propriété privée qui n'a rien à voir avec les déformations que suppose la ploutocratie ou le capitalisme financier. Nous avons écrit tant de pages contre lui que nous méritons, sûrement un respect scientifique, attendu que nous savons nous produire dans ce que vous appelez ambiance corrompue (*rumeurs continues*) de la bourgeoisie ; dans un sens spiritualiste et universel.

Le programme du Front populaire contient des affirmations comme celles-ci :

« Nous sommes disposés à maintenir le principe d'autorité dans toute sa vigueur. »

« La République que conçoivent les partis républicains n'est pas une République dirigée par des motifs économiques et sociaux de classe, mais par un régime de libertés démocratiques, stimulé par des motifs d'intérêt public et de progrès social. »

C'est la définition de la bourgeoisie dans sa modalité démocratique ; et c'est dans ce sens que je dis que le gouvernement a le devoir de la défendre, s'il le veut, parce qu'il a plus de ressorts qu'il n'en faut.

Ce que je dois dire ici devant vous, quoique mon intervention puisse vous ennuyer, parce que je la fais, en ne pensant pas seulement à vous, mais aussi au pays, pour qu'il sache ce que nous pensons tous (*fortes rumeurs*) ; c'est que je crains beaucoup que le gouvernement, qui peut et doit maintenir l'ordre social, ne veuille pas le maintenir, à

en juger par les faits que je vais examiner objectivement en toute froideur.

M. Anso. — A qui votre Seigneurie dédie-t-elle ce taureau, monsieur Calvo ?

M. Calvo Sotelo. — Je n'entends rien aux métaphores taurines et je n'oserais, pas moi, antiparlementaire, établir un rapport entre ceci et le « ruedo » taurin, monsieur Anso.

Je me rapporte à ces considérations :

Premièrement : que le système du Front populaire est une consigne soviétique (*rires et protestations*). En août 1935, la formule Dimitroff, dans le congrès tenu à Moscou, disait en termes bien clairs : « Il y a déjà quinze ans, Lénine confessait qu'on ne pouvait pas faire en un jour la révolution communiste ; qu'il fallait penser à des formules transitoires. Eh bien, j'ajoutais, sans penser naturellement l'Espagne, mais songeant à tous les pays en termes généraux : « Le Front populaire est une formule transitoire magnifique et les communistes doivent soutenir les gouvernements de Front populaire tant que ceux-ci n'entravent pas leur action. » Ce qui est certain, c'est que le Front populaire n'a réussi qu'en France et en Espagne ; il n'a réussi, jusqu'à présent, dans aucun des autres pays d'Europe (*rumeurs et protestations*), quoiqu'il existe chez eux de puissants partis socialistes qui ont brisé leur relation avec le communisme, refusant le passage au Front populaire.

Un Député. — Ici nous ne le rompons pas.

M. Calvo Sotelo. — Faites ce que vous voulez, ceci m'est égal.

Le Front populaire français et le Front populaire

espagnol sont déjà une exception dans la politique européenne contemporaine, mais cette exception s'aggrave quant à l'Espagne, parce qu'il n'y a pas d'égalité entre l'un et l'autre. Le communisme français est proportionnellement moins important qu'en Espagne parce que le parti socialiste français, étant compris dans la deuxième internationale, est évolutif et non révolutionnaire, ni partisan de l'action directe ; parce que le parti radical français a une solidité, des bases et une racine que des partis républicains comme ceux-ci, de souche récente, ne peuvent avoir et parce que il y a dans la conformation sociale et économique française une puissante classe moyenne qui, en Espagne, existe à peine. Pour tous ces motifs, le Front populaire français est beaucoup moins dangereux que le Front populaire espagnol. Il semble par tous ces symptômes que le Front populaire français va obtenir un triomphe ; mais la France sait que ni Daladier, ni Sarraut, ni Herriot, ni aucun des politiciens qui peuvent assumer la dignité de Chef de gouvernement n'ouvriront la porte au communisme ; et c'est cela que l'Espagne ne sait pas de M. Azana parce que, quoique M. Azana soit anticommuniste, il n'a pas encore montré l'intention nette de barrer la route aux communistes, quelles que soient les méthodes par lesquelles cette intention devrait se réaliser. (*Fortes rumeurs et protestations.*)

Il y a un autre fait dont je dois aussi parler, quoique cela vous ennuie, et pourtant il ne devrait pas vous ennuyer que quelqu'un étudie vos documents et votre programme, car en le discutant ici cela vous fait un peu de propagande : c'est la bolchevisation du parti socialiste espagnol.

Nous devons tenir compte de trois documents : le nouveau programme pour le prolétaire seul, que le parti communiste vient de publier ; le programme qui servit à la révolution d'octobre 1934 ; et l'ancien programme du parti socialiste, rédigé par le groupement socialiste madrilène, qui, indubitablement, reflète la pensée de ceux qui constituent la majorité de ce parti. **A la vue de ces trois documents il est bien permis d'affirmer la bolchevisation progressive du parti socialiste espagnol et, par suite, l'impossibilité pour ses éléments en contact avec vous, gouvernement de Front populaire, d'être une garantie ferme contre les progrès visibles du communisme.**

Je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails, mais du point de vue que j'examine je veux faire allusion à trois points concrets : l'un, celui des autonomies régionales ; l'autre, celui de la socialisation de l'industrie privée, et enfin celui de la Dette publique. Il faut aussi faire allusion à un quatrième point extrême, relatif à l'armée.

En ce qui concerne le droit d'autonomies régionales, les deux derniers documents coïncidant, on assure, comme demande, la libération de la Galice, du Pays basque et de la Catalogne, leur reconnaissant le droit d'auto-détermination des peuples, quoiqu'ils veulent arriver à l'indépendance totale de l'Espagne. (*Rumeurs. Plusieurs Députés interrompent.*) Quant aux socialistes, même quand je ne vivais pas en Espagne, j'ai souvenir que M. Largo Caballero, étant ministre du Travail, et votant le projet de statut catalan, s'opposait d'une manière fervente à ce que l'on donne la facilité de législation sociale à la Généralité de Catalogne. La ratification se comprend parce que c'est une consigne de la

Russie, mais une consigne fatale. (*Fortes rumeurs.*)

On proclame le droit à l'auto-détermination des peuples parce que c'est un moyen efficace de rompre l'unité politique, mais la Russie accepte-t-elle cette doctrine ? (*Affirmations.*) A-t-elle besoin de l'accepter ? Malgré toute la littérature répandue, il est certain que ni en Ukraine, ni dans les pays du Caucase, elle n'est en vigueur. (*Protestations.*)

Le Président. — Votre Seigneurie oublie que nous discutons le programme du Front populaire et du gouvernement et non pas celui du parti socialiste espagnol.

M. Calvo Sotelo. — Mais ces deux choses ont une relation très étroite entre elles parce que le parti socialiste forme une partie de la majorité ministérielle.

Le Président. — Le gouvernement a exposé un programme et c'est à lui qu'il faut s'en tenir dans la discussion.

M. Calvo Sotelo. — Mais il y a dans ces programmes une indication d'ordre tactique qui a plus d'importance que toutes celles relatives à l'ordre dogmatique, à savoir : que **ces partis veulent** (M. Largo Caballero l'a surtout dit et aussi ses organes de presse ainsi que l'avant-projet du groupement socialiste) la **conquête du pouvoir pour le prolétariat par tous les moyens possibles** (*affirmations et rumeurs*). Cette affirmation me donne le droit d'examiner le programme en question ; si l'on disait, en effet, que le programme allait s'exécuter uniquement et exclusivement par les voies évolutives du suffrage, il est clair que ce ne serait pas le moment de le discuter, mais comme on assure *grosso modo* que tous

les moyens sont licites pour l'implanter, j'ai parfaitement le droit de le considérer lié à la politique générale du gouvernement. (*Grandes rumeurs. La présidence réclame l'ordre.*)

Dans le second point, la socialisation de l'industrie ; je ne veux que noter rapidement un changement incompréhensible de doctrine. Il ne faut pas que je la compare aux affirmations de quelque membre significatif de cette minorité, comme M. Prieto, qui, pas plus tard qu'en l'année 1934, disait que l'appropriation du pouvoir intégral par la classe prolétarienne serait un véritable malheur et une tragédie, mais je veux la comparer avec un document que voici : le programme qui vous sert pour la révolution d'octobre, tel que je l'ai vu dans *Le Liberal* de Bilbao. Que disait-on de la socialisation de l'industrie ? Cela vaut la peine que je lise les paroles textuelles, car elles tiennent en quatre lignes.

En ce qui concerne la socialisation de l'industrie on disait ceci : « Ce n'est pas le moment de réaliser dans la majeure partie des industries espagnoles les modifications essentiellement socialistes qui offriraient par leur complexité des risques d'échec, étant donné la faiblesse de notre industrie naissante ; le programme ainsi envisagé sera pour l'instant limité à une série de mesures ayant pour but l'amélioration morale et matérielle des travailleurs... » On reconnaissait que l'industrie espagnole débutait et on admettait l'impossibilité de la socialiser. Ceci n'est pas une opinion particulière, mais le programme de la révolution d'octobre 1934. Maintenant on réclame la socialisation intégrale de l'industrie espagnole. Ce n'est pas le moment de voir à fond le problème ; quand un Mon-

sieur communiste ou socialiste-communiste (rires) veut nous démontrer comment cette socialisation intégrale de l'industrie espagnole est possible, nous discuterons de tout en pensant à l'Espagne.

Un Député. — Nous le ferons sans le discuter.

M. Anso. — Que votre Seigneurie remarque que tout ceci est d'accord avec le discours du Président.

M. Calvo Sotelo. — Le programme du gouvernement a une relation avec le problème d'ordre public, qui est l'ordre social.

N'est-ce pas un désordre social que de vouloir conquérir le pouvoir par tous les moyens possibles et d'annoncer l'abolition de la dette publique ?

Comment votre Seigneurie, monsieur le Ministre des Finances, qui vient de réaliser avec succès deux opérations modestes de dettes et qui devra en réaliser d'autres, concilie-t-elle sa présence ici avec la protection d'une force qui dit que quand elle pourra, et par n'importe quels moyens, elle procèdera à l'abolition de toute la Dette ?

Pour ce qui concerne l'armée, comment ne parlerai-je pas de l'armée ? Je crois bien que je vais en parler, employant très peu de paroles de mon propre cru et beaucoup du vôtre. Que demandent ces programmes en ce qui concerne l'armée ? Celui de la révolution d'octobre : la dissolution de l'armée, avec sa réorganisation immédiate, afin de réduire les contingents et d'éliminer les chefs, généraux et officiers. **L'avant-projet socialiste demande la suppression de l'armée permanente et l'armement général du peuple.**

M. Alvarez Angulo. — Il y a cinquante ans on le demandait déjà.

M. Calvo Sotelo. — Mais il y a cinquante ans, ce n'était pas un parti gouvernemental comme maintenant, c'était un parti d'opposition, voilà la différence. (*Rumeurs et dialogues que coupe la Présidence.*)

Le programme communiste demande : « La libération immédiate du Maroc, la dissolution de l'armée, de la garde civile et de la garde d'assaut, le renvoi des généraux, chefs et officiers, et l'élection des commandants par les soldats, etc... »

Comment interprète-t-on ceci ? *M. Largo Caballero* l'a interprété il y a six mois — je continue à me rapporter à vos paroles, — quand, à la fin de son discours au cinéma *Europa*, de Madrid, il a dit que, pour en finir avec la menace, — je ne sais pas quelle sorte de menaces ou de complots, — il fallait purifier tous les commandements de l'armée et arriver à une organisation telle, que s'il était nécessaire pour la sauvegarde de la République que les généraux redeviennent caporaux et que les caporaux soient généraux, on le ferait.

Telle est votre théorie, expliquée par le représentant le plus autorisé du socialisme espagnol. Maintenant je vais parler du thème politique posé par *M. Azana*. Ces forces forment une partie de la majorité. Elles s'appuient sur le gouvernement, lui indiquant les directives à suivre, lui formulant des exigences.

Le Président du Conseil. — Non.

M. Calvo Sotelo. — Que votre Seigneurie me pardonne ; j'ai ici le texte d'un député socialiste...

Le Président du Conseil. — Votre Seigneurie peut avoir tous les textes qu'elle voudra, mais personne

ne me trace un chemin ni ne me formule une exigence.

M. Calvo Sotelo. — Je me rapporte au texte de ce député socialiste, M. Zabalza, qui, à Salamanque, fit savoir que l'amnistie avait été obtenue par l'annonce de la grève générale.

Le Président du Conseil. — C'est inexact.

M. Calvo Sotelo. — Bien, M. Zabalza rectifiera.

Le Président du Conseil. — Cela ne m'intéresse pas.

M. Calvo Sotelo. — Le problème politique est celui-ci : Ces forces, — ils le disent avec clarté et il faut les en remercier, — vont à l'instauration du communisme sous la forme politique d'une dictature du prolétariat (*rumeurs*). Ces forces, M. Largo Caballero le disait dans son avant-dernier discours, « attendent le moment décisif, qui ne tardera pas à arriver, qui s'approche à pas de géants, et que nous signalerons. »

Un Député. — Avant que votre Seigneurie soit ministre.

M. Comin. — Qui le sait ? (*Grandes rumeurs.*)

Le Président. — Un peu d'ordre, monsieur Comin.

M. Calvo Sotelo. — Quand arrivera ce moment que nous signalerons, la classe ouvrière devra conquérir le pouvoir pacifiquement par les moyens auxquels elle a droit, et si des circonstances spéciales nous y obligent nous sauterons par-dessus tous les obstacles (*rumeurs*). Mais elles ne formaient pas partie d'une majorité gouvernementale. C'est un fait politique nouveau qu'il est nécessaire de sonder et d'éclaircir dans tous ses aspects et avec toutes

ses conséquences. (*Les rumeurs et les interruptions continuent. Le Président réclame l'ordre avec insistance.*)

Monsieur Azana, on ne peut pas jouer avec l'histoire (*rires et rumeurs*). Votre Seigneurie qui la connaît et l'étudie sait que l'histoire sert — si elle sert à quelque chose, ce que je crois, — à donner des leçons et à signaler des exemples (*rumeurs*). Et je le dis à votre Seigneurie qui est arrivée au sommet du pouvoir dans la seconde phase de la République, aux moments culminants, dans lesquels les forces prolétariennes espagnoles, de grande tension dans leur esprit actuel, de grande cohésion dans leur discipline et de grand volume dans leur quantité, se disposent, selon une phrase d'un Député prolétaire qui, je crois, a un siège ici, à compléter la révolution d'octobre 1934, en franchissant la seconde étape révolutionnaire, qui est l'instauration du communisme. (*Rumeurs.*)

Le Président du Conseil. — L'instauration du communisme, monsieur Calvo Sotelo, serait fatale pour votre Seigneurie et pour moi.

M. Calvo Sotelo. — Évidemment. Seulement je le vois, tandis qu'il me semble que votre Seigneurie ne se rend pas compte du danger.

Le Président du Conseil. — Moi, non ; je suis un inconscient. (*Rires et rumeurs.*)

M. Calvo Sotelo. — Votre Seigneurie en disant que cela serait fatal pour elle et pour moi a dit une grande vérité ; mais votre Seigneurie ne tient pas compte de cette vérité et surtout outre que ce serait fatal pour votre Seigneurie et pour moi puisque j'ai l'honneur de figurer sur les listes noires... (*Grandes*

rumeurs qui empêchent d'entendre l'orateur.) Ce qui est le plus grave c'est le résultat fatal que cela aurait pour l'Espagne; et moi, qui n'ai pas le droit de me préoccuper de la vie de votre Seigneurie ni de la mienne, j'ai le devoir de penser à celle de l'Espagne.

Je le demande à votre Seigneurie.

Votre Seigneurie croit-elle que la politique défensive et préventive que l'on applique pour le moment est celle qui convient pour éviter tout projet tendant à rendre l'Espagne communiste?

Votre Seigneurie le croit-elle? car votre Seigneurie dispose de moyens, évidemment fermes et forts, de caractère policier, et dont quelques-uns se sont fait sentir d'une manière aimable sur ce modeste Député qui ne sait pas à quel titre il mérite ces honneurs de prédilection; mais je le demande au gouvernement. De quelle manière agit le gouvernement de la République devant le danger bolcheviste qui plane sur l'Espagne? Votre Seigneurie sait-elle? Évidemment elle le sait. Votre Seigneurie a-t-elle essayé d'éviter l'introduction d'armements communistes en Espagne? Votre Seigneurie ne sait-elle pas que des groupes prolétaires s'arment pour donner le coup final le jour où ils auront en mains les moyens suffisants? Qu'il se développe dans les casernes une vague énorme d'indiscipline? (*Rumeurs grandes et prolongées.*) J'ai ici un numéro de journal: *Le Soldat rouge* dans lequel on donne des noms et prénoms de chefs et d'officiers, les signalant à la brutalité des communistes. Est-ce que votre Seigneurie agit avec efficacité et décision pour maintenir l'essence de l'Etat en ce qui est commun à votre Seigneurie et à nous?

C'est tout le problème, car la révolution peut se préparer avec l'armement matériel, mais aussi avec l'armement moral et spirituel. Que signifie l'atmosphère d'indiscipline et de révolution qu'on a vécu hier matin dans quelques petits villages espagnols (*rumeurs*) au moment où l'armée défilait; des groupes de cette affiliation politique, cela ne fait aucun doute, puisqu'ils faisaient parade, avec orgueil pour eux des couleurs bleu et rouge qui les accréditent sans confusion possible (*rumeurs*), proferaient des cris offensifs contre l'honneur des hommes qui défilaient en uniformes. (*Rumeurs.*)

Votre Seigneurie ne croit-elle pas qu'il est en train de s'élaborer une ambiance malsaine contraire à la grande institution militaire, qui n'est pas l'institution d'une forme de gouvernement mais de la Patrie même, et qui est le support de l'Etat qui nous intéresse tous? (*Applaudissements et rumeurs.*)

Excusez ce discours qui a été coupé par de fréquentes interruptions, perdant par cela beaucoup de l'unité d'exposition que j'aurais voulu lui donner. Ce discours va se terminer tout de suite mais, concrétisant ma position en termes bien libres et précis, parce que nous, monsieur Azana, nous regardons la Russie; oui, comment ne regarderions-nous pas la Russie et la Hongrie et le reste du monde? Mais maintenant nous ne sommes plus en Russie ni en Hongrie, c'est nous que nous regardons. Et nous nous trouvons en face de 110 Députés qui veulent implanter le communisme en Espagne et qui agissent au sein du gouvernement et sur la politique du gouvernement. Allons-nous rester froids et indifférents, comme si les intérêts suprêmes du pays n'étaient pas en jeu? (*Rumeurs.*) Nous regardons la Russie et la Hongrie, nous reli-

sons les pages de leur histoire récente; nous savons que ce fut une tragédie courte pour la Hongrie, durable pour la Russie; nous voulons que cette tragédie soit évitée à l'Espagne et nous disons au gouvernement que cette mission lui incombe, et que pour l'accomplir ni les votes ni l'appui de ceux qui sont ici ne lui feront défaut (*rumeurs*). Ah ! mais si le gouvernement montre une faiblesse, s'il hésite, s'il se produit des indécisions qui permettent de supposer la possibilité que pénètrent d'une manière tortueuse dans l'armature de l'État, ceux qui veulent le démanteler, nous devons nous lever ici pour crier que nous sommes disposés à nous y opposer par tous les moyens, et que l'exemple tragique d'extermination et de destruction des classes conservatrices et bourgeoises de Russie ne se répétera pas en Espagne. Mais si une pareille chose se produisait, nous nous dresserions, immédiatement, sous l'impulsion d'un esprit de défense qui donnerait de l'héroïsme à tous, parce que avant que la terreur rouge... (*Rumeurs*.)

Une question concrète. Votre Seigneurie, monsieur Azana, au cours de son discours de cet après-midi a fait allusion à la répression des Asturies et à la politique justicière et réparatrice (il me semble que ce sont vos propres paroles) que le gouvernement a commencé à appliquer selon le programme du Front populaire : en Asturie, en octobre 1934, il y eut deux choses : il y eut une révolution et une répression. En ce qui concerne la répression nous savons déjà ce que pense le gouvernement; le gouvernement pense qu'ici il a pu commettre des délits et il a stimulé au moyen du Ministère public de la République une politique d'éclaircissements,

s'acheminant vers le châtimement de ces présumés délits. De la répression, nous savons ce que pense le gouvernement, mais que pense-t-il de la révolution ?

Mme Ibarruri. — Ils se levèrent pour défendre la République contre le fascisme !

M. Calvo Sotelo. — Que pense le gouvernement en ce qui concerne la révolution ? parce que s'il pût y avoir un délit, je ne le crois pas, — noblement je le dis — dans la répression...

Mme Ibarruri. — Nous parlerons de cela. Vous ne rirez pas.

M. Calvo Sotelo. — Mais la révolution en soi est autre chose. Le gouvernement, en ce qui concerne la répression, a déjà manifesté sa pensée; mais que pense-t-il de la révolution ? C'est ce que l'Espagne doit savoir. Je veux connaître ce que pense le gouvernement. Puisqu'il a parlé d'une manière si claire de la répression, qu'il parle de la même façon de la révolution des Asturies.

Et, pour terminer, qu'il soit bien compris que j'entends comme votre Seigneurie que **ceci est le dernier essai démocratique parlementaire qu'on puisse tenter dans la politique espagnole**. Cette proposition de réforme du règlement de la Chambre à laquelle votre Seigneurie a fait allusion a déjà une valeur de confession intéressante et, plus qu'elle encore, la manière de la raisonner et de l'expliquer, ce qui est tout une réponse à la mémoire du bon Parlement discuteur de l'année passée. Mais si ceci est certain, et je partage sur ce point le jugement de votre Seigneurie, **que peut-il arriver si la démocratie parlementaire échoue ? M. Largo**

Caballero, dans un de ses récents discours, tirait déjà la conclusion suivante : si cela arrive, il n'y a qu'une issue : la dictature du prolétariat. Et je veux dire au nom du bloc national que si cela arrive, on n'ira pas fatalement à la dictature du prolétariat, parce que l'Espagne pourra se sauver aussi avec une formule d'État corporatif et autoritaire. (*Applaudissements et protestations.*)

SEANCE NOCTURNE

On se réunit à 11 h. 30.

M. Llopès, au nom des socialistes, déclare qu'ils ont signé la motion de confiance au gouvernement parce qu'ils estiment, qu'il respecte jusqu'à présent le pacte du Front populaire et parce qu'ils espèrent qu'il continuera.

Il repousse la responsabilité qu'on a jetée sur les partis ouvriers, de ce qui s'est passé en Espagne depuis le 16 février jusqu'à maintenant. **Les événements qui se sont passés sont dus aux provocations des droites**, telles que les attentats contre MM. Jimenez Asua et Largo Caballero ; provocations de même type à Madrid et dans toute l'Espagne. Il cite quelques cas, entre autres celui arrivé dans un village de Guadalajara ; les gauches réprimant les droites, faisant un grand scandale.

Il est exact qu'on a brûlé des églises, mais cela ne nous intéresse pas. L'Église a été belligérante dans cette lutte ; dans les églises et dans les couvents brûlés on a trouvé des documents qui révèlent son intervention dans la lutte électorale. Elle a joué et elle a perdu.

Nous expliquons ce qui s'est passé. Nous n'avons aucun motif pour nous solidariser avec la sédition, la révolte et les actes de violence ; mais nous devons dire que tout a été la réplique aux provocations des droites.

Il faut en arriver au désarmement des droites. (*Rires parmi les droites et des voix disent : et les gauches. Protestations.*)

Nous voulons que l'on désarme les droites et que l'on agisse avec énergie sur les provocateurs. Nous voulons qu'on républicanise les corps chargés de l'ordre, la justice, les fonctionnaires publics. Nous voulons que le programme du Front populaire s'accomplisse.

Tant que le gouvernement accomplit ce pacte, nous n'avons rien à lui objecter.

M. Diaz Ramos (communiste) dit que les droites doivent rendre compte au peuple de la répression cruelle d'octobre et, par conséquent, ne doivent pas détourner l'attention du pays, en commentant la situation de l'ordre public. Jusqu'à ce que nous ayons obtenu leur responsabilité nous ne reculerons pas ; que M. Gil Robles le sache, lui qui se retire à l'heure des responsabilités comme tous les lâches. (*Les droites le réprimandent et le Président lui demande d'être plus courtois.*)

M. Gil Robles disait d'une manière pathétique que devant la situation qu'on peut créer en Espagne, il était préférable de mourir dans la rue, que de je ne sais quelle manière. Je ne sais pas comment mourra M. Gil Robles.

Un Député. — Au gibet. (*Grandes protestations.*)

M. Diaz Ramos. — Mais je sais comment sont morts le sergent Vazquez, Arguelles et d'autres camarades pour la défense de la République et par

ordre du gouvernement dont M. Gil Robles faisait partie. Je ne peux pas affirmer... (*Les dernières paroles produisent de grandes protestations.*)

Le Président. — Monsieur Diaz Ramos, je prie votre Seigneurie qu'elle tienne compte que tout peut être dit en respectant le Parlement, et sans provoquer de conflits à la Chambre. (*Nouvelles et énergiques protestations.*)

Je demande à votre Seigneurie qu'elle soit prudente dans ses expressions (*les protestations continuent et durent un long moment*). Un peu d'ordre, messieurs les Députés.

M. Calvo Sotelo. — On vient de faire une provocation à l'assassinat.

M. Ceballos. — C'est provoquer l'assassinat et on ne peut le tolérer. (*Les protestations et contre-protestations persistent; le Président réclame l'ordre.*)

Le Président. — Ces paroles ne figureront pas dans le *Journal des séances*.

M. Ortiz de Solorzano. — Il faut se rétracter.

Un Député. — C'est déjà mal qu'ils assassinent, mais qu'en plus ils l'annoncent. (*Protestations et contre-protestations continuent.*)

M. Diaz Ramos. — Et après... (*De très violentes protestations; beaucoup de Députés prononcent des paroles qui ne s'entendent pas. Le Président réclame l'ordre constamment, les protestations et contre-protestations continuent pendant un long moment.*)

M^{me} Ibarruri. — Si cela vous ennuie nous...

M. Thomas Alvarez. — Ceux de Carballin se lèveront.

M. Gil Robles. — Prenez garde, je ne suis pas un assassin comme vous. (*Grandes protestations; à la tribune de la Presse, plusieurs journalistes se lèvent et prononcent des paroles qui ne s'entendent pas; grandes protestations. Entre plusieurs Députés s'échangent des imprécations et des phrases qu'il n'est pas possible d'entendre.*)

Le Président. — Un peu d'ordre dans la tribune de la Presse, un peu d'ordre messieurs les Députés. (*M. Gonzalez Pena abandonne son banc d'un air furieux, provoquant un léger incident.*)

Plusieurs Députés. — « Vive les Asturies ! » « Vive Sirval ! »

Le Président. — Je prie messieurs les Députés de s'asseoir et monsieur Diaz Ramos de terminer son discours.

M. Gonzalez Pena. — Nous ne sommes pas des assassins. (*Grandes rumeurs.*)

M. Thomas Alvarez. — Nous t'emmènerons à Carballino. (*Assassins, criminels; applaudissements dans les minorités socialistes et communales; protestations.*)

Le Président. — Un peu d'ordre, messieurs les Députés, continuez monsieur Diaz Ramos.

M. Diaz Ramos. — Je vais lire quelques paragraphes. (*M. Calvo Sotelo prononce des paroles qui ne s'entendent pas; entre plusieurs Députés s'échangent des phrases qui ne s'entendent pas. La Présidence réclame l'ordre.*)

.....
M. Diaz Ramos termine en disant que le parti communiste votera la confiance au gouvernement.

La séance fut levée à 2 h. 25 du matin.

APPENDICE II

MOSCOU EN ESPAGNE (Documents officiels du gouvernement portugais)

« Le communisme livre actuellement dans la péninsule ibérique une formidable bataille dont dépendra le sort de l'Europe. »

Le président SALAZAR.

Le Portugal vient de publier des documents diplomatiques et des notes officieuses se rapportant à la guerre d'Espagne. Ce dossier historique est d'une grande importance, car il se rapporte à des événements d'une telle gravité qu'ils constituent l'une des plus grandes préoccupations de la vie internationale.

Rappelons en quelques mots l'histoire du Portugal qui de 1908, date de l'assassinat de Don Carlos, à 1926, fut secoué régulièrement par des convulsions révolutionnaires dirigées et soutenues par la F. F. M. L'œuvre de redressement commença grâce au général Carmona, président de la République, et au Dr Oliveira Salazar, ministre des Finances, puis président du Conseil. En quelques années ces deux hommes réta-

blirent l'ordre, assainirent les finances et rendirent au Portugal sa dignité et son ancien lustre. Il est regrettable que cette expérience heureuse d'un gouvernement de droite ait été si longtemps ignorée ou passée sous silence (1).

Salazar, maître du gouvernement, fort de l'appui du peuple, appelé le « saint laïque » et le « dictateur sans violence » fut, dès le début, particulièrement attaqué par les forces révolutionnaires acharnées à reconquérir le Portugal. A différentes reprises leur essais ont échoué. Mais depuis la guerre civile d'Espagne il semble qu'une pression plus forte ait été exercée par les éléments extrémistes. Il s'agit de détruire l'œuvre de Salazar et d'étendre la révolution à toute la péninsule ibérique. C'est ainsi qu'en septembre dernier il y eut une mutinerie sur les bateaux de guerre; ordre fut immédiatement donné aux forts d'ouvrir le feu sur eux jusqu'à reddition. Ils furent rapidement mis à la raison et le complot avorta. En janvier encore des bombes explosèrent dans les principaux ministères et ambassades de Lisbonne. Grâce à la police l'affaire n'eut pas d'autre suite et l'on découvrit qu'il s'agissait d'étrangers.

Finalement Salazar échappa de justesse à un attentat.

Laissons parler le Dr Oliveira Salazar, la clarté de son exposé se passant de tout commentaire.

« ...Si l'humanité a connu des guerres de simple intérêt dynastique, des guerres de caractère écono-

(1) Pour connaître dans ses détails l'œuvre de redressement portugaise, se reporter à l'ouvrage de Léon de PONCINS : *Le Portugal renait*. Paris, Beauchesne, 1936, 1 volume : 18 francs.

mique ou colonial, elle a aussi dans le déroulement des siècles traversé des cycles de luttes idéologiques ; telles furent les guerres religieuses nées de la Réforme, puis celles du ^{xix}^e siècle issues de la Révolution et enfin les guerres sociales de notre siècle.

« Nous assistons aujourd'hui à des guerres de ce genre et quand bien même elles ne déborderaient pas des pays où elles sévissent, les autres nations subissent des réactions venant de l'extérieur et le résultat de ces luttes se répercutera sur la vie des peuples. Nous en avons sous les yeux des exemples criants.

« **Le communisme livre dans la péninsule une formidable bataille dont dépendra le sort de l'Europe.** C'est la première raison pour laquelle les idéologies s'intéressent à la lutte et tendent d'y intervenir dans la mesure où chaque État le permet.

« La seconde raison, c'est que pour le communisme ibérique la transformation politique du Portugal qui rendrait vulnérable l'arrière de l'armée nationaliste espagnole, lui serait plus utile qu'un chargement d'armes et de munitions. Dans ce dernier cas serait-il aussi intéressant que nous donnions notre adhésion, à l'engagement de non-intervention ?

« Le nœud de l'affaire c'est que le Portugal, pays d'ordre social et d'autorité, se trouve sous le coup de campagnes de journaux. C'est ainsi qu'à propos de nous on parle simultanément dans les milieux extrémistes de l'Europe, de la vente de nos colonies, de la cession de bases maritimes, d'un changement d'axe de notre politique traditionnelle, d'argent suspect, de conspirations actives et de compromis entre gens qu'on n'aurait vraisemblablement pu croire si unis. Ceux qui ne perdent pas de vue les deux points exposés ci-dessus pourront comprendre tout un important facteur de la politique européenne

actuelle et orienter l'action à l'intérieur de leurs frontières.

« Trop souvent, peut-être, on a l'air de nous placer dans l'alternative de prendre un chemin déterminé ou d'endosser la responsabilité de l'écroulement du monde. Nous ne croyons pas qu'en général les choses puissent se passer avec tant de simplicité et avec des risques d'un aussi grand danger ; en tout cas nous ne voulons pas nous opposer à de bonnes ententes, chaque fois qu'il nous sera permis d'agir sans léser aucun des hauts principes moraux, et qu'on nous permettra de prendre en considération les intérêts vitaux de notre pays. Nous ne pouvons en rien les sacrifier pour la bonne raison que le malheur du monde nous serait d'autant plus secondaire que nous n'existerions plus pour porter notre part du fardeau. »

Faisant allusion aux mutineries de la flotte que nous avons déjà signalées Salazar dit :

« Au prix de la sueur du peuple avec une conscience joyeuse et claire du devoir, la construction de ces navires fut ordonnée. Scrupuleusement je les ai fait payer.

« Avec la même imperturbable sérénité j'ai ordonné qu'ils soient bombardés jusqu'à ce qu'ils se rendent ou qu'ils coulent. La raison de ma conduite qui s'élève au-dessus de tous les sentiments a été celle-ci : **Les navires de la marine portugaise peuvent être coulés, mais ils ne doivent pas hisser un autre pavillon que celui du Portugal.** Il est certain que l'on vient de gaspiller en un rien de temps le fruit de l'épargne de beaucoup de mois ; mais comment de telles considérations pourraient-elles nous

arrêter, quand l'honneur de la Nation est en jeu ?

« Nous sommes las de répéter à l'Europe que la **guerre civile espagnole, indépendamment de la volonté et des intentions des partis en conflit, est de toute évidence une lutte internationale sur un champ de bataille national**, et que de puissantes forces se développent dans tous les pays en vue d'obtenir, au moyen de mouvements intérieurs ou de prestations de travail et de matériel, des assistances mutuelles pour concourir au triomphe d'une idéologie que nous supposons ne pas être — ou du moins qui ne l'était pas il y a encore peu de temps celle du gouvernement officiel de Madrid. Seuls nous ont crus les pays qui ont déjà subi les inclémences du communisme ou qui possèdent des raisons précises et des motifs sérieux pour comprendre les dangers de la maladie. Puisqu'il nous fut possible, sans courir de trop grands risques, d'opposer un exemple caractéristique à certains sourires supérieurs, nous estimons que la chose en valait la peine.

« L'attitude soviétique au sein du Comité de Londres est la suite logique de sa politique d'intervention active dans la guerre civile d'Espagne. Le territoire portugais, il faut le répéter, le redire, pourrait se transformer en une très forte base d'opérations militaires contre les nationalistes espagnols. Si le gouvernement communiste parvenait à créer au Portugal un état révolutionnaire, il pourrait mener une série de graves attaques contre les nationalistes espagnols, en menaçant l'arrière de leurs armées qui alors se trouveraient probablement dans une situation très dangereuse. La ferme attitude du peuple et du gouvernement portugais a empêché l'exécution de cette forme directe d'intervention.

« C'est pourquoi, pendant qu'à l'intérieur du pays

les agents soviétiques travaillent en vue d'organiser la révolution — le public en a eu un triste exemple dans l'émeute qui éclata à bord de deux vaisseaux de guerre, — la Russie, par ses intrigues et par ses menaces, cherche à créer dans la vie internationale une atmosphère de méfiance envers le gouvernement portugais. Elle croit ainsi qu'elle ouvrira la route qui doit la conduire à la pleine réalisation de ses buts révolutionnaires dans la Péninsule ibérique, première étape d'ambitions impérialistes plus larges.

« **Au moyen de la guerre intérieure, les soviets veulent entraîner l'Europe dans la guerre extérieure. C'est leur dernier espoir.** Mais il faut que le gouvernement des soviets prenne l'entière responsabilité de son attitude.

« Le comité ayant résolu dans l'état actuel des choses « de ne pas demander au gouvernement portugais de prendre en considération les propositions présentées par le gouvernement bolcheviste » à propos de la nomination d'une commission d'enquête, nous ne présentons, pour le moment, ni suggestion ni proposition tendant à éviter, dans l'avenir, que les soviets violent constamment l'accord de non-intervention. Mais, dès qu'il le jugera utile, le gouvernement portugais se réserve le droit de donner, en ce sens, une suite à cette réponse.

« Le gouvernement soviétique a fait une large diffusion dans la presse aux propositions et accusations présentées contre le Portugal. Sans vouloir déroger à la règle du secret adoptée par le comité en ce qui concerne ses travaux, le gouvernement portugais estime que, en face de la publicité donnée aux accusations et propositions susmentionnées, il est dans son droit de publier également la présente réponse. »

Texte du document officiel portugais présenté au Comité de non-intervention montrant la main de la Russie dans la préparation et la direction de la guerre civile.

1. Les accusations que le gouvernement russe a portées contre le gouvernement portugais devant ce comité seraient à juste titre une cause d'étonnement, si, venant de la Russie, une audace pouvait encore surprendre. Le gouvernement russe a oublié qu'en cette matière, et peut-être pas seulement dans celle-ci, il ne pourrait figurer qu'à titre d'accusé, du fait que, d'abord dans la vie politique de l'Espagne, puis dans la guerre civile de maintenant, ses claires et nombreuses interventions ont été continues et très importantes.

On peut dire, sans aucune exagération, que ladite guerre est le fruit de l'influence soviétique en Espagne.

La Russie a préparé méthodiquement la révolution dont les premières manifestations violentes ont provoqué la réaction nationaliste. Moscou ne cachait pas son jeu. Il existe depuis longtemps dans un musée de la capitale de l'U. R. S. S. une salle consacrée à la future révolution communiste espagnole (v. Yvon Delbos. « L'expérience rouge », pp. 185 et 186). Grâce à son inlassable patience, la Russie a créé en Espagne une vaste organisation, richement pourvue de moyens de propagande et d'action. Plusieurs journaux ont d'ailleurs publié des nouvelles précises sur les préparatifs et les résultats obtenus. Dans chaque village du sud de l'Espagne, il existait déjà tout au moins une cellule locale bien armée et bien équipée, possédant :

a) Des instructions minutieuses pour le jour de la révolution ;

b) Un plan dressé par les techniciens compétents au sujet des destructions à réaliser par la dynamite ou par le feu, plan comportant aussi les points à attaquer ou à défendre ;

c) Et même de longues listes contenant les noms des personnes à assassiner. Il est curieux de remarquer qu'en tête de ces listes figurait fréquemment le nom du médecin du lieu.

Le gouvernement russe, qui a invoqué pour nous accuser des nouvelles parues dans des journaux d'un caractère politique accentué, n'aura pas lieu de s'étonner qu'on ait recours pour l'accuser, lui, non pas à des opinions générales ou à des indications vagues, mais à des faits cités avec précision par la presse.

Le Matin, journal français bien connu, annonçait dans son numéro du 22 mars dernier que, dans sa séance du 27 février de l'année courante, le Komintern s'était spécialement occupé de la « bolchevisation » de l'Espagne.

Cet organisme a envoyé dans la Péninsule, pour y diriger l'œuvre du communisme, deux techniciens qui sont en même temps des révolutionnaires connus : **Bela Kun** et **Losovski**. Il leur a donné de larges moyens financiers et il les a chargés de réaliser différents objectifs, par exemple :

a) D'obliger le Président de la République, M. Alcalá Zamora, à renoncer de lui-même à sa charge ;

b) D'établir un gouvernement dictatorial composé d'ouvriers et de paysans ;

c) De procéder à la confiscation des terres et à la nationalisation des lanques, des mines, des usines et des chemins de fer ;

- d) D'anéantir les partis bourgeois ;
- e) D'établir le régime de la terreur générale ;
- f) De créer des milices ouvrières ;
- g) De détruire les églises et les couvents ;
- h) De supprimer la presse bourgeoise ;
- i) De créer l'armée rouge espagnole ;
- j) De provoquer une guerre contre le Portugal, à titre d'expérience de guerre révolutionnaire.

L'agitateur Bela Kun et ses camarades Losovski, Janson, Riedal, Primao (ou Primakoff), Berzine et Neumann, arrivés à Barcelone au mois de mars, se mirent au travail sans délai. Une fois qu'ils eurent créé le comité militaire révolutionnaire, celui-ci s'attaqua immédiatement à la formation des cellules qui devaient servir de base à la future armée rouge. Quant au travail qui consistait à détruire la discipline dans l'armée et dans la marine, il fut grandement facilité par la complaisance des gouvernements. Voilà les faits publics. De grandes quantités d'armes russes commencèrent d'entrer en Espagne. C'est ainsi qu'au commencement de mars, le bateau soviétique « Neva » débarqua à Séville des dizaines de caisses de matériel de guerre et de produits chimiques destinés à l'empoisonnement de l'eau et des produits alimentaires. Vers la même époque le bateau russe « Jerek » débarqua à Algésiras une importante cargaison d'armes et de munitions.

Tout ce matériel fut distribué parmi les éléments communistes les plus actifs dans les provinces de Cadix, Séville, Badajoz, Cordoue, Cacerès et Jaen.

Tous ces faits ont été relatés avec des détails curieux dans la presse portugaise et dans la presse française.

A la vue de leur œuvre, les organisateurs de la révolution espagnole peuvent maintenant se repaître de satisfaction. **L'Espagne est une mer de sang.** Les richesses immenses, les chefs-d'œuvre que tout l'or du monde ne pourrait reconstituer, les reliques historiques qui formaient un patrimoine spirituel commun à beaucoup de pays ont été sacrifiées et sont perdus à jamais. Un grand nombre des plus hautes valeurs morales, artistiques et intellectuelles sont ensevelies dans le silence éternel de la mort.

Toutes les parties du programme, établi il y a quelques mois par le Komintern, ont été exécutées dans la contrée soumise au gouvernement de Madrid. Si elles ne l'ont pas été dans tout le pays, c'est que la réaction nationaliste ne l'a pas permis.

Du programme que nous avons reproduit plus haut, il ne manque plus que la guerre contre le Portugal, mais, comme on le voit, nous en sommes arrivés à l'ère des provocations : tout avait été prévu de loin et est exécuté avec méthode.

La réalisation du plan continue.

Ceci posé, y a-t-il encore quelqu'un qui puisse douter que la victoire du communisme en Espagne représenterait une sérieuse menace de guerre contre le Portugal, puisque cette guerre est en projet depuis si longtemps ?

2. La réaction de l'armée et du peuple espagnol a été si énergique, que les plans des soviets s'en trouvèrent bouleversés. Mais les soviets, qui ont préparé la révolution, ne veulent pas l'abandonner à son sort. Ils ont adhéré sans réserves à l'accord de non-intervention parce qu'ils croyaient leur victoire assurée; ils étaient d'ailleurs prêts à y travailler par

ailleurs autant qu'ils le pourraient. Toutefois ils n'avaient pas prévu que la volonté nationale leur barrerait la route : le peuple espagnol ne veut pas que l'Espagne devienne une colonie soviétique.

A l'approche de la déroute, la Russie, qui n'avait fait aucune opposition à la proposition française, s'est dressée à Genève contre la politique de non-intervention, qu'elle considère — a-t-elle déclaré — comme une « infraction aux règles du droit des gens » et comme une « décision injuste » (discours de M. Litvinof à la 17^e assemblée de la S. D. N., le 28 septembre 1936).

La non-intervention qui l'oblige maintenant à travailler en secret, à se camoufler, est devenue pour elle un obstacle, eh bien, elle le surmontera ! Elle veut agir librement, et lancer en plein jour dans le bûcher de la guerre : hommes, matériel et argent. **La Russie ne veut pas que l'Espagne échappe à son rêve d'hégémonie européenne par la révolution.** Elle sent que la défaite des gouvernements serait le signe de la sienne propre. Voilà pour quelle raison, elle veut que la première guerre intérieure préparée par elle, s'achève sur une victoire.

Pourquoi nous jeterions-nous mutuellement de la poudre aux yeux ? **La guerre civile d'Espagne est une guerre internationale, qui a été déclarée par la Russie.** « Le communisme » livre dans la Péninsule une formidable bataille, de l'issue de laquelle dépendra en grande partie le sort de l'Europe.

Le Portugal ne peut pas s'opposer, hors de son territoire, à l'invasion russe, mais il a le devoir de parler à tous les pays le langage qu'il croit être celui de la vérité, c'est-à-dire de leur montrer le danger

de certaines attitudes et de certaines complaisances. Cela est un cas de conscience pour mon gouvernement.

Je ne peux pas oublier en ce moment que plus utile pour le communisme que le chargement d'armes et de munitions destinées aux nationalistes serait la transformation politique du Portugal qui rendrait vulnérable l'arrière de toute l'armée espagnole. L'attitude de la Russie envers le Portugal n'est qu'un épisode de son intervention dans la guerre civile d'Espagne.

3. Cette intervention est démontrée tous les jours par des faits d'ordre politique et d'ordre militaire.

Le gouvernement de Madrid est dominé par un Russe : l'ambassadeur Rosenberg secondé par trois acolytes très capables et possédant à fond la science révolutionnaire : **Sokoline, Bondarenko et Winter.** Ce dernier est spécialiste des questions d'armement.

M. Rosenberg est l'esprit occulte du gouvernement (1). Il fut le seul diplomate présent à la prétendue ouverture du parlement réalisée récemment à Madrid. Il reçut alors des acclamations vibrantes de la minorité des députés présents à la séance.

A Madrid il prend part aux Conseils des ministres, — cas peut-être unique dans l'histoire diplomatique. L'un de ses tout premiers actes, après son arrivée dans la capitale espagnole, fut de réunir quelques membres du Komintern à ceux du Polit-Bureau espagnol. Au cours de cette réunion M. Largo Caballero fut choisi pour être le président du Conseil des

(1) Plusieurs des dirigeants bolchevistes en Espagne, tels Rosenberg, Bela Kun, Neumann sont juifs.

ministres. Le gouvernement Giral tomba tout de suite et M. Caballero s'empara du pouvoir.

M. Rosenberg a amené avec lui un personnel d'environ 140 hommes : agents soviétiques qui cherchent à imposer aux milices gouvernementales l'esprit de discipline et d'organisation qui leur fait défaut. Ils constituent une aide précieuse dans les moments de défaillance grave.

Le gouvernement de Barcelone est dominé par un autre Russe : le consul Antonof Avscenko, dont l'activité a été récemment décrite par le journaliste brésilien Villa Lobos : « Antonof, dit-il, reçoit tout l'armement qui entre en Espagne, puis il le distribue aux milices rouges. Très habile, très astucieux, il est parvenu à réaliser une union harmonique entre les anarchistes catalans, les communistes, les léninistes et le parti ouvrier de l'unification marxiste. » (V. « Diário de Noticias » du 17 octobre 1936.) Dernièrement Antonof avait à son service des agitateurs, virtuoses de leur art et au passé sanglant : Sibertzeff (ou Znammensky), Krause, Mintz (Tchaïkine) et Kolsky (ou Brannermann ou encore Federoff).

4. Dans l'ordre militaire l'influence russe est également prépondérante.

La haute direction des opérations et bien souvent la direction immédiate appartient à des officiers de Moscou. Par exemple deux des colonnes qui ont manœuvré devant Talavera étaient commandées par des officiers russes : Tcheaïdeff et Dimitrof. Les travaux de fortification et de défense de Madrid sont dirigés par des officiers étrangers — cela de l'aveu même du ministre de l'Intérieur du gouvernement de Madrid, d'après ce que « Radio Madrid » a diffusé le 12 octobre.

Au commencement de septembre quatre officiers supérieurs de l'armée soviétique sont arrivés à Barcelone. Dans l'aérodrome de Getafe on voyait, il n'y a pas longtemps, plusieurs dizaines d'aviateurs russes au travail.

Pendant le mois de septembre 55 officiers russes, chargés de différentes missions, surtout celle d'instruire les milices rouges, sont arrivés à Barcelone.

En Catalogne se trouvent de nombreuses batteries anti-aériennes, d'un modèle russe tout récent, manœuvrées par des spécialistes soviétiques.

Le gouvernement soviétique dirige les opérations militaires, et en ordonne l'exécution presque comme s'il s'agissait d'une guerre à lui. En vérité, ne peut-on pas dire que cette guerre est sa guerre? N'aurait-on pas raison d'affirmer que la guerre serait finie depuis longtemps, sans l'intervention que la Russie apporte contre la volonté de la grande majorité du peuple espagnol?

5. Les aides en matériel sont de tous les jours. Par exemple :

a) Dans les premiers jours de septembre sont arrivés à Alcala de Henares environ 40 avions russes pilotés par des aviateurs de la même nationalité.

Deux officiers soviétiques les avaient précédés à Alcala de Henares pour préparer logements, hangars, etc.

b) Le 7 septembre, 30 avions, dont 7 prêts à être utilisés avec leurs équipages, sont arrivés à Barcelone, par des charbonniers soviétiques.

c) De Barcelone sont partis vers Madrid,

dans la seconde quinzaine de septembre, 23 avions de chasse soviétique avec des équipages de nationalité russe.

d) Les bateaux russes « Colsona » et « Star bolchevique » ont transporté d'Odessa à Carthagène 50 chars d'assaut blindés et un grand nombre de camions. Aux officiers qui avaient apporté ce matériel un banquet fut offert à Carthagène.

e) Vers la mi-octobre se trouvaient à Carthagène plusieurs bateaux russes ayant du matériel de guerre à décharger.

f) Au commencement du mois d'octobre courant le bateau soviétique « Kuban » a déchargé à Alicante une grande quantité de matériel de guerre russe.

g) Le 10 octobre le bateau « Sam Mare » a débarqué à Alicante des tanks légers d'origine russe.

h) Le 14 octobre est entré à Barcelone le bateau russe « Nyrianin », qui avait du matériel de guerre à bord. Les autorités lui firent une réception chaleureuse.

i) Quelques jours après 30 avions russes destinés, disait-on, à la Croix Rouge, arrivèrent à Barcelone.

j) Au moment même où l'on écrit cette réponse le bateau soviétique « Heba » et le bateau mexicain « Jalisco » sont à Alicante où ils déchargent ouvertement une grande quantité de matériel de guerre d'origine russe; l'équipage de l'« Heba » a même été l'objet d'une manifestation populaire.

6. Les accusations de la Russie ne possèdent aucune valeur morale, du fait que ce pays viole constamment l'accord de non-intervention. Au surplus, ce qui l'intéresse c'est l'issue de la guerre et non pas le respect des stipulations qu'elle a signées.

Encore que dépourvues de valeur morale, les petites accusations formulées contre nous pourraient cependant représenter la vérité ; mais ce n'est pas le cas. Elles sont simplement l'écho de certaines rumeurs répandues à Lisbonne par des agents russes, naturellement et qu'on s'empresse de saisir avidement.

Par la suite et point par point le gouvernement portugais réfute toutes les accusations mensongères portées contre lui par les Soviets. — Notons en conclusion les paroles courageuses et le ton de la réponse officielle.

Le gouvernement portugais va répondre patiemment à ces accusations absurdes, mais il déclare qu'il le fait exclusivement par considération envers le comité.

Le gouvernement portugais n'a jamais reconnu la légitimité du gouvernement bolcheviste. Il n'a pas et ne veut pas avoir de relations avec cette autorité. Il ne lui reconnaît pas le droit de s'immiscer dans la vie portugaise ou de demander quoi que ce soit au gouvernement.

APPENDICE III

LETTRE COLLECTIVE
DES ÉVÊQUES ESPAGNOLS
à ceux du monde entier
à propos de la Guerre en Espagne

1. — RAISON DE CE DOCUMENT.

Les peuples catholiques se sont toujours aidés mutuellement dans les jours de tribulation, obéissant ainsi à la loi de charité et de fraternité qui joint dans un corps mystique tous ceux qui communient dans la pensée et l'amour de Jésus-Christ. Un des organes naturels de cet « échange » spirituel, ce sont les évêques, que le Saint-Esprit a chargés de régir l'Église de Dieu. L'Espagne, qui traverse une des plus grandes tribulations de son histoire, a reçu de nombreuses manifestations de sympathie et de condoléance de l'Épiscopat catholique étranger, dans des messages soit collectifs, soit émanés de nombre d'évêques en particulier. Et l'Église espagnole, si terriblement éprouvée dans ses membres : évêques et prêtres, et dans ses temples, veut aujourd'hui répondre par ce document collectif au grand mouve-

ment de compassion qui nous est parvenu de tous les endroits du monde.

Notre pays subit un profond bouleversement : ce n'est pas seulement une guerre civile des plus cruelles, et qui nous comble d'afflictions ; c'est une terrible secousse, qui ébranle jusqu'en ses fondements la vie sociale et met en danger notre existence même comme nation. Vous l'avez compris, Vénérables Frères, et « vos paroles et votre cœur se sont ouverts à nous », pouvons-nous dire avec l'Apôtre, en nous laissant voir les profondeurs de votre charité envers notre chère patrie. Que Dieu vous récompense !

Mais, en même temps que notre gratitude, Vénérables Frères, nous devons vous faire connaître notre douleur, causée par la méconnaissance de tout ce qui se passe réellement en Espagne. C'est un fait, et prouvé par une abondante documentation, que la pensée d'une grande partie de l'opinion étrangère ne coïncide pas avec ce qui a eu lieu réellement dans notre pays. Il se peut que les causes de cette erreur soient : l'esprit antichrétien, qui a vu dans la querelle de l'Espagne une partie décisive se jouant pour ou contre la religion de Jésus-Christ et la civilisation chrétienne ; le courant opposé de doctrines politiques qui prétendent à l'hégémonie du monde ; le travail tendancieux des forces occultes internationales ; enfin l'antipatrie, se servant de certains Espagnols égarés, qui se prévalent de leur qualité de catholiques, et ont ainsi causé un tort énorme à la véritable Espagne. Et ce qui nous fait le plus de chagrin, c'est qu'une grande partie de la presse étrangère ait contribué à cette « déviation » intellectuelle, qui pourrait

être funeste aux intérêts sacrés pour lesquels on lutte dans notre patrie.

Presque tous ceux d'entre nous, évêques qui signons cette lettre, nous avons essayé de donner, en son temps, la note juste sur la signification de la guerre. Nous remercions la presse catholique étrangère d'avoir admis l'exactitude de nos déclarations, et, par contre, nous regrettons que quelques journaux et revues, qui auraient dû être un exemple de respect et de soumission à la voix des Prélats de l'Église, l'aient combattue ou discutée.

Cela oblige l'Épiscopat espagnol à s'adresser collectivement à ses Frères du monde entier, dans le seul but de faire ressortir la vérité, obscurcie par légèreté ou par malice et afin qu'ils nous aident à la répandre. Il s'agit d'une question des plus graves, qui concerne, non pas les intérêts politiques d'une nation, mais les bases mêmes, les bases providentielles, de la vie sociale : la religion, la justice, l'autorité et la liberté des citoyens.

Nous remplissons ainsi, en même temps que notre métier pastoral — qui comporte avant tout le magistère de la vérité — un triple devoir de religion, de patriotisme et d'humanité. De religion, parce que, témoins des grandes prévarications et des héroïsmes qui ont eu pour théâtre notre pays, nous pouvons donner au monde des leçons et des exemples qui rentrent dans notre ministère épiscopal et qui seront profitables à tous. De patriotisme, parce que l'Évêque est le premier obligé à défendre le bon renom de sa patrie, « terra patrum », car ce sont nos ancêtres qui ont fait la nôtre aussi chrétienne qu'elle est, « engendrant leurs fils pour Jésus-Christ par la prédication de l'Évangile ». D'humanité, car, puisque Dieu a permis que notre pays fût un champ d'expérience pour les

idées et le systèmes qui aspirent à conquérir le monde, nous voudrions que le dommage restât limité à notre pays et que les autres nations échappassent à la ruine.

2. — NATURE DE CETTE LETTRE.

Ce document ne sera pas la démonstration d'une thèse, mais plutôt la simple exposition, à larges traits, des faits qui caractérisent notre guerre et lui donnent sa physionomie historique. **La guerre de l'Espagne est le résultat de la lutte de deux idéologies inconciliables; même à son origine se trouvent engagées les plus graves questions d'ordre moral, juridique, religieux et historique.** Il serait facile de développer les points fondamentaux de doctrine appliquée à notre moment actuel. Cela a déjà été fait, copieusement, même par quelques-uns des Vénérables Frères signataires de cette Lettre. Mais nous vivons à une époque de positivisme calculateur et froid et, surtout quand il s'agit d'événements aussi historiques que ceux qui se sont produits dans cette guerre, ce qu'on désire — on nous l'a demandé cent fois de l'étranger — ce sont des faits pris sur le vif, qui, par affirmation ou par opposition, donnent une note de vérité simple et juste.

C'est pourquoi cet Écrit présente un caractère affirmatif et catégorique d'ordre empirique. Et cela à deux points de vue : celui du jugement que nous formulons solidairement sur l'interprétation légitime des faits, et celui d'une affirmation « per oppositum », par quoi nous détruisons, en toute charité, les fausses allégations ou les interprétations

déformées au moyen desquelles on a falsifié l'histoire de cette année de la vie d'Espagne.

3. — NOTRE POSITION DEVANT LA GUERRE.

Qu'on sache, avant tout, ceci (puisque la guerre a pu être prévue dès qu'on attaqua avec violence et sans aucune mesure l'esprit national) : l'Épiscopat espagnol a donné, depuis 1931 jusqu'à présent, les exemples les plus élevés de prudence apostolique et civique. Se conformant à la tradition de l'Église et suivant les règles dictées par le Saint-Siège, il se rangea résolument du côté des pouvoirs constitués, avec lesquels il s'efforça de collaborer pour le bien commun. Et malgré les offenses répétées faites aux personnes, aux choses et aux droits de l'Église, il persista dans son ferme propos de ne pas troubler le régime de concorde établi auparavant. « Etiam dyscolis » : Aux vexations nous avons toujours répondu par l'exemple de l'humble soumission, dans tous les cas où cela nous était possible ; par des protestations graves, raisonnées et apostoliques quand c'était notre devoir ; et en exhortant sincèrement et souvent nos ouailles à la soumission légitime, à la prière, à la patience et à la paix. Et le peuple catholique nous a suivis ; ce qui prouve que notre intervention est un facteur efficace de concorde nationale dans les moments de profonde commotion sociale et politique.

Lorsque la guerre éclata, nous l'avons déploré plus que personne, parce qu'elle est toujours un mal des plus graves, bien rarement compensé par un bien problématique, et parce que notre mission est toute de réconciliation et de paix ; « Et in terra pax »,

Dès son commencement nous avons prié le ciel pour qu'elle cessât. Et, à cette heure, nous répétons les paroles de Pie XI, prononcées en un moment où la défiance mutuelle des grandes puissances risquait de déchaîner la guerre sur l'Europe : « Nous invoquons la paix, nous bénissons la paix, nous prions pour la paix. » Dieu nous est témoin des efforts que nous avons faits pour réduire les dégâts qui en sont toujours la conséquence.

A nos vœux de paix nous joignons notre pardon généreux pour nos persécuteurs, et nos sentiments de charité pour tous. Et nous répétons sur les champs de bataille, et à nos fils de l'une et l'autre faction, la parole de l'Apôtre : « Le Seigneur sait combien nous vous aimons tous en Jésus-Christ. »

Mais la paix est la « tranquillité de l'ordre, divin, national, social et individuel, qui assure à chacun sa place et lui donne ce qui lui est dû, en plaçant la gloire de Dieu au sommet de tous les devoirs et en faisant dériver de son amour le service fraternel de tous ». Et tels sont la condition humaine et l'ordre de la Providence (rien jusqu'ici n'a pu s'y substituer), que la guerre, quoique un des plus terribles fléaux de l'humanité, est quelquefois le remède héroïque, le seul possible, pour ramener les choses dans l'ordre de la justice et dans le royaume de la paix. C'est pour cela que l'Église, tout en étant la fille du Prince de la Paix, bénit les emblèmes de la guerre, et qu'elle a fondé les Ordres militaires et organisé les Croisades contre les ennemis de la foi.

Ce n'est pas notre cas. L'Église n'a pas voulu cette guerre, et elle ne l'a pas du tout cherchée, et nous ne croyons pas nécessaire de défendre l'Église d'Es-

pagne des accusations de belligérance portées contre elle par certains journaux étrangers. Il est exact que des milliers de ses fils, obéissant aux injonctions de leur conscience et de leur patriotisme et sous leur responsabilité personnelle, aient pris les armes pour sauver les principes de religion et de justice chrétienne qui avaient, séculairement, formé la Nation ; mais ceux qui l'accusent d'avoir provoqué cette guerre ou d'avoir conspiré en sa faveur, ou même seulement de n'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour l'éviter, ceux-là méconnaissent ou falsifient la vérité.

Telle est la position de l'Épiscopat espagnol, de l'Église espagnole, devant la guerre actuelle. On la vexa et on la persécuta bien avant le début des hostilités ; elle a été la principale victime de la furie d'une des factions combattantes ; et elle n'a pas cessé de travailler, par ses prières, par ses exhortations, et de toute son influence, à limiter ses dommages et à abrégier les jours d'épreuve.

Et si, aujourd'hui, nous rendons collectivement notre verdict sur la question si complexe de la guerre en Espagne, c'est pour deux raisons. D'abord, parce que, même si la guerre n'avait eu qu'un caractère politique ou social, sa répercussion dans l'ordre religieux a été si grave et il est apparu si clairement, dès le début, **qu'une des deux factions belligérantes tendait à éliminer la religion catholique en Espagne**, que nous autres, Évêques catholiques, nous ne pouvions rester passifs sans abandonner les intérêts de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et sans mériter le terrible sobriquet de « canes muti », dont le prophète flétrit ceux qui, ayant l'obligation de parler, se taisent devant l'injustice. Ensuite parce que l'attitude devant la guerre de l'Église espagnole,

c'est-à-dire de l'Épiscopat espagnol, a été interprétée fausement à l'étranger. Un homme politique des plus notoires, écrivant dans une revue étrangère, ne l'attribue rien moins qu'à l'aveuglement des Archevêques espagnols, vieillards qui, selon lui, doivent tout ce qu'ils sont au régime monarchique et qui auraient entraîné les autres Évêques, pour des raisons de discipline et d'obéissance, dans un sens favorable au mouvement national ; d'autres nous accusent d'être téméraires, en exposant aux hasards d'un régime absorbant et tyrannique l'ordre spirituel de l'Église dont cependant nous sommes obligés de défendre l'indépendance.

Eh bien ! non ; cette indépendance, nous la réclamons, avant tout, pour l'exercice de notre ministère ; c'est d'elle que découlent toutes les libertés que nous revendiquons pour l'Église. C'est en vertu de cette indépendance que nous ne nous sommes attachés à personne — individus, pouvoirs ou institutions — quelque gratitude que nous gardions à ceux qui nous ont protégés contre l'ennemi qui voulait nous perdre ; et nous sommes prêts à collaborer, comme Évêques et comme Espagnols, avec ceux qui s'efforcent de restaurer en Espagne un régime de paix et de justice. Aucun pouvoir politique ne pourra prétendre que nous nous soyons, à aucun moment, départis de cette ligne de conduite.

4. — LES CINQ ANNÉES QUI ONT PRÉCÉDÉ LA GUERRE.

Nous affirmons avant tout que cette guerre a été occasionnée par l'imprudence et les erreurs, sinon par la malice ou la lâcheté, de ceux qui

auraient pu l'éviter en gouvernant la nation selon la justice.

Laissons à part d'autres causes de moindre efficacité : ce sont les législateurs de 1931 et ensuite le pouvoir exécutif de l'Etat avec ses pratiques de gouvernement, qui dévoyèrent brusquement notre histoire dans un sens tout à fait contraire à la nature et aux besoins de l'esprit national, en particulier par rapport au sentiment religieux prévalant dans le pays. La Constitution et les lois laïques qui interprétèrent son esprit constituaient une attaque violente et continue contre la conscience nationale. Les droits de Dieu étant annulés et l'Eglise persécutée, notre société était affaiblie, légalement, en ce que sa vie a d'essentiel, c'est-à-dire la religion. Le peuple espagnol, qui, dans sa majorité, gardait vivante la foi de ses ancêtres, endura, avec une admirable patience, les outrages répétés imposés à sa conscience par des lois iniques ; mais l'audace de ses gouvernants avait placé dans son âme, avec l'offense, un germe de répudiation et de protestation contre un pouvoir social capable d'attenter à la justice la plus fondamentale : celle qu'on doit à Dieu et à la conscience des citoyens.

En même temps, l'autorité abandonnait ses pouvoirs à la populace, dans de nombreuses et graves occasions. L'incendie des temples à Madrid et dans les provinces en mai 1931, les révoltes du mois d'octobre 1934, spécialement en Catalogne et aux Asturies, où l'anarchie régna pendant deux semaines ; la période turbulente qui va de février à juillet 1936, pendant laquelle furent détruites ou profanées 411 églises et furent commis environ 3.000 graves attentats

d'ordre politique et social, présageaient la ruine totale de l'autorité publique, qu'on a vu souvent céder à la force des pouvoirs occultes qui surveillaient son fonctionnement.

Notre régime politique de liberté démocratique fut ébranlé par les procédés arbitraires de l'autorité de l'Etat et par la coaction gouvernementale qui faussa la volonté populaire, en montant une machine politique contre la majorité de la nation, de sorte que, aux élections parlementaires du mois de février 1936 et avec plus d'un demi-million de voix de majorité sur les gauches, les droites obtinrent 118 députés de moins que le Front populaire ; et cela parce qu'on avait annulé arbitrairement les votes de provinces entières. Ainsi fut viciée dès son origine, la légitimité du Parlement.

Et, à mesure que notre peuple se décomposait par le relâchement des liens sociaux, que notre économie était saignée à blanc, que s'altérait sans aucune raison le rythme du travail et que s'affaiblissait sourdement la force des institutions de défense sociale, un autre peuple puissant, la Russie, influençant les communistes d'ici par le théâtre et le cinéma, par ses coutumes et ses rites exotiques, par la fascination intellectuelle et la subornation matérielle, préparait l'esprit populaire pour l'éclatement de la révolution, dont on pouvait désigner la date presque à coup sûr.

Le 27 février 1936, et à l'occasion du triomphe du Front populaire, le *Komintern* décrétait la révolution espagnole et la finançait au moyen de sommes exorbitantes. Le 1^{er} mai suivant, des centaines de jeunes gens réclamaient publiquement à Madrid « des bombes, des pistolets, de la poudre et de la dynamite pour la prochaine révolution ». Le

16 du même mois, le représentant de l'U. R. S. S. se réunissait à la Maison du Peuple à Valence, avec des délégués espagnols de la troisième Internationale, et voici le neuvième de leurs accords : « Charger l'un des secteurs de Madrid (désigné par le n° 25 et composé de policiers en activité), d'éliminer les personnages politiques et militaires destinés à jouer un rôle intéressant dans la contre-révolution ». Pendant ce temps, de Madrid jusqu'aux villages les plus éloignés, les milices révolutionnaires recevaient l'instruction militaire et on les armait abondamment, tant et si bien qu'au moment où éclata la guerre, ils comptaient 150.000 soldats d'assaut et 100.000 de choc.

Il se peut, Vénérables Frères, que l'énumération de ces faits vous paraisse indigne d'un document épiscopal. Nous avons néanmoins tenu à la substituer aux raisons de droit politique qui pouvaient justifier un mouvement national de résistance. Sans Dieu, qui doit être à la base et au sommet de la vie sociale ; et sans l'autorité, que rien ne peut remplacer dans ses fonctions de créatrice de l'ordre et de conservatrice du droit civil ; et, d'autre part, avec la force matérielle au service des sans-Dieu et des sans-conscience, manœuvrés par des agents puissants d'espèce internationale, il était fatal que l'Espagne glissât vers l'anarchie, qui est le contraire du bien commun, de la justice et de l'ordre social. C'est à ce degré qu'en sont tombées les régions espagnoles où la révolution marxiste a suivi son cours normal.

Voilà les faits. Confrontez-les avec la doctrine de saint Thomas sur la légitime défense par la force et soyez juges. Personne ne peut nier qu'au moment où le conflit éclata, l'existence même du bien commun — la religion, la justice, la paix — était gra-

vement compromise ; et que l'ensemble des autorités sociales, et des hommes prudents qui constituent le peuple dans son organisation naturelle et dans ses meilleurs éléments, reconnaissaient le péril public. Quant à la troisième condition, que requiert le docteur Angélique, c'est-à-dire la conviction des hommes prudents sur la probabilité du triomphe, nous laisserons l'histoire en juger ; les faits, jusqu'à présent, ne la contredisent pas.

Répondons ici à une objection qu'une revue étrangère fait au sujet des prêtres assassinés, et qu'on pourrait étendre à toutes les victimes de cet immense bouleversement social que subit l'Espagne. Elle peut ainsi se résumer : si le soulèvement ne s'était pas produit, la paix publique n'aurait pas été altérée : « Malgré les désordres commis par les Rouges, lisons-nous, il est indéniable que, si Franco ne s'était pas révolté, les centaines ou les milliers de prêtres qui ont été assassinés auraient conservé la vie et continué à faire œuvre de Dieu dans les âmes. » Nous ne pouvons souscrire à cette affirmation, ayant été témoins de la situation de l'Espagne au début du conflit. La vérité, c'est tout le contraire ; c'est une chose prouvée au point de vue documentaire que, dans le projet minutieux de la révolution marxiste qui se préparait et qui allait éclater dans tout le pays, si dans une grande partie de celui-ci le mouvement civico-militaire ne l'eut empêchée à temps, l'extermination du Clergé catholique, et celle des gens de droite les plus en vue, était ordonnée, ainsi que la soviétisation des industries et l'instauration du communisme. C'est en janvier dernier qu'un dirigeant anarchiste déclarait au monde, par la radio : « On doit dire les choses telles qu'elles sont et la

vérité n'est pas autre que celle-ci : les militaires nous ont devancés pour nous empêcher de déchaîner la révolution. '

Il reste donc acquis, comme première affirmation de cet écrit, que cinq ans d'outrages continuels aux sujets espagnols dans l'ordre religieux et social avaient mis en danger l'existence même du bien public et produit une tension énorme dans l'esprit du peuple espagnol; qu'une fois épuisés les moyens légaux, l'idée était entrée dans la conscience nationale qu'il n'y avait plus de recours qu'en la force pour maintenir l'ordre et la paix; que des pouvoirs étrangers à l'autorité tenue pour légitime avaient décidé de renverser l'ordre constitué et d'instaurer le communisme par la violence; et enfin que, de par la logique fatale des faits, l'Espagne n'avait que cette alternative : ou périr sous l'assaut définitif du communisme destructeur, déjà préparé et décrété, comme cela est arrivé dans les régions où le mouvement national n'a pas triomphé, ou tâcher, dans un effort titanesque, de se débarrasser de ce redoutable ennemi et de sauver les principes fondamentaux de sa vie sociale et de ses caractéristiques nationales.

5. — LE SOULÈVEMENT MILITAIRE ET LA RÉVOLUTION COMMUNISTE.

Le 18 juillet de l'année passée eut lieu le soulèvement militaire et éclata la guerre qui dure encore. Mais remarquez bien tout d'abord que le soulèvement militaire ne se produisit pas seul. Dès le début, s'y adjoignit la collaboration d'un peuple sain, qui s'incorpora en grandes

masses au mouvement; c'est pour cela qu'il convient de l'appeler : civico-militaire; c'est aussi pour cela que ce mouvement et la révolution communiste sont deux faits qui ne peuvent pas être séparés, si l'on veut juger comme il se doit la nature de la guerre. Coïncidant tous deux, à peu près, au vrai moment initial du choc, ils marquent, dès le commencement, la profonde division des deux Espagnes qui vont s'affronter sur les champs de bataille.

Il y a plus : le mouvement ne se produisit pas sans que ceux qui en avaient pris l'initiative eussent préalablement intimé aux pouvoirs publics de s'opposer par les moyens légaux à la révolution marxiste imminente. La tentative fut inefficace et le conflit éclata. Dès le premier jour les forces civico-militaires se rencontrèrent, non pas tant avec l'armée gouvernementale qui essaya de les réduire, qu'avec la furie déchaînée des milices populaires qui, spéculant sur tout au moins la passivité du gouvernement, s'intégrèrent dans les cadres officiels de l'armée, utilisèrent, outre celui qu'elles possédaient illégalement, l'armement des dépôts militaires de l'État, et se ruèrent comme une avalanche contre tout ce qui constitue un soutien dans la société.

Telle est la caractéristique de la réaction opérée dans le camp gouvernemental contre le soulèvement civico-militaire. C'est, indiscutablement, une contre-attaque de la part des éléments fidèles au gouvernement; mais c'est *avant tout* une lutte en association avec les forces anarchistes qui s'étaient unies à eux et avec lesquelles ils lutteront jusqu'au bout de la guerre. La Russie, tout le monde le sait, s'est « greffée » sur l'armée gouvernementale, elle s'est insinuée dans son commandement et,

tout en conservant l'apparence d'un gouvernement de « Front populaire », elle a marché à fond pour l'instauration du régime communiste par le renversement de l'ordre social établi. Si l'on veut juger de la légitimité du mouvement national, il ne faut pas oublier l'intervention, dans le camp adverse, de ces « milices anarchistes incontrôlables » (selon le mot d'un ministre du gouvernement de Madrid), dont le pouvoir a prévalu sur la nation.

Et parce que Dieu est le fondement essentiel d'une société bien ordonnée — il l'était au moins de la nation espagnole — la révolution communiste, alliée des armées du gouvernement, fut surtout antidiwine. Ainsi se fermait le cycle de la législation laïque de la Constitution de 1931 : par la destruction de tout ce qui était chose de Dieu. Nous laissons à part, bien entendu, toute intervention personnelle de ceux qui n'ont pas agi consciemment sous ce signe ; nous traçons seulement la ligne générale des faits.

C'est pour cela qu'il s'est produit dans l'âme nationale une réaction d'ordre religieux, correspondant à l'action nihiliste et destructive des « sans Dieu ». Et l'Espagne est restée partagée en deux grandes factions militantes. Chacune d'elles fut comme l'aimant de chacune des deux tendances, profondément populaires. Et, les entourant et collaborant avec elles, les forces opposées qui divisaient la nation se polarisèrent, sous forme de milices volontaires, d'aides et de services d'arrière-garde.

La guerre est donc comme un plébiscite armé. La lutte à blanc des comices du mois de février 1936, pendant laquelle le manque de conscience politique

du gouvernement national accorda arbitrairement aux forces révolutionnaires un triomphe qu'elles n'avaient pas obtenu par les urnes, se transforma. Elle devint une lutte civico-militaire. Querelle cruelle d'un peuple partagé en deux : d'un côté la tendance spirituelle, chez les révoltés, accourus à la défense de l'ordre, de la paix sociale, de la civilisation traditionnelle, de la patrie et très visiblement, dans un grand secteur, à celle de la religion ; et de l'autre côté la tendance matérialiste, disons marxiste, communiste ou anarchiste, qui veut remplacer la vieille civilisation de l'Espagne, avec tous ses facteurs, par la nouvelle « civilisation » des Soviets russes.

Les complications ultérieures de la guerre n'ont modifié qu'accidentellement son caractère : l'internationalisme communiste est accouru sur le territoire espagnol, au secours de l'armée du peuple marxistes ; de même que, par un réflexe naturel de défense et pour des considérations de caractère international, des armes et des hommes d'autres pays étrangers sont venus aider l'Espagne traditionnelle. Mais les noyaux nationaux restent pareils, quoique la lutte, pourtant profondément populaire, soit arrivée à revêtir un caractère international.

C'est pour cela que des observateurs perspicaces ont pu écrire des phrases de ce genre concernant notre guerre : « C'est une course de vitesse entre le bolchevisme et la civilisation chrétienne. » « Une nouvelle étape et peut-être décisive dans la lutte entamée entre la Révolution et l'Ordre. » « Une lutte internationale sur un champ de bataille national ; le communisme livre dans la Péninsule une formidable bataille, dont dépend le sort de l'Europe. »

Nous n'avons tracé ici qu'une esquisse historique, d'où l'on peut déduire cette affirmation : le soulèvement civico-militaire fut, à l'origine, un mouvement national de défense des principes fondamentaux de toute société civilisée; dans son développement, il l'a été contre l'anarchie en coalition avec les forces d'un gouvernement qui n'a ni su ni voulu soutenir ces principes-là.

On peut tirer de cette affirmation les quatre conclusions suivantes :

Premièrement : L'Église, malgré son esprit de paix et quoiqu'elle n'ait voulu ni provoquer la guerre, ni même y collaborer, ne pouvait pas rester indifférente à la lutte : sa doctrine et son esprit, son instinct de conservation, et l'expérience faite en Russie, tout le lui interdisait. D'un côté, on abolissait Dieu, dont l'œuvre doit être réalisée dans le monde par Elle, et on lui causait en ses personnes, en ses biens et en ses droits, un dommage immense, comme peut-être aucune institution dans l'histoire n'en a éprouvé; de l'autre, en dépit de défauts propres à toute chose humaine, il y avait cet effort pour la conservation du vieil esprit espagnol et chrétien.

Deuxièmement : L'Église, néanmoins, ne s'est pas rendue solidaire des actes, des tendances ou des intentions qui, dans le présent comme l'avenir, pourraient défigurer la noble physionomie du mouvement national dans son origine, ses manifestations et ses buts.

Troisièmement : Nous affirmons que le soulèvement civico-militaire plonge au fond de la conscience populaire une double racine : celle du patriotisme qui a vu en lui l'unique façon de réveiller l'Espagne et d'éviter sa ruine définitive; et celle du sentiment

religieux, qui le considère comme la force capable de réduire à l'impuissance les ennemis de Dieu et comme la garantie de la continuité de sa foi et de la pratique de sa religion.

Quatrièmement : Pour le moment, il n'y a pour l'Espagne aucun autre espoir de reconquérir la justice et la paix, et les biens qui en découlent, que le triomphe du mouvement national. Peut-être aujourd'hui moins encore qu'au commencement de la guerre, parce que la faction contraire, malgré tous les efforts de ses hommes de gouvernement, n'offre aucune garantie de stabilité politique et sociale.

6. — CARACTÈRES DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE.

La révolution communiste espagnole étant déclarée, il convient de fixer ses caractères. Nous nous bornerons aux affirmations suivantes, déduites de l'étude de faits rigoureusement établis, dont certains sont garantis par les descriptions et les écrits que nous avons sous les yeux. Il nous semble difficile d'en trouver d'aussi autorisées que celles qui nous viennent des provinces libérées de la domination communiste. Il reste encore au pouvoir de l'armée rouge, totalement ou en partie, plusieurs provinces : on a de très rares renseignements sur les désordres qui s'y commettent, sur leur nombre et leur gravité.

A juger d'une façon générale les excès de la révolution communiste espagnole, on peut affirmer que, dans l'histoire des peuples occidentaux, on ne trouve aucun phénomène semblable de sauvagerie collective, aucune accumulation

semblable (et en si peu de semaines) d'attentats contre les droits fondamentaux de Dieu, de la société et de la personne humaine. Il serait difficile de découvrir au cours des siècles une époque ou un peuple qui nous offrent de telles et si nombreuses aberrations. Nous ne faisons ici aucune interprétation de caractère psychologique ou social, cela réclamerait une étude particulière. Cette révolution anarchiste est « exceptionnelle dans l'histoire ».

Il convient d'ajouter que l'hécatombe de personnes et de choses réalisée par la révolution communiste fut « préméditée ». Peu de temps avant la révolte, étaient arrivés de Russie 79 agitateurs spécialisés. La Commission nationale d'Unification marxiste, à ce moment-là, ordonnait la constitution de milices révolutionnaires dans toutes les villes. La destruction des églises ou au moins de leur mobilier fut systématique et en série. Dans le court intervalle d'un mois tous les temples furent rendus inutilisables au culte. Dès 1931, la Ligue Athée comprenait dans son programme un article ainsi conçu : « Plébiscite sur la destination qu'on doit attribuer aux églises et maisons paroissiales » ; et un des comités provinciaux énonçait cette règle : « Le local ou les locaux consacrés jusqu'à présent au culte seront destinés à des magasins collectifs, marchés publics, bibliothèques populaires, maisons de bains ou d'hygiène publique, etc., selon les besoins de chaque ville. » Pour l'élimination des personnes en vue que l'on considérait comme ennemies de la révolution, on avait établi préalablement des « listes noires ». Dans certaines, et en première place, figurait l'évêque. Quant aux prêtres, un chef communiste avait dit, devant l'attitude du peuple qui vou-

lait sauver le curé de sa paroisse : « Nous avons l'ordre de détruire toute cette graine. »

La preuve la plus éloquente que la destruction totale des temples et le massacre total des prêtres était une chose préméditée, c'est le nombre épouvantable des victimes. Quoique les chiffres ne soient pas encore fixés, nous pouvons compter près de 20.000 églises détruites ou entièrement pillées. Le nombre des prêtres assassinés (en moyenne 40 p. 100 dans les diocèses dévastés, dans quelques-uns cela va jusqu'à 80 p. 100) s'élève, pour le seul clergé séculier, à environ 6.000. On les chassa avec des chiens ; on les poursuivit à travers les montagnes, on les traqua avec acharnement dans toutes les cachettes possibles. On les tua sans procès, le plus souvent sur-le-champ, sans autre raison que leur fonction sociale de prêtre

Cette révolution fut suprêmement cruelle. Le massacre revêtit des formes d'une barbarie horrible. En ce qui concerne le nombre : on évalue à plus de 300.000, celui des séculiers qui ont péri assassinés, uniquement pour leurs idées politiques et en particulier religieuses : à Madrid, et pendant les trois premiers mois, on en exécuta plus de 22.000. Presque pas un village où l'on n'ait éliminé les plus connus des gens de droite. Quant à la « forme » : ni accusation, ni preuves, la plupart du temps pas de procès. Sur le chapitre des supplices, voici : un grand nombre furent amputés après avoir été abominablement mutilés ; d'autres eurent les yeux exorbités, la langue coupée,

d'autres furent ouverts de haut en bas, brûlés ou enterrés vifs, tués à coups de hache. Bref, on exerça le maximum de cruauté sur les ministres de Dieu. Par pudeur et charité nous ne voulons pas préciser davantage.

Cette révolution fut « inhumaine ». On n'a pas respecté la pudeur de la femme, même de celle consacrée à Dieu. On a profané les tombes et les cimetières. Dans le fameux monastère de Ripoll, on a détruit les sépulcres; parmi eux se trouvait celui de Guifré le Poilu, fondateur de la Dynastie catalane, et celui de l'Évêque Morgades, restaurateur du célèbre monastère. A Vich, on a profané la tombe du grand Balmes et nous lisons qu'on a joué au football avec le crâne du grand Évêque Torras y Bages. A Madrid et dans le vieux cimetière de Huesca, on a ouvert des centaines de tombes pour dépouiller les cadavres de l'or de leurs dents et de leurs bagues. Certaines formes de martyre supposent la subversion, sinon la suppression totale du sens de l'humanité.

Cette révolution fut « barbare », vu qu'elle anéantit l'œuvre d'une civilisation séculaire. Elle détruisit des milliers d'œuvres d'art, dont plusieurs d'une renommée universelle. Elle pilla et brûla les archives, rendant de la sorte impossible la recherche historique et l'authentification des faits d'ordre juridique et social. Il y a des centaines de tableaux poignardés, de sculptures mutilées, de merveilles architecturales démolies pour toujours. Nous pouvons dire que le trésor d'art, surtout religieux, accumulé pendant des siècles, a été stupidement détruit en quelques semaines, dans les régions

soumises aux communistes. Même sur l'Arc de triomphe de Bara, à Tarragone, œuvre romaine qui datait de vingt siècles, la dynamite a exercé son action. Les fameuses collections d'art de la cathédrale de Tolède, du Palais de Liria, du Musée du Prado, ont été ignominieusement pillées. De nombreuses bibliothèques ont disparu. Aucune guerre, aucune invasion barbare, aucune commotion sociale, dans aucun siècle, n'avait causé en Espagne ruine semblable. Il est vrai que furent employés pour cela des moyens dont on n'avait disposé en aucun temps : une organisation savante mise au service d'une terrible entreprise d'anéantissement, surtout des choses de Dieu, et une technique moderne de locomotion et de destruction à la portée de tout criminel.

Cette révolution a foulé aux pieds les principes les plus élémentaires du « droit des gens ». Qu'on se rappelle les prisons de Bilbao, où furent assassinés par la foule, d'une façon inhumaine, des centaines de prisonniers; les représailles exercées sur les otages que l'on gardait dans des vaisseaux et dans des prisons, sans autre raison qu'un échec militaire; les assassinats en masse, les malheureux prisonniers étant liés et arrosés par les mitrailleuses; le bombardement, sans objectif militaire, des villes ouvertes.

Cette révolution fut essentiellement « anti-espagnole ». L'œuvre de destruction fut accomplie aux cris de « Vive la Russie! », à l'ombre du drapeau international communiste. Les inscriptions murales, l'apologie de personnages étrangers, les commandements militaires aux mains de

chefs russes, la spoliation de la nation en faveur de métèques, l'hymne international communiste, autant de preuves, et suffisantes, de la haine portée à l'esprit national et au sentiment de la patrie.

Mais surtout, cette révolution fut « anti-chrétienne ». Nous ne croyons pas que, dans l'histoire du Christianisme et dans un laps de si peu de semaines, se soit produite une telle explosion de haine contre Jésus-Christ et sa sainte religion. Dévastation si sacrilège que le délégué des Rouges espagnols, envoyé au Congrès des « sans-Dieu », à Moscou, a pu déclarer : « L'Espagne a surpassé de beaucoup l'œuvre des Soviets, car l'Église en Espagne a été complètement anéantie. »

Les martyrs se comptent par milliers ; le témoignage qu'ils ont porté est une espérance pour notre pauvre Patrie ; mais peut-être ne trouverions-nous pas, dans le Martyrologe romain, une forme de martyre non employée par les communistes, sans en excepter la crucifixion ; et d'autre part les objets et les machines modernes ont permis de nouveaux supplices.

La haine envers Jésus-Christ et la Vierge est arrivée au paroxysme et, dans les centaines de crucifix poignardés, dans les images de la Vierge bestialement souillées, dans les affiches placardées à Bilbao où l'on blasphémait sacrilègement la Mère de Dieu, dans l'infâme littérature des tranchées rouges où l'on ridiculise les mystères divins, dans la profanation réitérée des Images sacrées, nous pouvons deviner la haine de l'Enfer, incarné en ces malheureux communistes. « J'avais juré de me venger de toi » — criait l'un d'eux à Notre-Seigneur enfermé dans le taber-

nacle — et, déchargeant sur lui son pistolet, il ajoutait : « Rends-toi aux rouges ; rends-toi au marxisme. »

La profanation des reliques sacrées a été épouvantable : on a détruit ou brûlé les corps de saint Narcisse, de saint Pascal Bailon, de la bienheureuse Béatrice de Silva, de saint Bernard Calvo et de bien d'autres. Les formes assumées par la profanation ont été si invraisemblables qu'on ne peut pas les concevoir sans supposer une suggestion diabolique. Les cloches ont été brisées et fondues. Le culte absolument supprimé dans tout le territoire communiste, à l'exception d'une petite portion du nord. Grand nombre de temples, parmi lesquels de vrais joyaux d'art, ont été totalement dévastés : à cette œuvre inique on a forcé à travailler de pauvres prêtres. Des images fameuses, objet de la vénération séculaire, ont disparu pour toujours détruites ou brûlées. En mainte localité, l'autorité a obligé les citoyens à livrer tous les objets religieux appartenant pour les détruire publiquement, qu'on juge ce que cela représente dans l'ordre du droit naturel, des liens de famille et comme violence faite à la conscience chrétienne.

Nous ne voulons pas poursuivre, Vénérables Frères, la critique de l'action communiste dans notre patrie, et nous laissons à l'histoire le soin de rapporter fidèlement les faits. Si l'on nous reprochait d'avoir dénoncé en termes si crus ces ignominies de notre révolution, nous nous justifierions par l'exemple de saint Paul, qui n'hésite pas à venger en des termes terribles la mémoire des prophètes d'Israël et qui a les épithètes les plus dures pour les ennemis de Dieu ; ou par celui du Saint-Père, qui, dans son Encyclique sur le communisme athée, parle d'une « destruction si épouvantable, commise en Espagne avec une haine,

une barbarie et une férocité qu'on n'eût pas crues possibles dans notre siècle ».

Nous réitérons nos paroles de pardon pour tous et notre intention de leur faire le plus de bien possible. Et nous finirons ce paragraphe en citant cette phrase du « Rapport officiel » sur les événements de la révolution dans ses trois premiers mois : « Qu'on n'accuse le peuple espagnol de rien d'autre que d'avoir servi d'instrument pour la perpétration de ces crimes... » Cette haine de la religion et des traditions patriotiques, prouvée par le fait que tant de choses sont perdues pour toujours, « cette haine est venue de Russie, importée par des Orientaux à l'esprit pervers. » Pour l'excuse de tant de victimes, envoûtées par une « doctrine de démons », rappelons qu'au moment de mourir, condamnés par la loi, nos communistes se sont, dans leur immense majorité, réconciliés avec le Dieu de leurs pères. A Majorque, il n'en est mort dans l'impénitence que 2 p. 100 ; dans les régions du sud, pas plus de 20 p. 100, et dans celles du nord peut-être pas 10 p. 100. C'est une preuve de la tromperie dont a été victime notre peuple.

7. — LE MOUVEMENT NATIONAL : SES CARACTÈRES.

Essayons d'expliquer maintenant le caractère du mouvement dit « national », selon nous fort justement. D'abord par son esprit ; parce que la nation espagnole était dissociée, dans son immense majorité, d'avec un Etat qui n'avait pas su incarner ses nécessités et ses aspirations profondes ; et le mouvement fut accepté comme une espérance par toute la nation.

Dans les régions non libérées il n'attend que le moment de faire éclater la cuirasse des forces communistes qui l'étouffent. Il est aussi national par son but, puisqu'il tend à sauver et à conserver dans l'avenir la vie profonde d'un peuple organisé dans le cadre d'un Etat qui sache continuer dignement son histoire. Nous exprimons ici une réalité, le désir général des citoyens espagnols ; nous ne parlons pas des procédés pour le réaliser.

Ce mouvement a renforcé le sentiment de Patrie contre les forces étrangères qui lui sont contraires. Patrie signifie paternité ; c'est le milieu moral, comme d'une famille nombreuse, qui permet au citoyen son développement total ; et le mouvement national a déterminé un courant d'amour, qui s'est concentré autour du nom et de la substance historique de l'Espagne, en rejetant les éléments étrangers qui avaient causé sa ruine. Et comme l'amour de la Patrie, quand il s'est « surnaturalisé » par l'amour de Jésus-Christ, notre Dieu et Seigneur, atteint aux sommets de la charité chrétienne, nous avons assisté à une véritable explosion de charité, charité dont le sang de milliers de citoyens, répandu au cri de « Vive l'Espagne ! » « Vive le Christ Roi ! » est comme l'expression suprême.

Au sein du mouvement national s'est produit le phénomène merveilleux du martyre (le Pape l'a dit : un vrai martyre) de milliers d'Espagnols : prêtres, religieux et séculiers ; et ce témoignage par le sang devra conditionner dans l'avenir, sous peine d'une immense responsabilité politique, les actes de ceux qui, une fois les armes déposées, auront à construire le nouvel Etat dans le calme de la paix.

Ce mouvement a garanti l'ordre dans le territoire qu'il domine. Comparons la situation des régions dans lesquelles a prévalu le mouvement national à celle des provinces où règnent encore les communistes. De ces dernières, on peut dire la parole du sage : « Ubi non est gubernator, dissipabitur populus ». Sans prêtres, sans églises, sans culte, sans justice, sans autorité, elles sont en proie à une anarchie épouvantable, à la faim et à la misère. D'autre part, au milieu de l'effort et de la douleur terrible de la guerre, les autres régions vivent dans la tranquillité de l'ordre, sous la tutelle d'une véritable autorité, principe de la justice, de la paix et du progrès, qui sont la condition de la prospérité de la vie sociale. Alors que, dans l'Espagne marxiste, on vit sans Dieu, dans les régions indemnes ou reconquises, on célèbre le culte divin et de nouvelles manifestations de la vie chrétienne peuvent s'épanouir.

Une telle situation permet d'escompter un régime de justice et de paix dans l'avenir. Nous ne voulons risquer aucun présage. Nos maux sont des plus graves. Le relâchement des liens sociaux ; les mœurs d'une politique corrompue ; la méconnaissance des devoirs civiques ; l'inachèvement d'une conscience vraiment catholique ; la division spirituelle en ce qui concerne la solution de nos grands problèmes nationaux ; l'élimination par l'assassinat de milliers d'hommes choisis, appelés par leur état et leur formation à l'œuvre de reconstruction nationale ; les haines et la disette qui sont la conséquence de toute guerre civile ; l'idéologie étrangère qui, régnant sur l'État, tend à l'écarter de l'idée et des influences chrétiennes ; voilà autant de difficultés dans le travail de refaire une Espagne neuve, greffée sur le tronc de notre vieille histoire et vivifiée par sa sève. Difficultés

énormes. Mais nous avons l'espoir que, une fois accompli ce sacrifice immense, et si fécond, nous retrouverons notre véritable esprit national. Nous le réintégrons peu à peu, par une législation où prédomine le sentiment chrétien : dans la culture, dans la morale, dans la justice sociale et dans l'honneur et le culte qu'on doit à Dieu. Qu'il soit en Espagne le premier bien servi, telle est la condition essentielle pour que la nation soit, elle aussi, vraiment bien servie.

8. — RÉPONSE A QUELQUES REMARQUES.

Cette lettre n'atteindrait pas son but, Vénérables Frères, si nous ne répondions à quelques observations qu'on nous a faites, et qui nous viennent de l'étranger.

On a accusé l'Église de s'être défendue contre le mouvement populaire en se fortifiant dans ses temples, occasionnant ainsi leur ruine et le massacre des prêtres. — Nous le nions. — La ruée contre les temples fut soudaine, presque simultanée dans toutes les régions et coïncida avec le massacre des prêtres. Les temples brûlèrent parce qu'ils étaient les maisons de Dieu, et les prêtres furent sacrifiés parce qu'ils étaient les ministres de Dieu. Les preuves en abondent. L'Église n'a pas été l'agresseur. Elle était la première bienfaitrice du peuple, inculquant la doctrine et fomentant les œuvres de justice sociale. Elle a succombé, — là où dominait le communisme anarchiste, — victime innocente, pacifique, sans défense.

On nous a demandé, de l'étranger, de dire s'il est bien vrai que l'Église en Espagne était proprié-

taire d'un tiers du territoire national et que le peuple se soit soulevé pour se libérer de son oppression. C'est une accusation ridicule. L'Église ne possédait de ce territoire que quelques parcelles insignifiantes : des presbytères, des maisons d'éducation, et cela même lui avait été enlevé dernièrement par l'État. Tout ce que l'Église possède en Espagne ne suffirait pas au quart de ses besoins, et il lui sert à remplir ses obligations les plus sacrées.

On accuse l'Église d'irréflexion et de partialité, pour s'être mêlée d'un conflit qui désunit la nation. L'Église s'est toujours mise du côté de la justice et de la paix et a toujours collaboré avec les pouvoirs de l'État, dans chaque occurrence, pour le bien commun. Elle ne s'est liée à personne : parti, individu ou tendance. Placée au-dessus de tous et de tout, elle a accompli son devoir qui est d'enseigner la doctrine et d'exhorter à la charité, non sans éprouver une profonde peine d'avoir été persécutée et répudiée par tant de ses fils égarés. Nous en appelons au témoignage des faits et des écrits nombreux qui attestent cette affirmation.

On dit que cette guerre est une guerre de classes et que l'Église s'est rangée du côté des riches. Ceux qui connaissent ses origines et sa nature savent bien que non. Même en admettant certaines négligences dans l'accomplissement des devoirs de justice et de charité que l'Église était d'ordinaire la première à recommander, les classes travailleuses étaient fort bien protégées par la loi et la nation était entrée dans le bon chemin d'une meilleure distribution de la richesse. La lutte des classes est autrement virulente dans d'autres pays. Eh bien ! c'est juste-

ment en Espagne que la plupart des régions pauvres se sont libérées des horreurs de la guerre. Et c'est dans les provinces où le coefficient de la richesse et du bien-être du peuple était le plus grand que la révolution fut le plus acharnée. Oublierons-nous notre législation sociale et nos institutions prospères de bienfaisance et d'assistance publique et privée, toutes d'origine espagnole et très chrétienne ? Le peuple a été trompé par des promesses irréalisables, incompatibles non seulement avec la vie économique du pays, mais encore avec n'importe quel genre de vie économique organisée. Telle est la situation : d'une part des régions indemnes où tout marche bien, et de l'autre, du côté de la domination communiste : la misère.

La guerre en Espagne, dit-on, n'est qu'un épisode de la lutte universelle entre la démocratie et l'étatisme ; le triomphe du mouvement national placerait la nation sous l'esclavage de l'État. L'Église de l'Espagne — lisons-nous dans une revue étrangère — devant le dilemme : être persécutée par le gouvernement de Madrid ou asservie par des hommes représentant des tendances politiques qui n'ont rien de chrétien, a opté pour la servitude. Or, ce n'est pas ce dilemme qui s'est posé, mais celui-ci : L'Église, au lieu de périr totalement par le communisme, comme c'est le cas dans les régions où celui-ci domine, est protégée par un pouvoir, qui, jusqu'à présent, a garanti les principes fondamentaux de toute société, sans jamais s'occuper de ses tendances politiques.

Quant à l'avenir, nous ne pouvons préjuger de ce qui se passera après la guerre. Oui, nous affirmons qu'elle n'a pas été entreprise pour édifier un État autocrate sur les ruines d'une

nation humiliée, mais bien pour faire revivre l'esprit national avec la vigueur et la liberté chrétiennes des anciens temps. Nous nous fions à la prudence des hommes de gouvernement, qui ne voudraient pas accepter de moule étranger pour l'État espagnol futur; au contraire, ils n'oublieront pas les exigences profondes de la vie nationale ni la ligne suivie par les siècles passés. Toute société bien ordonnée est basée sur de solides principes et c'est d'eux qu'elle vit et non pas d'apports étrangers, en contradiction avec l'esprit du pays. La vie est plus forte que les programmes, et un homme d'État prudent n'en imposera pas un qui violente les forces intimes de la nation. Nous serions les premiers à déplorer que l'autocratie irresponsable d'un Parlement fût remplacée par celle, autrement redoutable, d'une dictature n'ayant pas ses racines dans la nation. Nous gardons le légitime espoir qu'il n'en sera pas ainsi. Ce qui a sauvé l'Espagne dans le moment actuel, qui est si grave, c'est justement la continuité des principes séculaires qui ont formé sa vie nationale et le fait qu'une grande partie du pays s'est soulevée pour les défendre. Ce serait une erreur d'interrompre ce grand passé de la nation mais il ne faut pas croire qu'on risque de tomber dans cette erreur.

On impute aux dirigeants du mouvement national des crimes semblables à ceux commis par le Front populaire. « L'armée blanche, lisons-nous dans une revue catholique étrangère des plus sérieuses, recourt à des moyens injustifiables contre lesquels nous devons protester... L'ensemble des informations qui nous sont parvenues indique que la terreur blanche règne dans l'Espagne nationaliste avec l'horreur que présentent presque toutes les terreurs révolution-

naires... Les résultats obtenus semblent dérisoires par rapport au développement de la cruauté méthodiquement organisée et dont les troupes se font gloire. » L'honorable signataire de cet article est très mal informé. Chaque guerre a ses excès; le mouvement national en aura eu, lui aussi; personne ne peut se défendre en toute sérénité des attaques enragées d'un ennemi sans entrailles. Tout en réprouvant, au nom de la justice et de la charité chrétiennes, les excès commis par erreur ou du fait de subalternes (et méthodiquement grossis par les informations étrangères), nous disons que le jugement ici par nous rectifié ne correspond pas à la vérité et nous affirmons qu'il y a un écart énorme, infranchissable, entre les deux partis, en ce qui concerne les principes de la justice, et la façon de l'administrer. Bien plus nous pourrions dire que les actes du Front populaire n'ont été qu'une suite terrible d'offense à la justice, à Dieu, à la société et aux hommes. On ne peut pas parler de justice quand on élimine Dieu, principe de toute justice. Tuer pour tuer, détruire pour détruire, dépouiller l'adversaire non-belligérant, tels sont les principes de conduite civile et militaire que nous voyons observés par les uns, et qu'on ne saurait imputer aux autres sans mensonge.

Deux mots sur le problème du nationalisme basque, si méconnu et si faussé, et dont on a fait une arme contre le mouvement national. Toute notre admiration pour les vertus civiques et religieuses de nos frères basques. Toute notre charité pour le grand malheur qui les afflige et que nous considérons comme nôtre puisqu'il est celui de la patrie. Toute

notre peine pour l'aveuglement qui s'est emparé de ses dirigeants dans un moment si grave de son histoire. Mais toute notre réprobation pour avoir fait la sourde oreille à la voix de l'Église et pour avoir ainsi réalisé les paroles du Pape dans son Encyclique sur le communisme : « Les agents de destruction, qui ne sont pas très nombreux, profitent de ces discordes (des catholiques), les rendent plus âpres et finissent par dresser les catholiques les uns contre les autres. » — « Ceux qui travaillent à augmenter les dissensions entre les catholiques assument une terrible responsabilité devant Dieu et devant l'Église. » — « Le communisme est essentiellement pervers, et on ne peut pas admettre que collaborent avec lui, sur aucun terrain, ceux qui prétendent sauver la civilisation chrétienne. » — « Plus les régions où le communisme parvient à pénétrer se distinguent par l'antiquité et la grandeur de leur civilisation chrétienne, plus dévastatrice s'y déploie la haine des sans-Dieu. »

Dans une revue étrangère des plus répandues, on affirme que le peuple s'est séparé en Espagne du prêtre parce que celui-ci est recruté dans les classes supérieures et qu'il ne veut pas baptiser ses enfants à cause des droits élevés perçus pour l'administration du sacrement. A la première accusation nous répondons que les vocations dans les divers séminaires de l'Espagne sont réparties de la façon suivante : nombre total de séminaristes en 1935 : 7.401 ; nobles : 6 ; riches : 115, avec un capital supérieur à 10.000 pts ; pauvres ou presque pauvres : 7.280. En ce qui concerne la deuxième, avant le changement de régime la proportion des enfants non baptisés de catholiques n'arrivait pas à 1 p. 10.000. Quant aux droits d'administration du sacrement, ils sont des plus modiques, et nuls pour les pauvres.

9. — CONCLUSION.

Nous terminons, Vénérables Frères, cette lettre, déjà longue, en vous priant de nous aider à déplorer la grande catastrophe nationale de l'Espagne, où se sont perdues, avec la justice et la paix, fondement du bien commun et de cette vie vertueuse de la cité dont nous parle le docteur Angélique, tant de valeurs de civilisation et de vie chrétienne. L'oubli de la vérité et de la vertu dans l'ordre politique, économique et social, nous a valu ce malheur collectif. Nous avons été mal gouvernés parce que, comme dit saint Thomas, Dieu fait régner l'hypocrite à cause des péchés du peuple.

A votre compassion, ajoutez la charité de vos prières et de celles de vos fidèles : pour que nous profitons de la leçon de punition dont Dieu nous a éprouvés ; pour que bientôt notre patrie soit reconstruite et puisse accomplir ses destinées futures, présagées par celles de son grand passé ; pour que, grâce à cet effort et à ces prières unanimes, soit endiguée cette inondation du communisme qui tend à annuler l'Esprit de Dieu et l'esprit de l'homme, seuls soutiens des civilisations d'autrefois.

Et complétez votre œuvre en répandant, charitablement, la vérité sur les choses de l'Espagne, « Non est addenda afflictio afflictis. » A la peine pour tout ce que nous souffrons s'est ajoutée celle de n'avoir pas été compris dans nos souffrances. Pis encore, elles ont été augmentées par le mensonge, et l'interprétation fausse. On ne nous a même pas fait l'honneur de nous considérer comme des victimes. La raison et la justice ont été pesées dans

la même balance que le tort et l'injustice. Et cette injustice était peut-être la plus grande qu'on ait vue dans tous les siècles. On a accordé au journal salarié, aux plus malhonnêtes brochures, aux écrits d'Espagnols prévaricateurs déshonorant le nom de leur patrie, le même crédit qu'à la voix des Prélats, à l'étude consciencieuse des moralistes, à la relation authentique de faits qui sont un outrage à l'histoire humaine. Aidez-nous à répandre la vérité. Ses droits sont imprescriptibles, surtout quand il s'agit de l'honneur d'un peuple, du prestige de l'Église, du salut du monde. Aidez-nous, en divulguant le contenu de ces lettres, en veillant à la presse et à la propagande catholiques, en rectifiant les erreurs de l'autre presse indifférente ou hostile. L'ennemi a semé copieusement la zizanie; aidez-nous à semer abondamment la bonne graine.

Permettez-nous une dernière déclaration. Dieu sait que nous aimons nos frères en Jésus-Christ et que nous pardonnons de bon cœur à tous ceux qui, sans savoir ce qu'ils faisaient, ont causé de si graves dommages à l'Église et à la Patrie. Ce sont nos fils. Nous invoquons devant Dieu et en leur faveur les mérites de nos martyrs; des dix évêques et des milliers de prêtres et de catholiques qui sont morts en leur pardonnant, ainsi que la douleur, profonde comme la mer, que souffre notre Espagne. Priez pour que, dans notre pays, s'éteignent les haines, se rapprochent les âmes et que nous redevenions tous une seule famille unie par la charité. Souvenez-vous de nos évêques assassinés, de tant de prêtres, de religieux et de séculiers éminents qui ont péri uniquement parce qu'ils constituaient la milice choisie du Christ, et priez le Seigneur de rendre fécond leur sang généreux. D'aucun d'eux l'on ne

peut dire qu'il ait défailli à l'heure du martyre; c'est par milliers qu'ils ont donné l'exemple de l'héroïsme le plus haut. C'est la gloire de notre Espagne, et à jamais inflétrissable. Aidez-nous à prier, et sur notre terre arrosée aujourd'hui par le sang de nos frères, brillera de nouveau l'arc-en-ciel de la paix chrétienne et se reconstruiront en même temps notre Église, si glorieuse, et notre Patrie, si féconde.

Et que la paix du Seigneur soit avec nous tous, puisqu'on nous a tous appelés pour la grande œuvre de la paix universelle. Cette paix, c'est le rétablissement du Règne de Dieu dans le monde par l'édification du Corps du Christ, qui est l'Église, dont nous avons été établis les Évêques et les Pasteurs.

Nous vous écrivons ceci d'Espagne, en rappelant le souvenir de nos Frères défunts ou absents de la Patrie, le 1^{er} juillet 1937, jour de la fête du Précieux Sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

† ISIDORO, Cardinal GOMA Y TOMAS, *archevêque de Tolède*; † EUSTAQUIO, Cardinal ILUNDAIN Y ESTEBAN, *archevêque de Séville*; † PRUDENCIO, *archevêque de Valence*; † MANUEL, *archevêque de Burgos*; † RIGOBERTO, *archevêque de Saragosse*; † TOMAS, *archevêque de Santiago*; † AGUSTIN, *archevêque de Grenade, administrateur apostolique d'Almeria, de Guadix et de Jaen*; † JOSÉ, *archevêque-évêque de Majorque*; † ADOLFO, *évêque de Cordoue, administrateur apostolique de l'Evêché-Prieuré de Ciudad-Real*; † ANTONIO, *évêque d'Astorga*; † LEOPOLDO, *évêque de Madrid-Alcala*; † MANUEL, *évêque*

de Palencia; † ENRIQUE, évêque de Salamanque; † VALENTIN, évêque de Solsona; † JUSTINO, évêque d'Urgel; † MIGUEL DE LOS SANTOS, évêque de Carthagène; † FIDEL, évêque de Calahorra; † FLORENCIO, évêque d'Orense; † RAFAEL, évêque de Lugo; † FÉLIX, évêque de Tortosa; † FR. ALBINO, évêque de Tenerife; † JUAN, évêque de Jaca; † JUAN, évêque de Vich; † NICANOR, évêque de Tarazona, administrateur apostolique de Tudela; † JOSÉ, évêque de Santander; † FELICIANO, évêque de Plasencia; † ANTONIO, évêque de Chersonèse de Crète, administrateur apostolique d'Ivice; † LUCIANO, évêque de Ségovie; † MANUEL, évêque de Curio, administrateur apostolique de Ciudad Rodrigo; † MANUEL, évêque de Zamora; LINO, évêque de Huesca; † ANTONIO, évêque de Tuy; † JOSÉ MARIA, évêque de Badajoz; † JOSÉ, évêque de Gérone; † JUSTO, évêque d'Oviedo; † FR. FRANCISCO, évêque de Coria; † BENJAMIN, évêque de Mondonedo; † TOMAS, évêque d'Osma; † FR. ANSELMO, évêque de Teruel-Albarracin; † SANTOS, évêque d'Avila; † BALBINO, évêque de Malaga; † MARCELINO, évêque de Pampelune; † ANTONIO, évêque des Canaries; Hilario YABEN, vicaire capitulaire de Sigüenza; Eugenio DOMAICA, vicaire capitulaire de Cadix; Emilio F. GARCIA, vicaire capitulaire de Ceuta; Fernando ALVAREZ, vicaire capitulaire de Léon; JOSÉ ZURITA, vicaire capitulaire de Valladolid.

APPENDICE IV

LES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE ET LA PSEUDO-LÉGALITÉ DU GOUVERNEMENT DE MADRID

Comme les nouvelles d'Espagne ont été et continuent à être méthodiquement dénaturées, il est très important d'étudier avec soin les origines d'une guerre qui est née de l'explosion du sentiment national, et non pas du tout, comme on le prétend, d'une sédition factieuse. La « légalité du gouvernement de Madrid » a été le grand thème de la propagande étrangère. Exposons brièvement la fausseté et le cynisme de pareille prétention en nous basant uniquement sur le concept démocratique dont Madrid prétend être le défenseur (1) :

LES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE

Première étape dans la voie de l'illégalité.

En avril 1931, à la suite des élections municipales qui donnèrent, il faut le rappeler, *trois quarts*

(1) Les notes suivantes sont extraites d'une petite brochure non signée, publiée en 1937 par la F. N. C., 31. boulevard de Latour-Maubourg.

des voix pour la monarchie, mettant à profit l'absence d'organisation des partis conservateurs et les premiers résultats des grandes villes qui leur assuraient quelque avantage, les révolutionnaires s'emparèrent du pouvoir, le roi Alphonse XIII abdiqua, et la République fut instaurée, à l'encontre du suffrage populaire.

De 1931 à 1933, l'Espagne connut un *bienio* rouge, période de deux années durant laquelle se multiplièrent les attentats contre les personnes, les émeutes, les incendies d'églises et de couvents, les persécutions religieuses inspirées par la force occulte qui exerçait depuis des années une influence néfaste en Espagne, et qui, par haine de la religion, avait préparé les voies à Moscou.

Ces procédés, que les révolutionnaires, pour cacher leur jeu, avaient cherché vainement à couvrir du nom et de l'autorité d'un catholique, Alcala Zamora, appelé par eux à la présidence de la République, discréditèrent la coalition des gauches et son chef, Azana, et ils provoquèrent dans le peuple espagnol une vive réaction : les élections de novembre-décembre 1933 marquèrent tout à la fois la déroute des révolutionnaires et de leurs complices, et le triomphe des catholiques, ralliés au régime et partisans de réformes sociales, que Gil Robles avait groupés en une puissante fédération (C. E. D. A.).

Seconde étape dans la voie de l'illégalité.

Ce fut la seconde étape qui marqua dans le développement de la révolution une pause, d'ailleurs pleine de menaces, de dangers et déjà de sang, car il était dès lors évident que l'on allait au pire, sous la

pression de ceux qui avaient juré de détruire l'ordre et la légalité, selon la tactique constante qui consiste à « masquer ses desseins, puis à asservir le gouvernement élu, et enfin à prendre sa place ».

De fait, encouragés et armés par les partis de gauche, par Azana et ses complices, que le républicain Unamuno a dénoncés comme les grands responsables de la guerre civile, les révolutionnaires, qui, une première fois, en avril 1931, s'étaient emparés du pouvoir contre la volonté du peuple, furent exaspérés par l'éclatant démenti que leur infligeait une seconde fois le suffrage universel, et ils mirent tout en œuvre pour l'annihiler, et pour *écarter du pouvoir les vainqueurs des élections, les catholiques*. Bien plus, ils répondirent au verdict national par les émeutes de Saragosse, de Catalogne et du Levant, puis, en octobre 1934, par le soulèvement sauvage des Asturies et d'Oviedo et par les troubles révolutionnaires qui ensanglantèrent Madrid.

Cependant, sous la conduite de Lerroux, « l'ex-révolutionnaire devenu le chef d'un parti radical assagi », l'ordre demeura, provisoirement, le maître. Grâce à la sagesse et à l'abnégation des catholiques et de leur chef Gil Robles, on put croire, pendant un temps, qu'une politique de modération, de libéralisme et de réformes sociales allait prévaloir. Mais c'est là précisément ce qui excitait la fureur de ceux qui, pour des raisons diverses mais convergentes, *voulaient la révolution comme une fin en soi*, et qui, spéculant sur la misère du peuple et sur le déchaînement de l'envie et de la haine, n'avaient pas de plus grands ennemis que ceux qui, généreusement, efficacement, travaillaient à supprimer les motifs de révolution, en assurant au peuple les bienfaits d'un ordre fondé sur la justice et à l'Espagne une rénovation

religieuse, morale, sociale et économique, en accord avec ses traditions séculaires et sa volonté présente.

Troisième étape dans la voie de l'illégalité.

Les destructeurs trouvèrent dans Alcala Zamora l'exécuteur de leurs basses œuvres. Alors, par un véritable coup d'État et, pour la troisième fois en cinq ans, bafouant la volonté populaire, *le président de la République espagnole appela au pouvoir M. Portela Valladarès, « franc-maçon du 33^e degré », et mit dans son portefeuille le décret de dissolution des Cortès.*

C'est dans ces conditions que se firent les élections du 16 février 1936. On pouvait s'attendre à la victoire complète de la coalition des gauches, qui les avait faites. Pourtant, malgré les déplacements de fonctionnaires suspects, malgré les révocations de maires, de gouverneurs et d'officiers de la garde civile, malgré le déchaînement de la presse contre le clergé, malgré les excitations à la violence et l'état de terreur latente qui régnait dans toute l'Espagne, *les partis d'ordre obtinrent dans l'ensemble du pays deux cent mille voix de plus que le Frente popular*, et celui-ci ne dut qu'au bizarre découpage des circonscriptions d'avoir quelques élus de plus. Voilà exactement à quoi se réduit la prétendue victoire du Frente popular aux élections de 1936. Si l'on tient compte, en outre, du « truquage » éhonté des bulletins de vote qui se produisit en maintes circonscriptions, et si l'on observe que, parmi les voix du Frente popular, figuraient les autonomistes catalans et basques, en majorité modérés et même catholiques, ainsi qu'un grand nombre de conservateurs apeurés, la conclusion s'impose : les élections de 1936 démon-

trèrent que les extrémistes révolutionnaires représentaient en Espagne une infime minorité.

Quatrième et dernière étape dans la voie de l'illégalité.

Lorsque aussitôt après, « grâce à un extraordinaire concours de veuleries et de complicité », ils prirent la direction des affaires, que le « gouvernement » eut exigé d'Alcala Zamora *qu'il appelât au pouvoir les hommes du Frente popular*, et qu'il eut livré la rue à l'armée du crime, ce fut, pour la quatrième fois, l'illégalité flagrante qui, sous le couvert de la légalité, s'établit en Espagne.

Dès lors, les événements se précipitèrent. Azana, devenu l'arbitre des destinées de l'Espagne, ne tarda pas à chasser de la présidence Alcala Zamora, qui avait fait ce qu'on attendait de lui, et dont on se débarrassa brutalement ; puis, avec la complicité de Casares Quiroga (1), le nouveau président du Conseil, *il accepta la collaboration ouverte des bandes révolutionnaires*, il libéra, réintégra et arma les condamnés de droit commun, il désorganisa la garde civile et l'armée reconstituées par Gil Robles, destitua ses chefs, envoya Franco, le héros du Maroc, en disgrâce aux Canaries, en même temps que, pour entretenir la misère et la haine, qui fournissent à la propagande révolutionnaire son terrain de choix, il travaillait activement à maintenir et à accroître la misère des campagnes et à ruiner les petites entreprises dont vit la classe moyenne.

(1) Casares Quiroga est F. F. M. F.

La guerre civile installée en Espagne par le Frente popular.

Ainsi, dès le lendemain des élections de février, la guerre civile, fille de l'anarchie, qu'avait préparée toute une série de mesures illégales, était installée en Espagne, par la volonté d'une dictature occulte, infiniment plus nocive et plus contraire aux intérêts du peuple que ne l'avait été la bénigne dictature d'un Primo de Rivera, qui, lui du moins, avait restauré l'ordre, créé des routes, sauvé le Maroc espagnol et, du même coup, le Maroc français. La dictature du Frente popular, aux mains d'Azana, instrument des loges et de Moscou, compléta son œuvre de destruction par d'autres mesures plus cyniques encore, tous masques levés.

Dans les semaines qui précédèrent le soulèvement du 19 juillet, le gouvernement opéra la réquisition de toutes les automobiles, il désarma les paisibles citoyens, et arma intensivement les ouvriers révolutionnaires, livrant ainsi les victimes sans défense à la merci des assassins. Enfin, il s'apprêtait à casser tous les chefs de l'armée et de la garde civile dont il n'était pas le maître, et il préparait un mouvement subversif qui devait éclater à date fixe et instaurer en Espagne un régime soviétique (1), — lorsque, prélude du mouvement, l'ignoble assassinat de Calvo Sotelo (13 juillet), exécuté par des gardes d'as-

(1) Comme nous l'avons vu par ailleurs, Moscou soutenait la préparation révolutionnaire par l'envoi d'armes et d'agitateurs.

saut, séides du gouvernement révolutionnaire, sur les ordres que le ministre de l'Intérieur avait reçus du secrétaire général de la Franc-Maçonnerie, mit le feu aux poudres, et souleva le peuple et l'armée contre une tyrannie qui avait fait la mesure comble.

APPENDICE V

SÉANCE DES CORTÈS DU 15 FÉVRIER 1935

Interpellation de M. Cano Lopez sur le danger des infiltrations maçonniques dans l'armée

Le Président. — On va lire une résolution qui a été déposée sur le bureau il y a quelque temps.

Le secrétaire Alfaro. — Elle est ainsi conçue :

« Aux Cortès ». — *Les députés soussignés ont l'honneur de proposer à la Chambre de bien vouloir déclarer qu'elle verrait avec satisfaction le gouvernement adopter les mesures qu'il estimera le plus appropriées à empêcher qu'aucun membre des corps armés de la Nation puisse appartenir à la Maçonnerie, en décidant que puisqu'il leur est déjà interdit d'appartenir à un parti politique légalement constitué, on doit encore moins tolérer qu'ils appartiennent à des associations secrètes aux ordres desquelles ils se soumettent par des votes si*

souvent incompatibles avec les intérêts supérieurs de la Patrie, à laquelle ils ont prêté serment de loyauté inconditionnelle.

Palais du Congrès, 6 février 1935. — Dionisio CANO LOPEZ, Eduardo O'SHEA, Fermin DAZA, Pedro SAINZ RODRIGUEZ, Fernando SUAREZ DE TANGIL, Mariano DE LA HOZ, Francisco ESTÉVANEZ, Tomas DOMINGUEZ AREVALO, Santiago FUENTES PILA, Felipe GIL CASARES, José CALVO SOTELO, Honorio MAURA, Joaquín BAU, Ramiro DE MAEZTU, Jesus COMIN, Manuel SIERRA POMARES, José DEL MORAL, Francisca BOHIGAS, José ROMERO, Felipe LAZCANO, José M. FERNANDEZ LADREDA. Signature illisible.

Le Président. — M. Cano Lopez, comme premier signataire, a la parole. Je le prévien que M. le Ministre de l'Intérieur est dans la salle et va occuper dès maintenant sa place au banc bleu.

M. Cano Lopez. — Nous attendrons la venue de M. le Ministre. (Pause. *Le ministre de l'Intérieur s'assied au banc bleu*) (1).

Réellement, en Espagne, on a beaucoup parlé de la Maçonnerie. La Maçonnerie a constitué un des thèmes essentiels de la campagne électorale des partis de droite, du parti agraire au parti traditionnaliste, au point qu'ils portèrent comme bannière et comme devise : « Antimarxisme et antimaçonnisme ; mais après avoir tant parlé de la Maçonnerie, je ne sais

(1) Le banc bleu est le banc du gouvernement.

quel mystère elle possède, quelle peur elle produit à ceux qui s'occupent d'Elle, mais personne n'ose jamais faire, comme en ce moment, une proposition à son sujet ; c'est comme si la Maçonnerie était « Tabou » et impliquait un péril de mort. Personne n'est capable de parler d'Elle.

M. Perez Madrigal. — *M. Tejera.*

M. Cano Lopez. — Il m'intéresse de signaler en premier lieu l'importance de la question. J'ai beaucoup médité de l'opportunité d'aborder ici le sujet de la Maçonnerie et de l'Armée, et il y a une chose que je désire mettre clairement en évidence. Je ne viens pas ici établir un problème religieux ni antireligieux, ni traiter la Maçonnerie sous son aspect religieux. Je m'intéresse uniquement à détacher ce que je crois essentiel et transcendant, soit l'aspect politique de la Maçonnerie. Je le dis parce que la **Maçonnerie, parti politique, est, en plus, une association internationale de modèle secret** qui lie ses membres par le vote et l'obéissance suprême, comme nous le verrons plus tard.

Dernièrement, le ministre de la Guerre, alors M. Hidalgo, et le ministre de la Marine, M. Rocha, à propos de l'intervention des militaires dans la politique, durent prendre deux décrets intéressants et heureusement inspirés. Entre autre, dans le premier article il est dit :

Les militaires en activité ne pourront appartenir comme associés, affiliés ou adhérents, à aucun centre, parti, groupe ou société revêtant un caractère politique, ni à aucune organisation de caractère syndical ; cette défense s'applique

aussi aux officiers généraux du cadre de réserve. Ce décret a le caractère d'un ordre concret et précis dont le non-accomplissement entraînerait les conséquences légales de la désobéissance et le châtimement prévu dans le code de justice militaire.

Je dis, Messieurs les Députés, que la **Maçonnerie est un parti politique.**

(*Interruptions de MM. Guerra del Rio et Morayta.*)

M. Cano Lopez. — Attendez d'entendre les raisonnements, dates et preuves, ce serait beaucoup mieux que de m'interrompre inopportunément. Il suffira de quelques minutes de patience de votre part.

Pour moi, le caractère politique de la Maçonnerie est amplement démontré par son intervention même dans les mouvements politiques et révolutionnaires des XVIII^e et XIX^e siècles en Espagne. C'est dans la mémoire de tous, et je ne vais pas le rappeler, car je désire ennuyer le moins possible la Chambre avec tous ces détails. Je vais uniquement traiter quelques faits essentiellement politiques du XX^e siècle. Je commencerai par la **tragique semaine de Barcelone, fait typiquement maçonnique...**

Un député. — Complètement.

M. Cano Lopez. — ...Après je me référerai à la campagne criminelle et inique réalisée à l'étranger contre l'Espagne, à l'occasion de l'exécution de Ferrer, campagne maçonnique internationale, avec celle des traîtres que nous avons en territoire national. En outre, je dois rappeler la grève du 17, qui fut déclanchée et protégée par les organisations maçonniques, comme le démontrent les textes que

j'ai ici, provenant des Bulletins officiels maçonniques. Pour qu'il ne subsiste aucun doute sur ce que je dis, je vais vous lire quelques phrases du Bulletin officiel de la « Loge » maçonnique correspondant au premier semestre de l'année 1931 :

« Aux francs-maçons qui font partie du gouvernement provisoire, au haut personnel composé dans sa majorité de Frères, notre courage les accompagne... Ce n'est pas un secret que la Franc-Maçonnerie domine à peu près totalement le gouvernement provisoire et les hautes charges.

Un député. — Il y avait six ministres F.·-M.·.

M. Perez Madrigal. — Sept.

Un député. — Il y en avait six, selon M. Hernandez Barroso.

M. Perez Madrigal. — Enfin ils furent sept,

M. Cano Lopez. — Et si cela ne suffisait pas, M. Mateo Hernandez Barroso, grand chancelier, grand secrétaire du Conseil suprême du grade 33, dit à l'assemblée générale de la Grande Loge française tenue à Paris en septembre 1931 : « Je vous apporte, Frères de France, le salut cordial et fraternel du Conseil suprême d'Espagne. On a dit que la Maçonnerie espagnole était faible. Cependant vous avez pu vérifier que déjà nous avons la République. Nous avons, je ne sais si vous connaissez ce détail, six ministres francs-maçons. » Voici ce qu'a dit une si haute autorité maçonnique.

M. Guerra Del Rio. — Sept.

M. Cano Lopez. — Mais je concède une meilleure autorité maçonnique à M. Guerra Del Rio.

M. Guerra Del Rio. — Je l'expliquerai.

M. Cano Lopez. — Parfaitement. Je continuerai la lecture : une vingtaine de hauts fonctionnaires maçons et plus de cent vingt députés maçons à la Chambre constituante. Vous verrez, par des dates, que cette Maçonnerie si faible a travaillé et est arrivée à créer une conscience démocratique et républicaine.

M. Rahola. — Y a-t-il un quatrième vote dans la Maçonnerie ?

M. Cano Lopez. — Nous verrons aussi le quatrième vote, monsieur Rahola.

Le frère Enrique Barea Perez, dans l'assemblée générale du Grand Conseil fédéral symbolique de Séville, disait ces paroles : « La Maçonnerie est politique ou n'est rien. » Une grande autorité maçonnique le disait aussi.

Et quelle sorte de politique, une des plus hautes autorités maçonniques nous dit dans le Bulletin officiel de la Grande Loge de France, en octobre 1922 : « Frères, permettez que je vous exprime mon espérance, que la Franc-Maçonnerie, qui a tant fait pour l'émancipation des hommes et à laquelle l'histoire des révolutions doit beaucoup, saura faire la meilleure des révolutions : la révolution internationale. Cette révolution internationale est l'œuvre future de la Maçonnerie ». Nous savons déjà, ceci est démontré par des textes maçonniques, que la Maçonnerie est politique, et, en plus, quel genre de politique défend et poursuit la Maçonnerie.

M. Perez Madrigal. — S'il n'y a que Barea qui le dise, cela n'a aucune valeur.

M. Cano Lopez. — Mais MM. Perez Madrigal

et Guerra Del Rio vont nous le dire maintenant, et cela va avoir une double valeur.

M. Perez Madrigal. — L'importance de la Maçonnerie est dans ce qui ne s'écrit pas.

Karl. — Exactement.

M. Cano Lopez. — Nous allons voir maintenant ce que sont l'engagement secret, l'obéissance et les hiérarchies maçonniques. Le Suprême Conseil du grade 33, autorité suprême maçonnique, est, selon l'article 1^{er} de ses statuts : « le dépositaire du dogme, le défenseur et le conservateur de l'ordre ; il a autorité suprême sur elle et la gouvernera conformément à nos grandes institutions ». Les membres de ce Conseil doivent tous avoir le grade 33 de la Maçonnerie et reçoivent le nom de « Souverains grands inspecteurs généraux » (article 3).

M. Perez Madrigal. — Ici, c'est Tejera. (Rires.)

M. Comin. — Monsieur Perez Madrigal, nous allons vous punir dans la prochaine « tenue », si vous ne vous taisez pas.

M. Cano Lopez. — Et « tous les Maçons, loges et organes maçonniques d'Espagne, de quelque grade qu'ils soient, doivent reconnaître, sous peine d'irrégularité, la pleine et absolue autorité du Grand Conseil et des Souverains grands inspecteurs généraux, les respectant, leur rendant les honneurs qui leur sont dus, leur obéissant et faisant confiance à toutes les demandes qu'ils leur font pour le bien de l'Œuvre (article 1^{er}). Et l'article 20 dit :

« Il n'est permis sous aucun prétexte à aucun maçon ni à aucun organe maçonnique, sans exception, de dis-

cuter ni de juger les actes et les accords du Conseil suprême du Grand Commandeur ou des Souverains grands inspecteurs, sous peine de commettre une désobéissance grave qui encourt ipso facto la perte des droits maçonniques. » L'article 13 dit : « Le Souverain Grand Commandeur », et je termine la lecture de ceci « est le président du Conseil suprême ; il a le pouvoir suprême exécutif et il est le chef judiciaire dans la juridiction du Conseil suprême. »

Je pense, Messieurs, qu'il est maintenant bien clair que lorsque l'on entre dans l'ordre maçonnique on doit prêter serment de garder le secret le plus absolu envers les choses concernant la Maçonnerie et, en plus, on est tenu à l'obéissance la plus rigoureuse, à tel point qu'il est réellement curieux de lire quelques serments que l'on exige du néophyte ou de l'individu maçonnique avançant en grade.

« Jures-tu et promets-tu de dire et d'écrire en tout temps et en toute heure ce qui te sera prescrit par les ordres d'une puissance légitime à laquelle tu as juré obéissance, quoiqu'elle te soit inconnue et peut te rester longtemps inconnue ? »

Quand le frère jure, cet avertissement est encore fait par le président — remarquez la menace :

« Il est encore temps ; réfléchis à l'importance de ton serment et aux terribles conséquences que t'apporterait ton parjure. Rien ne pourra te soustraire au châtiment que nous avons le droit de t'appliquer si tu nous trahis ; où que tu seras, un vengeur se lèvera du sein de la terre. La seule pensée de nous dénoncer te coûtera la vie. »

Karl. — La Maçonnerie « exécute ». La Maçonnerie assassine.

M. Cano Lopez. — Ceci est la menace que l'on fait au Maçon parjure. Une des formules de serment est la suivante : « *Je jure obéissance sans restriction au chef de ce Conseil et à celui qui le représente. Je jure ne lui reconnaître personne comme supérieur.* » Après quoi l'initié est relevé de tous les serments prêtés à l'autorité, à la Patrie et aux lois.

Tout ceci peut être constaté dans les documents de la Maçonnerie, et ces Messieurs de la Chambre, qui sont Maçons et qui ont tous mes respects comme citoyens, doivent en reconnaître l'exactitude, mais ils suffisent pour prouver **que la Maçonnerie est politique et que la Maçonnerie est secrète.** Il n'est pas nécessaire de démontrer qu'elle est internationale, car vous le savez. De même qu'on justifie la manière dont les votes secrets d'obéissance sont faits, il convient de s'en souvenir, car après nous rapporterons les faits avec des exemples palpitants de l'activité de la Maçonnerie dans l'armée.

Le Président. — Je vous demande de ne pas oublier que vous n'avez que vingt minutes à votre disposition.

M. Cano Lopez. — Je profiterai de tout le temps que je peux.

Voyons si l'influence maçonnique en Espagne est ou non décisive.

L'introduction de la Maçonnerie dans l'armée a causé de grands désordres et peut causer d'immenses périls aboutissant à de véritables conflits internationaux. Je vais vous lire en passant une

liste non pas de tous les chefs et officiers qui appartiennent à la Maçonnerie, ce qui durerait plusieurs heures, mais des généraux en activité de commandement qui lui appartiennent. Ecoutez bien :

Parmi 21 généraux de division, les suivants sont maçons :

Lopez Ochoa, Miguel Cabanellas, Gomez Morato (le protecteur de Lopez Bravo), Riquelme, Nunez de Prado, Sanchez Ocana, Gomez Caminero, Villa Abrille y Molero, sans pouvoir préciser s'il y en a deux autres très importants, je ne les cite pas parce que je n'ai pas de renseignements.

Parmi les généraux de brigade, pour le moins les suivants sont maçons :

Urbano, Llano, Miajas, Cruz Biullosa, Pozas, Martinez Cabrera Jimenez, Lopez Gomez, Martinez Monje, Castello, Romerales et Fernandez Ampon...

M. Guerra Del Río. — Ajoutez-vous tous ceux-ci (signalant une des pierres portant des inscriptions, à la droite du président).

M. Cano Lopez. — Et tous ceux-ci. Je ne les ai pas cités parce qu'ils ne vivent pas. (Rumeurs. Le président réclame l'ordre.)

M. Cano Lopez. — Les ministres de la Guerre, de la République, au moyen de leurs camarilla maçonniques et de leurs cabinets militaires, ont protégé toute l'organisation maçonnique des militaires portant les F.-. aux plus hautes charges, aux postes des plus délicates fonctions, bien souvent au mépris de généraux très capables, mais qui n'étaient pas maçons et que l'on ajournait. Nous traiterons

cette question ensuite, en parlant des hauts commandements militaires.

M. Marco Miranda. — Il faut prouver ceci d'une autre manière. (*Rumeurs.*)

M. Cano Lopez. — Je le prouverai.

M. Marco Miranda. — Sûrement non.

M. Cano Lopez. — Je ne pourrai pas le faire si ces Messieurs ne veulent pas que je lise tout ici.

Barcelone est un des endroits où il y a le plus de maçons ; il est prouvé que tous ces messieurs le sont : général Lopez Ochoa...

Le Président. — J'appelle l'attention de M. Cano Lopez. Vous vous référez à des personnes absentes qui occupent des postes responsables. (*Rumeurs des deux côtés.*)

M. Cano Lopez. — Naturellement, c'est pour cela que je le fais. (*Rumeurs et protestations.*)

Le Président. — MM. les Députés gardent le silence. Au-dessus de toutes prescriptions réglementaires il y a un sentiment de délicatesse que j'invoque. Vous vous référez à des personnes qui, en ce moment, ne peuvent pas vous répondre et à des faits dont il est impossible d'apprécier l'exactitude.

M. Marco Miranda. — Et à l'armée (*Rumeurs.*)

Karl. — M. Marco Miranda défendant l'armée... nous savons comment il l'a défendue aux Asturies.

Le Président. — Un peu de calme, messieurs les Députés. Je vous répète que vous affirmez des faits dont la Chambre n'est pas en situation de contrôler

la véracité. Je confie à votre jugement le respect que nous devons tous à l'honneur d'autrui.

M. Cano Lopez. — Monsieur Alba, on n'a pas le droit de restreindre d'une telle manière l'expression de ma pensée : je dis la chose suivante : jugez-vous que c'est un délit d'être maçon ?

Le Président. — Je ne juge rien.

M. Cano Lopez. — Alors je ne vois pas pourquoi vous voulez m'empêcher de dire que des militaires sont maçons. (*Rumeurs et protestations. Le président agite sa sonnette et réclame l'ordre.*)

Le Président. — Ce que je vous dis c'est que vous ne pouvez pas vous référer, comme vous le faites, à des personnes absentes.

M. Cano Lopez. — Je dois montrer l'importance de la Maçonnerie dans l'armée.

Le Président. — Vous pouvez défendre une thèse comme vous le voulez, avec des paroles plus vives et des idées plus sévères, mais ce que vous ne devez pas faire, selon mon jugement, c'est citer des noms, les jetant si légèrement sans plus de preuves à la critique. (*Protestations.*) Un peu d'ordre, messieurs les Députés.

M. Cano Lopez. — Il est nécessaire que je démontre à la Chambre l'influence maçonnique dans l'armée et ce qu'elle signifie.

Je ne vais pas donner lecture de tous les noms, je citerai seulement les plus importants :

Le commandant Herrero, assistant du général Batet, son homme de confiance, son inspirateur, et qui lui inspira certainement ces paroles : Voir,

écouter et se taire », à l'époque des attentats séparatistes et des outrages au drapeau.

Le lieutenant-colonel Sacanell, le colonel du régiment d'infanterie n° 34, Garrido del Rio, le capitaine Laguna, le capitaine Francisco Costels, José Costels, qui eut une procédure à Tarrasa ; enfin beaucoup d'autres, parmi lesquels se trouve (il convient de s'en souvenir) l'auditeur général de la division, fait pour lequel sans aucun doute on n'a pas poursuivi une quantité de délits de rébellion. (*Grandes rumeurs et protestations.*)

M. Alvarez Mendezabal. — Cela ne peut pas être dit ainsi, faites la dénonciation sous bonne forme.

M. Cano Lopez. — Je l'ai dénoncé.

M. Alvarez Mendezabal. — Faites la déclaration sous bonne forme.

M. Cano Lopez. — Je suis en train de la faire.

M. Alvarez Mendezabal. — C'est intolérable. (*Grandes protestations.*) Le président agite la sonnette et réclame l'ordre.

M. Cano Lopez. — Je soutiens mes paroles et je le dénonce courageusement, je ne suis pas si lâche...

M. Alvarez Mendezabal. — Vous lui imputez un délit de prévarication : accusez-le.

M. Cano Lopez. — Mais sommes-nous en session secrète ou publique ?

M. Comin. — Je le dis en session publique, où tout le monde peut entendre.

M. Cano Lopez. — Pour que vous voyiez l'importance que la relation de dépendance a, je vais vous

citer le cas suivant : Dans la rue de Avino, où est situé « el Ateneo Fenix », se réunissent 26 Loges maçonniques et 3 triangles. Là s'est réuni Azana avec Companys, Perez Salas, Menendez, Perez Farras, presque tous les personnages politiques séparatistes.

M. Comin. — Vous entendez : Perez Farras, celui qui n'a pas été fusillé parce que ses frères le sauvèrent. (*Rumeurs.*)

M. Cano Lopez. — Le général Pozas, qui est le second chef de la division de Barcelone, appartient à la loge « Démocratie », cette même loge était présidée il y a peu de temps par un officier de l'armée, subordonné du général ; alors je pose la question : **quelle est la hiérarchie qui prévaut, la militaire ou la maçonnique ?** Lequel doit obéir à l'autre ? L'officier au général ou le général à l'officier ? (*Rumeurs et protestations.*)

Le Président. — Monsieur le Député, en toute loyauté, je dois vous avertir que dans des débats antérieurs, la présidence accéda à la demande de MM. les Députés de l'opposition, de protéger la publication de ce qui se dirait dans cette enceinte sans le soumettre à la censure, mais avec la connaissance du président. Je déclare à partir de maintenant que je n'assume pas la responsabilité de demander la censure pour certaines manifestations dont vous faites l'objet. (*Grandes protestations et rumeurs.*) Vous avez le droit de faire ce que vous voulez, mais ne m'obligez pas, contre ma volonté et ma conviction, à vous suivre. Chacun à sa place.

M. Cano Lopez. — Vous n'avez pas le droit, vous n'avez pas le droit. Vous protégez la Maçonnerie.

Le Président. — La présidence ne peut pas protéger des faits inconnus et encore moins attribuer de véritables délits à des personnes qui ne sont pas ici en condition de se défendre.

M. Cano Lopez. — Le ministre de la Guerre doit les défendre ; il accomplit son devoir.

M. Fuentes Pila. — La Chambre n'est pas une loge secrète.

M. Cano Lopez. — Ceci est la proposition du Président, protecteur des libertés et prérogatives parlementaires.

Le Président. — Pardon, je ne propose rien, je ne fais qu'assumer la responsabilité de vos manifestations et des lectures pour lesquelles vous n'avez pas eu la délicatesse de me consulter.

M. Cano Lopez. — Vous parlez trop de délicatesse. Vous dirigez le débat, mais vous ne répondez pas ; qui doit répondre ? Est-ce M. le ministre de la Guerre, qui doit accomplir son devoir ?

Le commandant Perez Farras, condamné à mort par le Conseil de guerre pour la rébellion de Catalogne, a dit à la sortie du Conseil : « Et maintenant nous allons voir ce que mes frères » feront pour moi. Ses frères ont fait leurs preuves, ils arrivèrent jusqu'à la plus haute magistrature de la République et là, contre la volonté du gouvernement et contre le tribunal suprême, ils imposèrent sa grâce.

Karl. — Ils ne voulurent pas imposer celle de Vasquez parce qu'il avait trop parlé, ils n'imposèrent pas celle de Galan et de Garcia Hernandez pour « fabriquer des martyrs », qui leur faisaient défaut.

M. Cano Lopez. — Je trouve que puisqu'ils ont sauvé la vie d'un homme ils ont bien agi ; et voilà jusqu'où a pu arriver la Maçonnerie.

En plus de tous ces renseignements et de beaucoup d'autres que j'omets pour ne pas ennuyer la Présidence, je vais me référer d'une manière concrète à quelques points. La Maçonnerie est si répandue dans l'armée espagnole que je tremble en pensant au nombre de militaires qu'il y a dans les Loges, mais je tremble encore plus en pensant au nombre de loges qui existent au Maroc et au nombre d'officiers qui leur appartiennent ; quand on pense que beaucoup sont présidées par de grands maîtres étrangers dont nos militaires dépendent par engagement d'obéissance et qu'ils peuvent arriver à travailler contre l'Espagne.

Il y a un cas que je vais vous exposer. A Barcelone, aux environs du 12 novembre, la police détenait un individu appelé « Porvenir Ideal Ayerbe ». Cet individu était président de la loge « Démocratie » ou « Fraternité », c'était un anarchiste et séparatiste très dangereux ; après une détention de quelques heures, un ordre de la Capitainerie générale où se trouve le commandant Herrero, assistant du général Batet, le mit en liberté immédiate. (*Rumeurs.*) J'expose ces faits ici pour que le procureur puisse les connaître.

Je vais me référer aux nominations de commandements militaires publiés aujourd'hui. Dans cette combinaison il est prouvé que la Maçonnerie influe de plus en plus sur la vie du pays. Dernièrement, nous avons vu le cas du général Gomez Morato, qui fut destitué par l'ancien ministre de la Guerre, M. Hidalgo, après avoir rendu compte à la Chambre de la conduite de ce général, qui entretenait des

relations avec le lieutenant-colonel Lopez Bravo, envoyé comme première autorité militaire à Valence. Le général Riquelme, maçon aussi, est envoyé à la division de Sévilla. Le général Caminero, maçon également et auteur des incendies de Malaga (*rumeurs*), ceci selon M. Maura, qui le dénonça aux Cortès constituantes et qui, en plus, voulut obliger un commandant d'artillerie, à Valence, à falsifier un certificat, disant que le contenu d'une bouteille était de l'eau et non pas un liquide inflammable (*les rumeurs continuent*), le commandant ne voulant pas le faire, fut puni ; bien. Le général Caminero, qu'on ne voulut pas inscrire sur la liste d'amnistie...

M. Marco Miranda. — Ceci n'est pas certain, il ne fut pas puni.

M. Cano Lopez. — Le ministre de la Guerre peut répondre plus brièvement, monsieur le Président.

Le Président. — Cela ne se traite pas brièvement.

M. Cano Lopez. — Comme je le disais, la Chambre ne voulut pas inscrire ce général sur la liste d'amnistie, le Conseil suprême non plus, et M. Lerroux, en qualité de ministre de la Guerre, a dicté un ordre spécial le réintégrant dans l'armée, sûrement contre la loi.

M. Casas. — Monsieur Cano Lopez, il y a des ministres catholiques et maçons au Banco azul, il peut y avoir également des militaires catholiques et maçons dans l'armée.

M. Cano Lopez. — Mais je ne parle pas de religion, monsieur Casas.

Un autre cas curieux : le général Martinez Cabera, destiné à l'Ecole supérieure de la Guerre, fut suspendu de ses fonctions dans le récent cours de colonel.

A la suite de cela, on ordonna son retour au cours de colonel pour le nommer général, faisant ainsi sauter l'avancement de deux colonels le méritant ; les notes du général Martinez Cabrera étaient plus basses que celles de ces deux colonels ; de plus, il n'avait pas été en campagne depuis son entrée à l'Etat-Major. Mais comme il était maçon on l'a destiné à l'Ecole supérieure de la Guerre, aggravant cela en lui donnant 9.000 pesetas de gratification, lui concédant une commission pour l'Angleterre et la France de 50.000 pesetas ayant pour but d'étudier leur défense militaire, ceci quand les défenses militaires étaient suffisamment bien étudiées dans le Correspondant de l'Etat-Major central. Je dénonce tous ces faits ici ; d'ailleurs je répondrai courageusement de mon accusation, chose que beaucoup d'entre vous, ne savent pas faire.

Il me reste beaucoup d'autres faits à relater, mais je n'ai pas le temps, et en plus cela me semble inutile ; je crois avoir suffisamment démontré que la Maçonnerie est politique et que ses membres sont liés par un engagement d'obéissance. Si nous voulons voir le péril que tout ceci cause à l'Espagne, examinons la contrebande des armes, et par là nous verrons que la protection maçonnique permet à un ministre de la Guerre de gagner plus de 300.000 pesetas pour favoriser le séjour en Espagne des émigrés révolutionnaires portugais qui sont maçons. Nous verrons comment les aviateurs maçonniques espagnols livrent des bombes aux aviateurs portugais pour mitrailler Lisbonne au moment de la révolution de l'été 1931 ; nous verrons comment la maçonnerie étrangère, entrant et vivant dans les entrailles de l'Espagne, protégeait les orga-

nisations maçonniques espagnoles pour faire la révolution au Portugal, avec des risques graves pour la dignité de notre patrie, étant donné qu'il pouvait s'ensuivre des réclamations internationales.

Je condamne celui qui fait intervenir la Maçonnerie politique dans l'armée. Le gouvernement doit prendre des mesures rigoureuses pour appliquer aux militaires le décret du 19 juillet. Il y eut un militaire, général de division, qui a consulté le ministre de la Guerre M. Hidalgo, lui demandant si la Maçonnerie était politique et s'il devait lui appliquer les mesures du décret du 19 juillet, mais étant donné la poltronnerie, le « sans façon » et l'inertie avec laquelle les choses se font en Espagne et au Banco Azul, le ministre de la Guerre ne répondit pas et le général ne put pas appliquer aux généraux et officiers (qui d'ailleurs sont toujours maçons) les sanctions correspondantes.

Sans doute, il peut y avoir des ministres maçons au Banc bleu ; je ne m'en mêle pas, mais je dis sincèrement que je crois que la Maçonnerie ne peut pas exister quand nous avons l'article 26 de Constitution qui, en vertu d'un engagement d'obéissance à Rome, expulse d'Espagne une entité religieuse (*très bien*) ; alors on peut encore moins permettre une société secrète internationale anti-espagnole et maçonnique (*applaudissements*). En plus, je dis, et je le dis avec une entière responsabilité, qu'il n'est pas possible que le gouvernement tolère ceci. Dans le gouvernement il y a des ministres radicaux et maçons, des ministres agraires et de la Ceda (1). Je ne demande pas des

(1) Ceda : parti de Gil Robles.

mesures déterminées. Le gouvernement a des connaissances suffisantes pour savoir comment il peut obliger l'armée à ne pas s'immiscer dans la lutte politique, ce qui envenime et défait l'unité qu'elle doit avoir. Je crois que les ministres agraires et de la Ceda ne peuvent consentir à une nomination de hauts commandements militaires comme celle d'aujourd'hui, qui met à la tête de toutes les divisions espagnoles des militaires d'une conduite très douteuse et qui, surtout, étant liés par un engagement secret à la Maçonnerie, peuvent à un moment déterminé faillir à leur commandement, comme cela s'est déjà vu lors de la révolution d'octobre, et mettre ainsi en péril la paix et la tranquillité de l'Espagne.

Messieurs, je demande un vote nominal pour ma proposition. Que chacun de nous et que chacun des partis prennent la responsabilité d'adopter une attitude et d'affirmer ses convictions. Nous sommes allés à la lutte électorale en parlant contre la Maçonnerie, c'est ici que nous avons la première occasion de démontrer la sincérité de cette campagne. Le Tabou a disparu. (*Applaudissements*.)

Le Ministre de l'Intérieur. — Je demande la parole.

Le Président. — Vous l'avez.

Le Ministre de l'Intérieur (Vaquero). — Messieurs les Députés, nous allons élucider au préalable l'objet de la résolution (non de la loi) que vient de défendre M. Cano Lopez : que le gouvernement adopte les mesures qu'il estime convenables pour éviter que des individus appartenant à la Maçonnerie servent

dans l'armée, parce qu'ils ont des engagements incompatibles avec les hauts intérêts de la Patrie. Je crois que je résume avec exactitude le sens de cette heureuse résolution.

M. Cano Lopez. — Exactement.

M. le Ministre de l'Intérieur. — En premier lieu, monsieur Cano Lopez, par la lecture des paroles de quelques maçons de grande ou petite hiérarchie qu'il considère comme le reflet du sens antipatriotique parce qu'il est international, vient de nous démontrer combien les votes secrets existant sont incompatibles avec les intérêts supérieurs de la Patrie. Dans ce sens, tout ce qui a un caractère universel, catholique, pourra être taxé d'« antipatriotique ». (*Rumeurs.*)

M. Martinez Juarez. — Il y a une grande différence.

M. le Ministre de l'Intérieur. — Je dis qu'il est nécessaire de démontrer que cet internationalisme et ce catholicisme sont contre la Patrie, parce que c'est ce que M. Cano Lopez n'a pas fait. (*Rumeurs.*)

M. Cano Lopez. — Cela n'est-il pas suffisamment démontré ?

M. le Ministre de l'Intérieur. — Je trouve étrange que sur ces bancs, où il y a des hommes qui appartinrent à la Monarchie constitutionnelle, ces mêmes hommes aient l'attitude qu'ils ont eue cet après-midi, parce que la Maçonnerie a existé légalement en Espagne avant la République.

Plusieurs Députés. — Malheureusement.

M. Iglesias Ambrosio. — Et, heureusement pour

elle, il y eut en Espagne une monarchie constitutionnelle. (*Les rumeurs continuent.*)

M. le Ministre de l'Intérieur. — En Espagne, en France et en Angleterre et dans d'autres pays, avec des régimes républicains ou monarchiques de toutes nuances, cette association a existé.

M. Comin. — De toutes nuances, non.

M. le Ministre de l'Intérieur. — Maintenant, M. Cano Lopez nous montre le grand conflit et nous demande d'adopter des mesures appropriées, empêchant qu'il y ait des fonctionnaires maçons dans l'armée. Il nous faut démontrer ici, premièrement, d'une manière qui fait foi, que les maçons, les généraux, chefs et officiers dont il nous a lu les noms, existent et sont bien maçons. Je considère qu'il est difficile que vous puissiez le prouver, pour une raison bien simple, c'est que vous n'êtes pas maçon.

M. Cano Lopez. — Heureusement.

M. le Ministre de l'Intérieur. — En effet, puisque la Maçonnerie, selon votre affirmation, est une association secrète.

Mais alors, vous n'êtes pas maçon, et si la Maçonnerie a un caractère secret, comment pouvez-vous nous affirmer que ces hommes sont maçons ?

M. Cano Lopez. — Par les Bulletins officiels de la Maçonnerie.

M. le Ministre de l'Intérieur. — De manière que si le gouvernement accepte ce fondement : celui qui, au sein de l'armée, marche contre la Patrie, mérite sa condamnation et mériterait son expulsion. Je doute beaucoup que des généraux qui se sont héroï-

quement comportés dans des succès récents et même plus lointains (*rumeurs*), qui ont obtenu glorieusement l'admiration des Espagnols...

Karl. — Qui sont ces admirables « généraux » ? personne ne les connaît.

M. le Ministre de l'Intérieur. — ...appartiennent à une association qui va à l'encontre des intérêts de la Patrie. Ou cette association n'est pas contre les intérêts de la Patrie ou ces glorieux militaires n'y appartiennent pas.

Plusieurs Députés. — Ils ne peuvent d'aucune façon lui appartenir. (*Rumeurs contradictoires. Le Président réclame l'ordre.*)

M. le Ministre de l'Intérieur. — *M. Cano Lopez* doit démontrer en premier lieu que les personnes qu'il a citées appartiennent, en effet, à une association secrète, et deuxièmement que cette association est ennemie de la Patrie.

M. Calvo Sotelo. — Cette démonstration ne manque pas, il suffit qu'elle soit une association politique.

M. Guerra del Río. — Elle n'est pas politique.

D'autres Députés. — Si, elle est politique.

M. le Ministre de l'Intérieur. — Il faudra le démontrer. Si les uns affirment qu'elle l'est et d'autres qu'elle ne l'est pas, il faudra démontrer qu'elle est politique. Mais si elle est secrète, ce qui est le cas... (*Rumeurs.*)

Un Député. — Puisque vous ne devez tolérer l'existence d'aucune société secrète.

M. Cano Lopez. — Quelle idée avez-vous de votre devoir, monsieur le Ministre de l'Intérieur ?

M. Granell. — Alors c'est une société clandestine. (*Les rumeurs continuent. Le Président réclame de nouveau l'ordre.*)

M. le Ministre de l'Intérieur. — Je vous assure la chose suivante : le gouvernement et les ministres du gouvernement de la Monarchie, c'est certain et cela peut être prouvé, savaient qu'il existait des associations maçonniques. (*Rumeurs.*)

M. Marco Miranda. — Et ceux de la Dictature, monsieur le Ministre ?

M. Moreno Herrera. — Le plus malheureux fut qu'ils ne s'en rendirent pas compte jusqu'à la dernière heure. (*M. Granell prononce des paroles que l'on ne perçoit pas.*)

M. le Ministre de l'Intérieur. — Maintenant j'affirme que si en Espagne il existe actuellement des activités maçonniques... (*rumeurs. M. Granell interrompt. Le Président agite la sonnette*) ...il vous sera très difficile de les démontrer. (*M. Granell prononce des mots que l'on n'entend pas.*)

Le Président. — Je vous rappelle à l'ordre pour la première fois, monsieur Granell.

Le Ministre du gouvernement. — Ces Messieurs s'exaspèrent, quand moi je parle avec tout mon calme ; j'affirme que je ne sais pas ce qui arrivera, mais le fait actuel c'est que si la Maçonnerie en Espagne travaille, elle le fait d'une manière tellement tiède, avec si peu de moyens, qu'on ne voit aucune trace de son activité, et on sait que tout ce qui inspire une crainte au Pouvoir public est aujourd'hui rigoureusement inspecté. (*Rumeurs.*)

M. Granell. — Et les élections du grand maître en Catalogne faites récemment, monsieur le Ministre de l'Intérieur, et Granollers ?

Le Ministre du gouvernement. — De sorte, messieurs, que ceux qui ont eu des charges sous la Monarchie constitutionnelle n'ont pas le droit, devant le fait d'un affaiblissement, d'une diminution de l'activité maçonnique, de s'associer aux députés qui accusent un gouvernement de la République de tolérer l'existence d'une association secrète dans l'armée. (*Rumeurs.*)

M. Comin. — On n'accuse pas, on demande au gouvernement de l'éviter. (*Les rumeurs continuent.*)

Le Ministre du gouvernement. — Vous avez fait quelque chose de très grave cet après-midi, monsieur Cano Lopez. Vous avez cité des noms, accusant ces personnes non seulement d'appartenir à une société ou à un parti politique déterminé, mais encore à une association qui, selon vous, est ennemie de la Patrie.

M. Cano Lopez. — Et c'est vrai. (*Rumeurs.*)

Le Ministre du gouvernement. — La circonstance veut que ces hommes aient fait l'offrande de leur vie et de leur honneur à la défense de la Patrie.

Karl. — Ce n'est pas certain. (*M. Cano Lopez prononce des paroles qu'on n'entend pas. Rumeurs.*)

Le Ministre du gouvernement. — Vous avez fait quelque chose de très grave. (*Les rumeurs et les interruptions continuent, le Président réclame de l'ordre.*)

Le Ministre du gouvernement. — Vous, Députés

aux Cortès, dans l'exercice de vos fonctions, avez lancé ici des accusations dont vous avez accepté la responsabilité et dont les conséquences doivent mener devant les tribunaux. Comme en même temps vous vous êtes vanté de courage — j'entends de courage civique.

M. Cano Lopez. — C'est indiscutable.

Le Ministre du gouvernement. — Vous devez formuler ces accusations devant les tribunaux et pour cela vous dépouiller de l'immunité parlementaire. (*Exclamations.*)

M. O'Shea. — Le Parlement ne sert-il donc pas pour traiter de ces questions ?

Le Ministre du gouvernement. — Monsieur O'Shea, si M. Cano Lopez ne s'était pas vanté de tant de courage et de bravoure, je ne me serais pas risqué à lui faire cette invitation.

M. Primo de Rivera. — Est-ce un délit d'être maçon ? (*Dénégations.*) Alors pourquoi va-t-on dénoncer devant les tribunaux ce qui n'est pas un délit ?

M. Morayta. — Vous êtes en train de donner de l'importance à un sujet qui n'en a pas, et il est certain que je ne suis pas maçon. (*M. Moreno Herrera prononce des paroles qu'on n'entend pas.*)

M. Diez Pastor. — Il est Jésuite. (*Les rumeurs et protestations continuent.*)

Le Ministre du gouvernement. — M. Primo de Rivera, qui a un jugement très clair, a entendu ce que M. Cano Lopez et moi avons dit ; interprétant les paroles de M. Cano Lopez, il ne les débouta pas, il sait pourtant qu'on accuse de maçon un nombre

déterminé de militaires et que le mot de « maçon » est synonyme de « ennemi de la Patrie », que l'on accuse ces militaires de manquer à leurs devoirs en étant en relation avec l'étranger, de faillir à des devoirs sacrés ou d'être avec les rebelles. Ce n'est déjà plus une accusation de Maçonnerie. Qu'auriez-vous fait, vous que la noblesse caractérise, qui avez du sang de militaire ou qui êtes héritiers de vaillant soldat, si un député des Cortès avait accusé devant vous ces gloires de l'Espagne qui sont à la tête de l'armée espagnole et à qui nous avons confié la paix de nos foyers et de notre patrie ? Vous auriez convenu comme moi qu'il doit répondre de ces accusations. (*Applaudissements et protestations.*)

M. Cano Lopez. — Je demande la parole. Je suis indigné de cette hardiesse.

Le Ministre du gouvernement. — D'autre part, le gouvernement ne manque pas de moyens pour veiller sur la discipline de l'armée et sur sa loyale soumission aux intérêts supérieurs de l'Espagne. Il suffirait de démontrer la plus légère vacillation dans la ferveur d'un militaire au service de sa patrie pour que le gouvernement ne mette pas sa confiance en lui et lui applique immédiatement, énergiquement le châtiment qu'il mériterait.

M. Fuentes Pila. — Ou lui donner la croix de San Fernando.

M. Cano Lopez. — Souvenez-vous de Gomez Morato, destitué et nommé maintenant général de division.

Le Ministre du gouvernement. — Je tiens pour de parfaits gentilshommes et patriotes tous ces mili-

taires qu'on a prétendu souiller dans leur amour pour l'Espagne et l'Etat. Je suis sûr que ces hommes sont prêts à verser leur sang si cela est nécessaire pour servir l'Espagne, cela peut être constaté par tous ; c'est pourquoi ces affirmations, faites impunément à la Chambre, ne devraient être protégées par personne du Congrès (*Applaudissement.*) Quand l'heure du danger arrive, quand les hordes furieuses se lèvent contre la Patrie, qu'il ne nous reste plus qu'à nous mettre sous la protection de ceux qui nous défendent, nous nous convertissons alors en apôtres de l'armée et nous remplissons de son éloge les colonnes de journaux. Quand, pendant tout un siècle, l'Espagne a versé son sang et spécialement celui de ses officiers à la tête de ses soldats en Afrique, quand, dans des occasions antérieures, tous ces militaires, qui sont maintenant à la tête des cadres, ont donné des preuves de leur amour et de leur esprit de sacrifice pour l'Espagne, serait-il juste maintenant que la Chambre espagnole les paie en les souillant ? Passons sur ceci, considérons-le comme un cauchemar ou comme une véhémence qui a parcouru l'enceinte de cet hémicycle, et espérons que des actes de cette nature ne se répéteront pas. (*Grandes rumeurs.*)

Les États se dissolvent ainsi ; la société se dissoudra ainsi, c'est de cette façon que l'on fait beaucoup de mal à la Patrie.

M. Fuente Pila. — Mais, monsieur le Ministre de l'Intérieur, personne n'a attaqué l'armée, on a simplement signalé des cas concrets et individuels, ce qui est une chose bien distincte.

Le Président. — Un peu d'ordre, je vous prie. J'appelle votre attention pour la première fois. Je suis disposé à empêcher de parler les députés aux-

quels on n'a pas accordé la parole. (*M. Fuentes Pila prononce des paroles que l'on ne distingue pas.*)

Le Ministre de l'Intérieur. — Vous pourrez réduire en dénonciations privées et personnelles les appréciations que j'ai faites ici. Si vous ne voulez pas les porter devant les tribunaux, faites-le devant les ministres de la Guerre et de la Marine; je n'empiète pas sur les attributions du Pouvoir exécutif.

Un Député. — Où est-il ?

Le Ministre de l'Intérieur. — Je dis que vous avez le chemin ouvert pour obliger les ministres de la Guerre et de la Marine à faire des recherches afin d'éclaircir les faits que vous tenez pour si punissables et exécrables.

Je suis certain que le gouvernement n'a pas besoin d'encouragement pour accomplir son devoir, un si grand devoir; le gouvernement, par sa seule et spontanée volonté, adoptera les mesures énergiques qu'il faudra pour garantir la sécurité de l'Espagne devant le plus léger indice de faiblesse envers la Patrie et ses institutions, de la part de ses fonctionnaires et particulièrement de ceux qui servent dans les glorieux rangs de l'armée espagnole. Mais admettre cette proposition équivaldrait pour le gouvernement à confesser qu'il a besoin d'aide pour accomplir son devoir, tandis que sans elle il l'accomplirait également. Pour cette raison, la Chambre ne doit pas laisser douter de l'accomplissement de son devoir; l'honneur de ces glorieux militaires ne doit pas être souillée par l'ombre jetée avec tant d'injustice par M. Cano Lopez. (*Très bien. Applaudissements.*)

M. Gil Robles. — Je demande la parole.

Le Président. — Vous l'avez.

M. Gil Robles. — En conséquence, messieurs les Députés, je me mets en médiateur entre deux positions qui paraissent très distantes quand, en réalité, elles sont très proches.

Karl. — Aussi proches que les antipodes.
(*Suit une intervention confuse de Gil Robles.*)
(*Plusieurs députés demandent la parole.*)

Le Président. — Maintenant, je ne puis plus donner la parole; après avoir voté, ceux qui voudront expliquer le vote pourront le faire. Je lis et demande pour la seconde fois que si la proposition de M. Cano Lopez est approuvée, on demande par un nombre de députés suffisant que le vote soit nominal.

Le Président. — Comme le nombre suffisant de députés marqué dans le règlement n'a pas pris part à cette élection, le vote n'est pas validé. 44 députés ont voté *non* et 42 ont voté *oui*, et il en faut 100.

M. Manglano. — Je demande la parole.

Le Président. — Vous l'avez.

M. Manglano. — La minorité traditionaliste vote cette proposition premièrement parce qu'elle est catholique et naturellement contraire à la Maçonnerie, et ensuite parce qu'elle a vu en elle un point de politiques très clair. Celui-ci :

On demande une déclaration d'incompatibilité entre la maçonnerie et l'armée pour deux raisons : la première c'est qu'un ordre du ministre de la Guerre défend aux militaires d'appartenir à des associations politiques, et la Maçonnerie est politique, elle le déclare elle-même dans ses publications officielles. Si quelque député en doute, j'ai ici des textes de publications maçonniques qui le prouvent; je ne

les lis pas pour ne pas ennuyer la Chambre. La seconde, c'est que nous voyons tous les jours dans la pratique les résultats que le rôle de la Maçonnerie produit, affaiblissant énormément la discipline militaire.

Il y a des faits qui ne peuvent pas se nier. M. Cano Lopez nous relatait le cas d'une loge de Barcelone dans laquelle un officier commandait un général, on peut en citer d'autres analogues ; à Ceuta par exemple, il est notoire qu'un chef de l'armée espagnole a dû aller à Bruxelles pour rendre compte à la Maçonnerie internationale de son rôle comme chef militaire de l'armée espagnole en Asturie.

M. Marco Miranda. — Ce n'est pas certain.

M. Manglano. — Tout le monde le sait, on l'a dit partout et son nom est dans l'esprit de tous.

M. Marco Miranda. — Il faut le démontrer.

M. Manglano. — Il y a été parce que, étant maçon, il est tenu à certaines obéissances que je vous lirai aussi si vous en doutez : « *Le vénérable maître fait savoir d'avance aux frères qui vont renouveler leur promesse verbale ou écrite qu'elle les oblige à la fidélité et à toujours être disposé à comparaître devant quelqu'un qui leur sera désigné pour expliquer et justifier la rectitude de leurs actes maçonniques ou profanes.* » Bulletin du Grand Orient espagnol, septembre 1932, page 14.

(M. Manglano montre ensuite par l'exemple des Asturies que les chefs échappent à toute sanction lorsqu'ils sont F.-M.-.)

M. Goicoechea ajoute que la F.-M.-. a joué un rôle manifeste dans le soulèvement des Asturies.

Le F... Marco Miranda tente une timide défense de la F.-M.-. dans laquelle nous relevons l'important aveu que voici concernant Alphonse XIII :

Beaucoup de ceux qui sont intervenus dans cette discussion ne tiennent pas compte, parce qu'ils ne l'ont pas lu ou, s'ils l'ont lu, ils le taisent, que dans le monde, et surtout en Europe, beaucoup de membres de familles régnantes appartiennent à la Maçonnerie...

Plusieurs Députés. — Je le crois.

M. Marco Miranda. — ...Et beaucoup d'eux appartiennent à des pays où la démocratie ne règne pas. Est-ce que, en Espagne, Alphonse XIII ne sollicita pas son entrée dans l'Ordre maçonnique ? (Plusieurs députés des minorités de la rénovation et traditionnalistes protestent.)

M. Suarez de Tangil. — Ce n'est pas certain.

M. Marco Miranda. — Précisément, il perdit son trône pour ne pas avoir sollicité son entrée dans la maçonnerie. S'il l'avait fait il ne l'aurait pas perdu.

Un Député. — Ce doit être Alphonse XII.

Le Président. — Beaucoup de Députés et le propre Gouvernement de la République recommandent à la présidence d'user de ses facultés pour qu'elle mette immédiatement aux voix le sujet que l'on discute ; cela va se faire tout de suite.

Le vote commence.

Après que le vote nominal eut lieu on prit en considération la résolution de M. Cano Lopez, qui fut votée par 82 voix contre 26, selon les listes suivantes.

Ceux qui votèrent *oui* :

MM.	MM.
Beca.	Primo de Rivera.
Serrano Suner.	Dominguez Arevalo
Alberola.	Goicoechea.
Finat.	Calderon.
Hueso.	Romero Radigales
Cassinello.	Del Moral.
Laude.	O'Shea.
Castano.	Royo Villanova.
Amores.	Gosalvez.
Cabrera.	Adanez.
Izquierdo Jimenez.	Cuesta.
Arellano.	Matesanz.
Suarez de Tangil.	Cano de Rueda.
Calvo Sotelo.	Perez Madrigal.
Cano Lopez.	Davila.
Moreno Herrera.	Cuartero.
Aperribay.	Torres Sala.
Albinana.	Martin Artajo.
Tejera.	Azpeitia.
Sierra Pomares.	Villalonga.
Martinez de Morentin.	Valiente.
Esparza.	Oriol de la Puerta.
Ruiz Valdepenas.	Granell.
Lammamie de Clairac.	Fuentes Pila.
Reverte.	Ramirez.
Garcia Atance.	Martinez Rubio.
Gil Casares.	Amado. ^c
Perez de Guzman.	Zámanillo.
Montero Tirado.	Palomino.
Madero.	Comin.
La Hoz.	Gonzalez Negrin.
Arizcun.	Alonso de Armino.

MM.	MM.
Lazcano.	Carrascal (don Gemini- niano).
Marniez Azagra.	Gil Robles.
Martinez de Velasco.	Sanchez Miranda.
Alvarez Lara.	G i m e n e z - C a n g a - Arguelles.
Moreno Navarrete.	Pinan.
Miranda Mateo.	Maestre.
Montes.	Madariaga.
Avia.	
Acacio.	
Sancho Izquierdo.	

Total : 82.

Ceux qui votèrent *non* :

MM.	MM.
Vaquero.	Blanc.
Rocha.	Camara.
Orozco.	Sierra Rustarazo.
Oarrichena.	Iglesias (don Emiliano).
Guerra del Rio.	Alvarez Mendizabal.
Echeguren.	Sierra Martinez.
De Pablo.	Salinas.
Velez.	Bardaji.
Barquero.	Morello.
Ramos Cervino.	Burgos Diaz.
Lopez Varela.	Armasa.
Martin Rodriguez.	Senor President.
Martin Gomez.	
Alfaro.	

Total : 26.

APPENDICE VI

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU GRAND ORIENT ESPAGNOL (tenue à Madrid, le 20 février 1932 et jours suivants)

Voici dans son intégralité le compte rendu de l'assemblée générale extraordinaire du Grand Orient espagnol tenue à Madrid le 20 février 1932 et jours suivants.

Ce document est d'une importance capitale en ce qu'il nous apporte la preuve de l'étroite surveillance que la Franc-Maçonnerie exerce sur ceux de ses membres qui occupent des situations politiques et la stricte obéissance qu'elle exige d'eux, obéissance aux directives occultes imposée par serment et passible de jugements maçonniques au cas d'indiscipline.

* * *

Bulletin officiel du Grand Orient espagnol.
Madrid, 10 septembre 1932. VI^e année. N^o 64.
Page 13.

Décisions prises à l'assemblée générale extraordinaire du Grand Orient espagnol tenue à Madrid, le 20 février 1932 et jours suivants.

Premier point de l'ordre du jour :

1^o On publiera de nouveau dans le *Bulletin officiel* non secret la liste de tous les maçons rayés ou renvoyés officiellement de l'Institution, et on précisera le motif du renvoi. On publiera de même trimestriellement dans ledit *Bulletin* une liste des F.·. disparus ou renvoyés dans le trimestre antérieur.

Serment d'obéissance (1).

2^o Tous les FF.·. du Grand Orient espagnol ratifieront la promesse (2) du grade qu'ils occupent dans le Symbolisme : les absents et les empêchés de la manière qu'ils désireront, et les présents à la première tenue célébrée par leur Loge. Le Vén.·. Maître·. avertira les FF.·. qu'ils ont à renouveler la promesse verbale ou écrite de se tenir toujours prêts à comparaître devant leurs juges respectifs pour expliquer et justifier la rectitude de leur conscience maçonnique, dans tous les actes de leur vie maçonnique ou profane (3).

3^o Le délai accordé pour le renouvellement des promesses sera fixé dans chaque cas par l'organisme

(1) Ces sous-titres ne font pas partie du texte original.

(2) En français, on dirait serment. Toutefois, j'ai préféré traduire littéralement.

(3) Tous les passages soulignés le sont par nous.

correspondant, mais toujours dans le plus bref délai possible.

Sanctions en cas d'indiscipline.

4° Les FF. : qui refuseront de renouveler lesdites promesses ou qui ne répondront pas dans le délai qui leur sera fixé seront rayés de l'Ordre, sauf excuse justificative — et ce, sans certificat de départ. Ce renvoi ainsi expliqué et justifié sera communiqué à la Grande Loge respective et cette Loge le transmettra à la C. P. du G. C. F. S. (1), pour être publié dans le *Bulletin officiel* non secret.

5° La liste des FF. : qui répondent à l'appel sera, elle aussi, envoyée à la Grande Loge régionale dont ils dépendent, et cette L. : la communiquera à la C. P. du G. C. F. S.

Serment solennel.

6° Les Vén. : Maîtres : veilleront à ce que ces Fr. : prêtent serment devant l'Autel en toute solennité et en loge d'Apprentis, ce qui n'empêchera pas la cérémonie d'être répétée en la loge du grade auquel appartient le Frère, inscrivant ladite promesse dans les Actes, et ordonnant une triple batterie de réjouissance.

(1) G. C. F. S. : Grand Conseil Fédéral Symbolique ?

Contrôle et surveillance par fiches.

7° Pour les besoins de la statistique, les Loges et les Triangles établiront une fiche pour tous les FF. : , notant leur occupation actuelle, les emplois qu'ils exercent ou ont exercé dans l'Etat ou dans les entreprises particulières et les raisons de leur départ ; et leur feuille de services avec leurs mérites et leurs travaux maçonniques. Cette fiche sera tout spécialement complète et détaillée pour les FF. : qui occupent quelque poste politique dû à l'élection populaire ou à la nomination du gouvernement, conseillers, députés, etc. Lesdites feuilles seront transmises à la Grande Loge régionale et celle-ci devra les envoyer à la C. P. du G. C. F. S.

8° Les Grands Maîtres des Grandes Loges régionales, appliquant l'article 74 des règlements généraux, fixeront le nombre d'inspecteurs qu'ils doivent nommer pour recueillir les dénonciations de maçons ou de profanes, et les mouvements d'opinion pouvant être une accusation qui affecte la réputation maçonnique d'un F. : , reconnaissant que lesdits Grands Maîtres ont pleine autonomie pour transmettre à d'autres FF. : certaines facultés, cette assemblée extraordinaire les supplie instamment, pour donner une plus grande satisfaction au peuple maçonnique, en même temps qu'une plus grande autorité morale aux délégués — les supplie de faire proposer les inspecteurs par chaque Grande Loge. Le Grand Maître, par décret, donnera des instructions concrètes pour sa gestion ; il devra commencer par entendre les accusés, et ensuite suivre rapide-

ment les procédures nécessaires, recherchant les déclarations des autres FF.: ainsi que les informations profanes et s'assurant tous les éléments d'un juste jugement. La décision sera communiquée au Grand Maître, qui la remettra à la Grande Loge régionale. Du verdict de celle-ci, il pourra être fait appel devant l'assemblée régionale.

Réciproquement, les FF.: injustement persécutés, calomniés ou injuriés auront le droit de remettre leurs plaintes aux inspecteurs, qui devront leur assurer la réparation du tort ou de l'offense qui leur aura été faite.

A son tour le Grand Maître du Grand Conseil fédéral symbolique, s'appuyant sur la seconde partie de l'article 713 des règlements, veillera scrupuleusement à la régularité des travaux de la Maçonnerie symbolique et spécialement au prestige du Gr.: Orient espagnol; à cet effet, il devra aussi nommer des inspecteurs pour surveiller la procédure des Grandes Loges dans ces affaires.

9° La sentence de renvoi d'un maçon sera publiée, avec les raisons qui l'ont motivée, dans le **Bulletin officiel non secret**. Les **peines inférieures** seront publiées dans le **Bulletin secret**.

10° La C. P. du G. C. F. S. a la faculté de charger une Loge travaillant dans les Vall.: de Madrid, de solliciter de tous les députés francs-maçons la ratification de promesse dont parle l'accord n° 2 amplifié par l'accord n° 6, quelle que soit la Loge à laquelle ils appartiennent, à l'exception de ceux qui seraient affiliés à des ateliers dépendant de la Grande Loge régionale du Centre, qui pourraient la ratifier dans leur propre atelier. La Loge chargée de la ratification en dressera l'acte qu'elle

enverra à la C. P. du G. C. F. S. pour que celui-ci la transmette aux Grandes Loges respectives.

Renforcement du serment pour les F.: F.: qui occupent des postes politiques.

Second point de l'ordre du jour :

11° (a) Les autorités maçonniques sont tenues de faire remplir avec la fréquence nécessaire le devoir imposé aux FF.: exerçant des emplois publics, de renouveler le serment, d'expliquer et de justifier maçonniquement leur conduite publique devant leurs supérieurs. Et comme dans l'exercice d'un emploi public on peut manquer aux devoirs maçonniques, tant en action qu'en omission, ceci signifie que le maçon remplissant cette charge sera obligé non seulement d'expliquer et de justifier toute action paraissant blâmable ou douteuse, mais aussi de recevoir les directives maçonniques et d'en tenir compte.

Dans ce but, et dans le cas où il s'agit de charges publiques de caractère local, on organisera des tenues spécialisées dans les loges des différents grades permettant d'apporter une plus grande aide et une plus grande collaboration aux FF.: chargés de ces emplois.

Priorité des directions maçonniques.

b) On rappellera aux FF.: qui occupent des emplois publics leur devoir d'amour et de tolérance fraternels, et on veillera à ce qu'ils

mettent toujours cette fraternité maçonnique au-dessus de toutes les divergences qui pourraient les séparer dans les luttes politiques.

c) Tout ce contrôle, cette assistance et cette collaboration dépendront de la loge de chaque grade et devront s'effectuer dans un esprit de respect absolu pour les idées politiques des FF., sans la moindre tendance ou visée de parti, mais uniquement pour la défense des grands principes de notre Ordre auguste.

d) Sans négliger ce qui est indiqué dans les articles précédents, cette assemblée désire que soient créées dans chaque Loge, en en faisant part à leurs Chambres, autant de sections que le permettra le nombre de leurs membres, sections destinées à se perfectionner par l'étude, pour agir utilement dans les différents problèmes de la vie profane. Le but serait d'obtenir des maçons spécialisés dans toutes les sciences et dans les arts libéraux et de pénétrer efficacement dans ce que nous sommes en droit d'obtenir de chaque F. Les ouvriers de chaque cadre s'inscriraient librement dans la section pour laquelle ils se sentiraient une préférence ou dans laquelle ils pourraient rendre de plus grands services.

Ceci nous semble bien interpréter le désir d'instruction indiqué dans nos rituels et nos règlements généraux. Cela ne signifie pas la substitution au rituel et au symbolisme, ni leur affaiblissement, mais plutôt l'intensification de leurs enseignements.

Ensuite, nous formerons d'autres sections, composées d'un membre de chaque section et de chaque loge existant dans la localité. Ces secondes formations recueilleront les conclusions obtenues dans les sections primitives, dans le but de les discuter et de se former une opinion, opinion qui sera communiquée

à toutes les Loges de la localité, afin qu'elle soit examinée, modifiée ou perfectionnée. Les résolutions seront soumises à la section inter-Loges. Cette section examinera les amendements apportés par les ateliers et arrivera à concrétiser son rapport ou opinion définitive. Ce travail passera à la Grande Loge respective pour que ce haut organisme se prononce en dernier ressort sur la valeur des opinions qui lui sont ainsi soumises. Ces résolutions, une fois acceptées, seront transmises au C. P. du G. C. F. S., lequel organisme, selon nos règlements, ayant seul le pouvoir de s'adresser aux autorités profanes, agira dans chaque cas comme bon lui semblera. Cet organisme supérieur classera aussi par spécialités tous les travaux apportés par les Grandes Loges régionales, pouvant le publier si c'est jugé opportun.

Propagande maçonnique.

12° Une vaste propagande maçonnique sera organisée par des brochures, par l'action personnelle, par la publication d'un livre de biographies de grands maçons espagnols disparus, par des conférences, etc., dans le but d'augmenter — mais toujours en sélectionnant — le nombre des ouvriers maçons et celui des Loges dépendant du Grand Orient espagnol.

Sens général des directions maçonniques pour l'Espagne.

13° Afin de pouvoir déterminer avec certitude les projets immédiats ou lointains de la Maçonnerie,

cette assemblée ne doit pas se borner à fixer les règles à suivre par rapport à certains faits concrets, mais elle doit s'occuper surtout de ratifier, de rappeler et d'expliquer les principes fondamentaux qui doivent déterminer la marche générale.

Si notre conduite s'est écartée de l'esprit maçonnique, c'est que nos opinions et notre doctrine avaient commencé par s'en éloigner.

La cause primordiale du relâchement de nos liens fraternels réside en ce que nous avons perdu le contact avec les racines profondes qui unissent nos diverses croyances. Si nous voulons être frères, nous devons avant tout chercher la racine commune qui unit nos différentes façons de penser et de sentir.

Et cela nous avons à le faire dans l'ordre religieux, dans l'ordre politique et dans l'ordre social.

Il appartient à l'assemblée de rappeler et d'expliquer les principes maçonniques qui doivent inspirer dans ces trois directions, le travail de la maçonnerie espagnole d'aujourd'hui et de demain.

Le travail d'ordre religieux est le principal, il est à la base de tous les autres, puisque toute doctrine politique et sociale doit se construire sur une éthique, et celle-ci sur une métaphysique, c'est-à-dire sur un essai d'explication universelle, cette explication étant une religion dans le sens le plus large et le plus élevé du mot.

Aujourd'hui qu'en Espagne le problème religieux est si brûlant, la Maçonnerie est obligée de préciser et d'exposer clairement sa position sur ce sujet. Il faudra répéter que la Maçonnerie n'est pas irrégulière, qu'elle ne combat aucun sentiment ni aucune

croyance religieuse, mais uniquement l'intolérance dogmatique. Et il faudra le répéter, car il semble qu'on l'oublie dans les Temples maçonniques. Non seulement nous devons repousser l'intolérance quand elle provient du dogmatisme d'une religion positive, mais aussi quand elle vient d'un dogmatisme matérialiste. Ces deux intolérances sont aussi anti-maçonniques l'une que l'autre (1).

Pour trouver la racine commune de nos opinions religieuses (ou, si vous le préférez, philosophiques), racine qui doit produire notre fraternité et notre tolérance, il suffira d'exiger, dans les ateliers, une étude plus profonde et plus sérieuse des principes, du symbolisme, de la doctrine et des rituels maçonniques. Et alors on verra que les Maçons — ceux qui voient dans le Grand Architecte de l'Univers, un Dieu anthropomorphique ou personnel, ceux qui le conçoivent comme une conscience universelle, ou ceux qui ne voient en lui qu'une simple énergie cosmique — sont tous obligés de rechercher dans ce principe régulateur le fondement moral de leurs actes. On peut en déduire que dans ce sens très large, la Maçonnerie est profondément religieuse et que pour cela même elle ne peut admettre l'intolérance

(1) Sur les rapports de la F.-M.-E. et de la religion, il est bon de citer ici cette phrase d'Aulard, professeur d'histoire révolutionnaire à la Sorbonne, qui situe la question sous son vrai jour :

« Il est absurde de continuer à dire : Nous ne voulons pas détruire la religion, quand nous sommes obligés d'assurer d'autre part que cette destruction est indispensable pour fonder rationnellement la cité nouvelle politique et sociale. Ne disons donc plus : Nous ne voulons pas détruire la religion, disons au contraire : Nous voulons détruire la religion afin de pouvoir établir en ses lieu et place la cité nouvelle. »

d'aucun dogmatisme, et pas davantage celui à qui manque cette profonde inquiétude spirituelle qui nous porte à la recherche de la Vérité, ciment du temple idéal que nous voulons construire.

Dans l'ordre politique, bien que celui-ci prête à moins de doutes et de confusions, il sera bon que cette assemblée ratifie notre foi représentée par la devise : Liberté, Egalité, Fraternité, foi libérale et démocratique incompatible avec n'importe quelle dictature, tyrannie ou despotisme venant de quelque côté que ce soit.

Et quant à l'ordre social, nous croyons que la Maçonnerie doit prendre position avec la même élévation et la même largeur de vue qu'en politique. La devise Liberté, Egalité, Fraternité oblige autant socialement que politiquement.

Notre idéal de Liberté, d'Egalité, de Fraternité ne peut tolérer que l'homme soit exploité par l'homme, que certains vivent dans l'opulence et l'oisiveté pendant que d'autres sont dans la misère et soumis à un dur travail. C'est le problème qui, aujourd'hui, dresse une moitié du monde contre l'autre. La Maçonnerie ne peut s'en désintéresser, si elle veut subsister et continuer à travailler à la construction du temple idéal. La Maçonnerie doit formuler une déclaration de principes condamnant l'injustice du régime économique dans lequel nous vivons, et de même qu'elle a lutté pour la conquête des libertés politiques, elle devra lutter pour l'établissement d'un régime de véritable justice sociale. Cette lutte devra être menée avec une large et haute spiritualité qui domine l'esprit de parti.

Troisième point de l'ordre du jour :

Les délégués du G. C. F. S. dans la réunion du

Comité exécutif de l'A. M. I. (1), les FF.: Plaza et Joaniquet lisent un long rapport résumant toutes les résolutions prises dans ladite réunion, rapport qui sera publié en temps opportun.

Quatrième point de l'ordre du jour :

Cette assemblée extraordinaire décide que la prochaine réunion ordinaire se tiendra en octobre prochain.

(1) A. M. I. : Association maçonnique internationale.

TABLE DES MATIÈRES

HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE ... Chute de Primo de Rivera. Complot maçonnique de Jaca. Élections d'avril 1931. Alphonse XIII quitte l'Espagne. Proclamation de la République. La Franc-Maçonnerie au pouvoir. Persécution religieuse. Désordres et grèves. La nouvelle Constitution. Alcalá Zamora, président de la République. Castilblanco. Le Convent maçonnique secret de 1932. Soulèvement du général Sanjurjo. Casas Viejas, Gil Robles et la C. E. D. A. Octobre 1934, révolte des Asturies. 1935, année d'instabilité parlementaire et de préparation révolutionnaire. La pénétration communiste. La prophétie de Mauricio Karl. Février 1936, victoire électorale du Front populaire. Chaos et terrorisme. Un discours historique de Calvo Sotelo. Assassinat de Calvo Sotelo. La guerre civile 1936-1937. Traité secret d'alliance entre Largo Caballero et Rosenberg. La farce de la non-intervention. Le général Franco accuse la Franc-Maçonnerie. Le Portugal renforce la loi contre la Franc-Maçonnerie. Conclusion : guerre internationale sur un champ de bataille national.	7
APPENDICE. — DISCOURS DE CALVO SOTELO.....	135
APPENDICE II. — MOSCOU EN ESPAGNE	168
APPENDICE III. — LETTRE COLLECTIVE DES ÉVÊQUES ESPAGNOLS.....	184
APPENDICE IV. — LES ORIGINES DE LA GUERRE CIVILE ET LA PSEUDO-LÉGALITÉ DU GOUVERNEMENT DE MADRID.....	221
APPENDICE V. — INTERPELLATION CANO LOPEZ SUR LA F.-M.....	228
APPENDICE VI. — LE CONVENT SECRET DU GRAND ORIENT ESPAGNOL.....	262

— « En 1933, deux ans avant qu'un seul « volontaire » allemand ou italien ait apparu dans les rangs de l'armée de Franco, alors qu'une Constitution républicaine fonctionnait normalement et qu'un parlementaire radical gouvernait l'Espagne, — un État étranger intervient dans la péninsule ibérique ; fournit, avec « soixante-dix caisses d'armes, des tanks et des auto-mitrailleuses » ; ce même État étranger — fort-cupide, on le verra — dresse un plan, dont le texte est connu ; envoie des agents. « Sans Moscou, en effet, l'Espagne rouge n'aurait pas existé. »

— « Dès l'ouverture des hostilités, LARGO CABALLERO (communiste et Franc-maçon) conclut un traité secret d'alliance avec l'ambassadeur juif des Soviets, ROSENBERG. Les Juifs M. NELKEN et J. NEUMANN, BELA KUN (le « tueur de la Hongrie ») sont délégués à Madrid comme « Conseillers » Moscou ne cachait même pas son jeu. Il existait depuis longtemps, dans un musée de la capitale de l'U. R. S. S., une salle consacrée à la future révolution communiste espagnole (v. YVON DELBOS : *L'expérience rouge*, pp. 185 et 186. Paris, 1933).

— « Espagnol ! — avertissait le roi — on violera ta femme, on tuera ton père, on séquestrera ta fille, on t'arrachera le pain et le vêtement, on t'assassinera dans le dos ; et l'Europe épouvantée se lèvera pour voir l'Espagne disparaître du rang de la civilisation. Voyons aujourd'hui que ce mot s'applique, ô combien ! à toute nation au bord d'émeutes révolutionnaires.

— « En une année 3800 grèves, 73 églises détruites dans les Asturies ; un prêtre, cloué sur l'étal d'une boucherie de Barcelonne, avec un écriteau : « cochon à vendre ». Le trésor royal, qui se fondait sur 2 800 tonnes d'or au temps d'ALPHONSE XIII, n'en comptera plus que 800 tonnes en 1936, les bolcheviques ayant exigé que les fourniture d'armes fussent payées en monnaie d'or ; c'est la bonne vieille alliance du capitalisme et du communisme visant à accaparer toutes les richesses de la planète.

— « Or ajoutait le roi : « Comptons en Espagne 5000 politiciens, peut-être 6000, contre 20 millions d'Espagnols qui rejettent le parlementarisme révolutionnaire, faut-il donc sacrifier vingt millions d'hommes pour fournir une rente à 6000 hommes nuisibles ? »

Vint alors Fr. Franco, parti des Canaries. Il allait persuader l'Espagne qu'elle n'était pas morte.

Couverture : le taureau et l'emblème choisi par Trotski pour l'URSS (le taureau était le symbole de l'armée de Franco aux Canaries).

